

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais



**RÉCIT**  
SAUVETAGE DES PILOTES AMÉRICAINS  
EN IRAN : RECONSTITUTION  
D'UNE OPÉRATION HORS NORME **PAGE 17**

**TECH**  
LES PROJETS FOUS DE DATA  
CENTERS DANS L'ESPACE  
DE MUSK ET DE BEZOS **PAGE 26**



À Caen, un grand rendez-vous géopolitique au chevet d'un monde en plein bouleversement  
**PAGES 18 ET 19**

### BEAUVAU

Islam, voile, immigration... La méthode Laurent Nuñez sème le trouble  
**PAGE 6**

### HONGRIE

JD Vance à Budapest pour sauver Orban **PAGE 9**

### PROCÈS

«Financement libyen» : Sarkozy prend ses distances avec Guéant et Hortefeux **PAGE 12**

### LUXE

Les femmes d'affaires font profil bas avec leur sac **PAGE 34**

### CHAMPS LIBRES

Un grand entretien avec Stéphanie Roza et Amirpasha Tavakkoli

La chronique de Bertille Bayart

La tribune de Guy Drut  
**PAGES 20 ET 21**

### FIGARO OUI FIGARO NON

Réponses à la question de mercredi :

Les dirigeants européens ont-ils raison de prendre leurs distances avec Donald Trump ?

OUI 72% NON 28%

VOTANTS : 163 435

Considérez-vous que la commission d'enquête sur l'audiovisuel public a été utile ?

Téléchargez l'appli du Figaro pour voter

STARCLLOUD/NVIDIA ; SOCIAL MEDIA VIA REUTERS

# 2027 : une présidentielle plus ouverte que jamais

À près d'un an du scrutin, la multiplication des ambitions accentue son imprévisibilité et renforce les doutes sur la capacité du futur chef de l'État à dégager une majorité absolue.

Les jeux sont-ils faits à un an d'une élection présidentielle ? Il suffit de se replonger dans les sondages réalisés douze mois avant les précédents scrutins pour se convaincre du

contraire. La « remontada » de Jacques Chirac contre Édouard Balladur en 1995, la qualification de Jean-Marie Le Pen en 2002, la chute de Dominique Strauss-Kahn en

2012, la montée en puissance d'Emmanuel Macron en 2017... Autant de tendances que les enquêtes d'opinion n'avaient alors pas anticipées. À près d'un an de l'échéance

de 2027, le foisonnement des candidatures et le flou sur le processus de départage dans les différents camps rendent le scrutin plus ouvert que jamais. Une fracturation de l'offre po-

litique qui pourrait aussi peser sur les probables élections législatives qui suivront, interrogeant la capacité du futur président à dégager une majorité nette pour gouverner.

→ DOUZE MOIS AVANT LES PRÉCÉDENTS SCRUTINS, LES JEUX ÉTAIENT LOIN D'ÊTRE FAITS DANS LES SONDAGES → ROBERT ZARADER, ÉCONOMISTE ET CONSEILLER EN COMMUNICATION : « TOUT MONTRE QUE L'ON SORT D'UNE LOGIQUE DE MAJORITÉ ABSOLUE DERRIÈRE LE FUTUR PRÉSIDENT » **PAGES 4, 5 ET L'ÉDITORIAL**

## Cécile Kohler et Jacques Paris de retour en France après plus de trois ans de détention en Iran



Attendus ce mercredi en France, les enseignants Cécile Kohler et Jacques Paris, qui avaient été accusés d'espionnage par Téhéran, voient la fin d'un long cauchemar durant lequel ils ont été privés de liberté. **PAGES 8 ET 9**

## Accident de TGV : la sécurité des passages à niveau en question

La violence du choc entre un TGV et un poids lourd transportant du matériel militaire a été telle, mardi, dans le Pas-de-Calais, qu'elle a coûté la vie au conducteur du train et blessé 15 passagers, dont deux en urgence absolue. Poursuivi pour « homicide involontaire », le chauffeur routier a été placé en garde à vue. L'accident, qui s'est produit sur un passage à niveau, remet une nouvelle fois en cause la sécurisation de ces lieux à risque où, chaque année, une centaine de collisions ont lieu et causent une vingtaine de décès. **PAGE 11**

### ÉDITORIAL par Yves Thérard

## Un cap clair pour demain

Tout le monde répète que le second tour de la présidentielle pourrait opposer le Rassemblement national et La France insoumise. Seuls ces deux mouvements politiques sont effectivement en ordre de bataille. On en connaît les candidats. D'un côté, Marine Le Pen ou Jordan Bardella ; de l'autre, Jean-Luc Mélenchon. Les premiers n'ont jamais gouverné, mais en font un atout que les sondages confirment. Le second « rêve » d'une nouvelle France créolisée dans le bruit et la fureur, mais attire nombre d'électeurs dans certains segments de la société. Cette affiche électorale serait donc une première en France. Elle inquiète à juste titre. Beaucoup se demandent comment y échapper. Bien sûr, rien n'est joué. À un an de la présidentielle, tout est encore possible. Il est temps néanmoins que les autres candidats, déclarés ou pas, sortent des tambouilles d'arrière-cuisine. Primaires ou pas, ouvertes ou pas, les modes et procédures de départage doivent vite être réglés. Il n'est pas évident qu'ils acceptent tous de s'y soumettre, d'autant que les partis sont fatigués, en mal d'autorité, à droite et au centre, comme dans le camp social-démocrate.

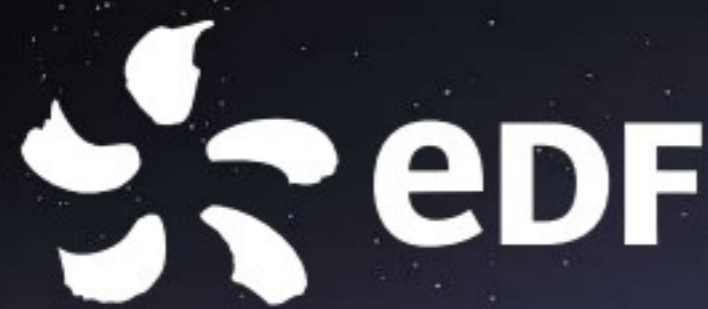
Entre le RN et LFI, la multiplication des prétendants serait pourtant un facteur probable de disqualification. Assez de guéguerres picrocholines et de divisions, il est impératif de donner un cap clair aux Français pour 2027. En voyant grand, mais avec sérieux, pour débloquer notre pays. Des années d'« en même temps », après une longue litanie de promesses trahies ou démagogiques, ont fragmenté notre société et creusé la défiance envers les institutions et leurs dirigeants. Alors que le contexte international est plus incertain que jamais, les Français sont-ils capables de comprendre la nécessité de certaines réformes ? Sur la sécurité, l'immigration, l'école, la dépense publique, la santé ? L'acceptation tient dans la méthode et la pédagogie, qui ont gravement fait défaut sur le dossier des retraites. Aucun changement ne s'improvise. Le préparer, le construire et l'expliquer requiert du courage et une vision. Deux notions qui manquent depuis longtemps à notre personnel politique. ■

# LE FIGARO

AUJOURD'HUI  
VOTRE JOURNAL  
S'HABILLE AUX COULEURS  
D'EDF

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais

COMMUNIQUÉ



PRODUIRE  
L'ÉLECTRICITÉ  
DONT LA FRANCE  
A BESOIN



RCS PARIS 552 081 317

L'énergie est notre avenir, économisons-la !





**PRODUIRE  
L'ÉLECTRICITÉ  
DONT LA FRANCE  
A BESOIN**

Produire une électricité  
très légère en CO<sub>2</sub>\*

Produire plus, pour électrifier  
la mobilité et moins dépendre  
des énergies fossiles\*\*.

Produire, depuis 80 ans.

RCS PARIS 552 081 317

\* GIEC, 2023 : Rapport de synthèse sur le changement climatique. L'électricité d'EDF est à 99% sans émissions de CO<sub>2</sub> en France.  
Émissions directes, hors analyse du cycle de vie des moyens de production et des combustibles - Périmètre EDF SA, 2024. edf.fr/climat  
\*\* Pour atteindre ses objectifs climatiques, la France doit décarboner son mix énergétique et remplacer les sources fossiles par de l'électricité.  
Source : La transition énergétique en France, Ministère de la Transition écologique, 2023.

L'énergie est notre avenir, économisons-la !



# À un an de la présidentielle, un calendrier électoral incertain aux incidences politiques majeures

John Timsit

Alors que le flou règne sur les candidatures, les dates du scrutin élyséen, encore inconnues, devraient être fixées dans les prochaines semaines par le gouvernement. Un choix qui façonnera le prochain quinquennat.

La nature politique a horreur du vide. Deux semaines après des élections municipales sans dynamique claire, faute de vague homogène sur le territoire, l'attention du microcosme politico-médiatique se tourne déjà vers la mère des batailles : la présidentielle de 2027. Une impatience d'autant plus vive qu'Emmanuel Macron - empêché par la Constitution de briguer un troisième mandat - s'apprête à quitter l'Élysée dans un an. Signe de cette effervescence, à douze mois du scrutin, le nombre croissant de prétendants sur la ligne de départ. De quoi entretenir les incertitudes dans chaque camp sur l'identité de celui qui portera ses couleurs, et sur ses capacités à s'imposer. S'y ajoute une inconnue de taille : le calendrier précis du scrutin élyséen, encore non arrêté, dont la date doit être fixée prochainement par décret.

Seule certitude, l'élection aura lieu au printemps. Une constante depuis la mort de Georges Pompidou, le 2 avril 1974, à l'origine d'une présidentielle anticipée, remportée en mai par Valéry

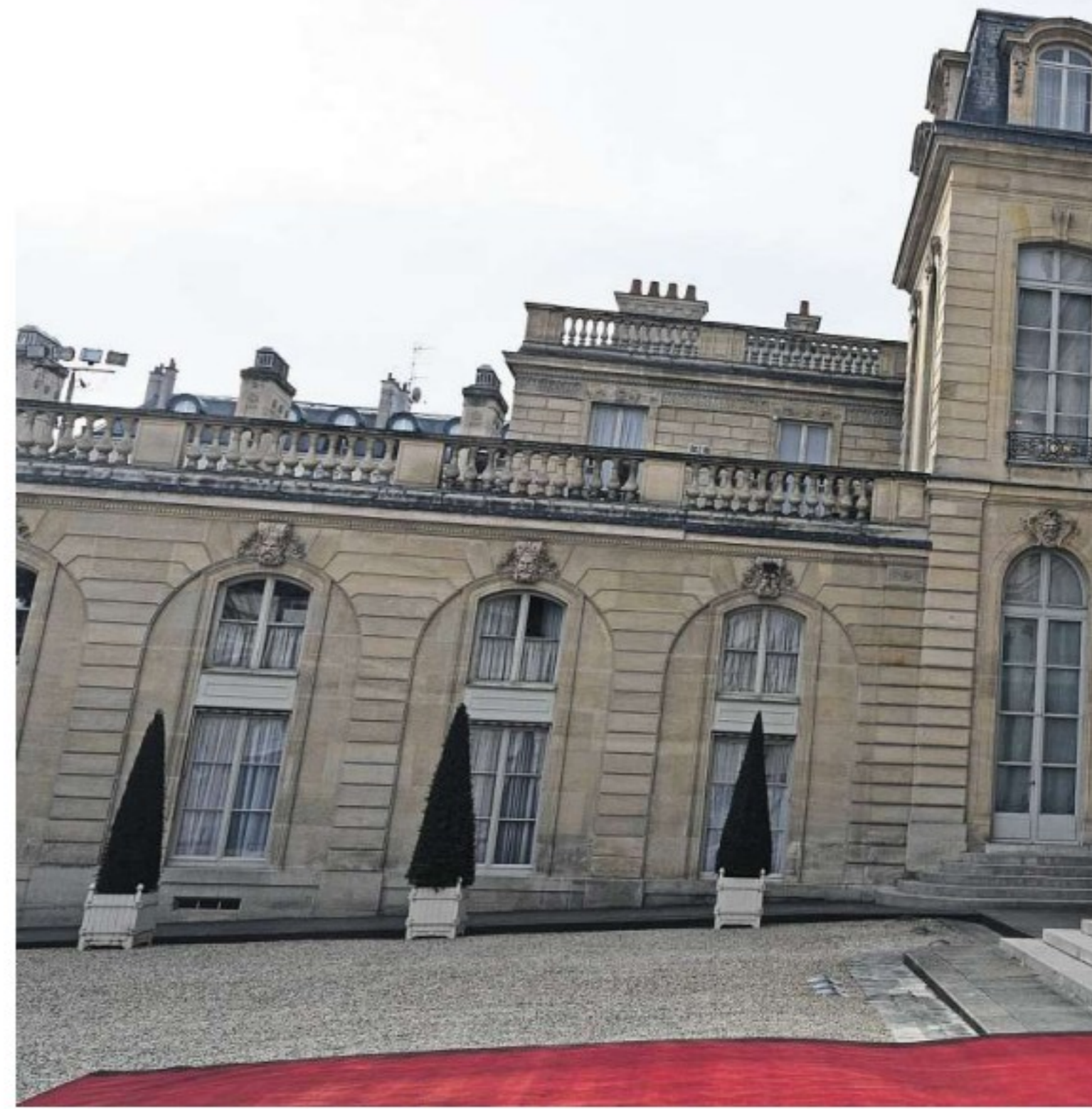
Giscard d'Estaing. Autre élément acquis : le second tour aura lieu avant le 14 mai 2027 à minuit, échéance correspondant à la fin du mandat d'Emmanuel Macron, ouvert le 14 mai 2017 et reconduit cinq ans plus tard, jour pour jour. Deux chemins se dessinent, au regard des dates retenues pour les précédents scrutins. Un premier tour le 11 avril, suivi du second deux semaines plus tard, le 25 ; ou une programmation plus tardive, avec un premier tour le 18 avril et le second le 2 mai. Impossible d'aller au-delà : la Constitution de 1958 impose que la présidentielle ait lieu entre 20 et 35 jours avant l'« expiration des pouvoirs du président en exercice ».

## Coincidence avec les vacances scolaires

Autre paramètre à prendre en compte, la concomitance du scrutin avec les vacances scolaires, étalées du 3 avril au 3 mai 2027 selon les zones, A, B et C. Choisir une date plutôt qu'une autre n'est pas neutre politiquement. Selon l'option retenue, des électeurs issus des académies concernées, aux sensibilités politiques différentes, pourraient ne pas

se trouver sur leur lieu de résidence au moment du vote - malgré le recours probable aux procurations. D'où de possibles écarts de participation, non sans effet sur un premier tour où le ticket d'entrée au second risque d'être bas et de se jouer à quelques milliers de voix près.

Le choix est aussi déterminant dans la mesure où il façonnera le prochain quinquennat et pèsera sur la marge de manœuvre de son futur titulaire. À commencer par l'Assemblée nationale, en proie à des blocages à répétition depuis la perte de majorité consécutive à la dissolution ratée de 2024. Pour faire table rase de cette Chambre ingouvernable et tenter de retrouver une assise parlementaire, tout porte à croire que le successeur d'Emmanuel Macron convoquera des législatives dès son investiture. Des élections qui, dans l'hypothèse où il dissoudrait l'Assemblée dès le premier jour de son mandat, devraient se tenir, comme l'impose la Constitution, entre 20 et 40 jours après cette décision. Or, si la présidentielle se tient trop tôt - les 11 et 25 avril, par exemple -, près de deux mois pour-



raient séparer l'élection du chef de l'État et celle des députés, courant juin.

Un délai inhabituellement long qui risque d'atténuer la vague sur laquelle surfe le camp victorieux pour décrocher une majorité. Et qui permettrait aux partis sanctionnés dans les urnes quelques semaines plus tôt de se réorganiser et de mobiliser leur base pour empêcher en fine le locataire de l'Élysée d'avoir les moyens de sa politique. À l'image de la séquence de 2022, lorsque 49 jours s'étaient écoulés entre

les deux scrutins. Un tel décalage avait contribué à priver Emmanuel Macron d'une majorité absolue, et avait aussitôt coupé l'élan de sa réélection, entraînant la conduite de son action avant même la dissolution. Loin de l'objectif poursuivi par l'inversion du calendrier électoral (présidentielle suivie des législatives) en vigueur depuis 2002, qui visait, en tirant les leçons des cohabitations Mitterrand-Chirac (1986-1988), Mitterrand-Balladur (1993-1995) et Chirac-Jospin (1997-2002), à assurer

## Douze mois avant les précédents scrutins, les jeux étaient loin d'être faits dans

Arthur Bijotat

Le compte à rebours pour l'élection présidentielle est désormais lancé. À un peu plus d'un an du scrutin, les prétendants - déclarés ou putatifs - s'activent en coulisses, comme sur la scène médiatique, tandis que les partis s'écharpentent sur le mode de désignation de leur futur candidat. De quoi alimenter également les premières enquêtes d'opinion. Mais peut-on vraiment se fier aux sondages si loin de l'échéance ? Depuis 1981, ils ont parfois vu juste sur le nom des deux finalistes mais ont par ailleurs souvent échoué à prédire certaines percées ou surprises inhérentes à la campagne : Jean-Marie Le Pen en 2002, François Bayrou en 2007, Jean-Luc Mélenchon en 2017 puis en 2022 et bien sûr Emmanuel Macron il y a une décennie.

### 2022 : Macron et Le Pen au coude-à-coude

Lors de la dernière élection présidentielle, les sondages prédisaient une revanche entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen, donnés au coude-à-coude à 27%. La candidate de la droite, Valérie Pécresse, était créditée de 11% des intentions de vote, en troisième position, tandis que les trois prétendants de gauche se tenaient dans un mouchoir de poche. Yannick Jadot, Anne Hidalgo et Jean-Luc Mélenchon obtenaient respectivement 10, 9 et 8%. Le duel annoncé eut finalement bien lieu, après un premier tour qui donna une avance plus large que prévu au président sortant : 27,85% contre 23,15%. À gauche, l'Insoumis balaya la concurrence mais termina aux portes du second tour (21,95%).

### 2017 : un inconnu nommé Emmanuel Macron

À un an du premier tour, le futur président de la République n'était pas encore testé dans les enquêtes d'opinion... Il venait pourtant de créer, le 6 avril 2016, son propre mouvement politique à Amiens : En marche. Le pays se dirigeait alors vers un duel entre le vainqueur de la primaire à droite (Alain Juppé, Nicolas Sarkozy ou François

Fillon ici proposé) et la candidate du Front national. Si Marine Le Pen sera bien au second tour, elle affrontera Emmanuel Macron. François Hollande, crédité de 14%, à égalité avec Jean-Luc Mélenchon, apparaît déjà en très grande difficulté et renoncera à se représenter. Une première dans l'histoire de la Ve République.

### 2012 : le fantôme DSK et un match à trois ?

Président sortant, Nicolas Sarkozy est en bien mauvaise posture pour sa réélection en 2011. Certes, il est au même niveau que François Hollande (21%) mais les deux hommes sont talonnés par Marine Le Pen (FN), qui concourt pour la première fois. Sur-tout, un homme concentre toutes les attentions : Dominique Strauss-Kahn, crédité, dans cette même enquête

d'opinion, de six points de plus que le Corrèzien. Les affaires judiciaires du président du Fonds monétaire international mettront un terme à ses ambitions présidentielles. Vainqueur de la primaire à gauche, François Hollande arrivera en définitive en tête au premier tour, devant Nicolas Sarkozy (28,63% contre 27,18%).

### 2007 : un duel Sarkozy-Royal déjà installé

Onze mois avant le premier tour, le match entre Nicolas Sarkozy (UMP) et Ségolène Royal (PS) semble déjà solidement établi, bien que les futurs adversaires n'aient pas encore été désignés officiellement. L'enquête de la Sofres pour *Le Figaro* les crédite respectivement de 34% et 30%. Deux autres personnalités politiques sont loin derrière : Jean-Marie Le Pen et François Bayrou,

à 10 et 8%. Le président de l'UDF va toutefois effectuer une percée à partir de février et terminer à la troisième place avec plus de 18,5% des voix. Inversement, le patron du Front national réalisera le pire score du parti depuis 1974 (10,44%).

### 2002 : premier ministre contre président

C'était écrit. Lionel Jospin allait affronter Jacques Chirac au second tour de l'élection présidentielle 2002. En pleine cohabitation, le locataire de Matignon et celui de l'Élysée sont d'ailleurs les deux hommes forts d'un sondage réalisé à la mi-mai 2001. Le premier ministre socialiste d'alors devança d'un point le président de la République (27 contre 26%). Mais surtout, leurs concurrents sont très loin derrière : aucun ne dépasse les 8%. Les nuages s'accroissent

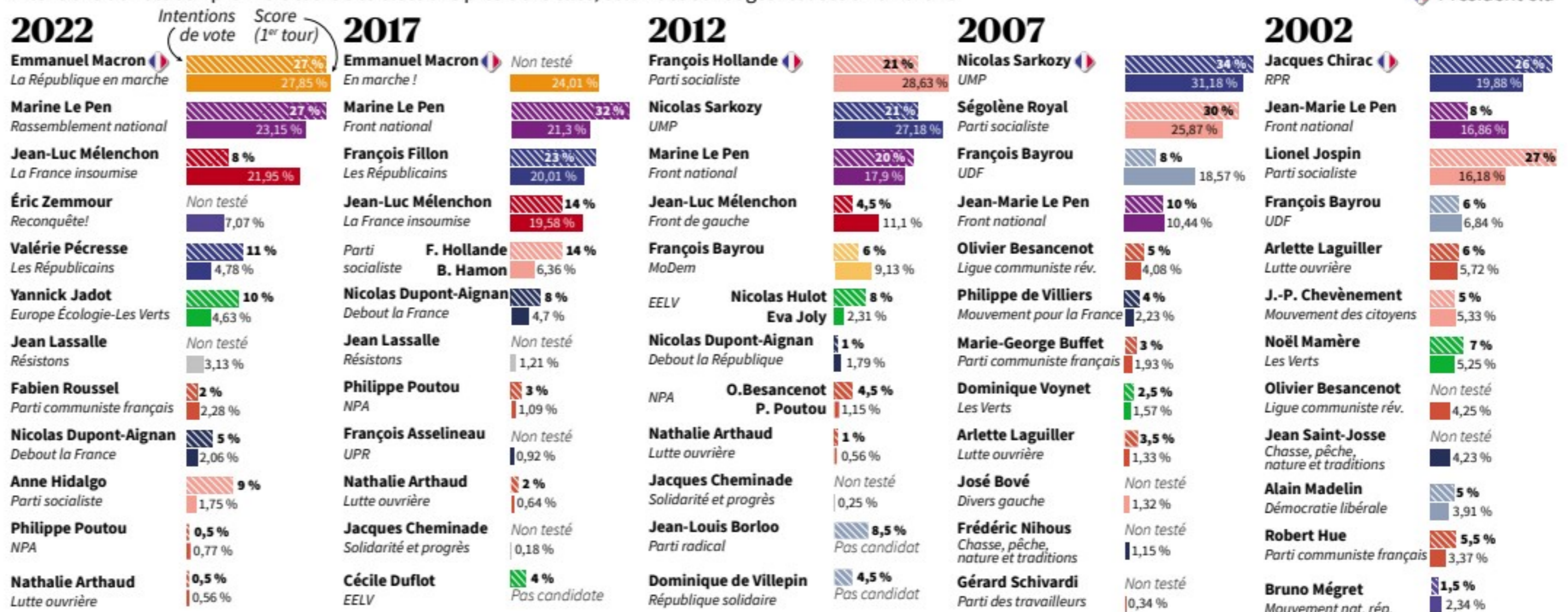
pendant sur Lionel Jospin (grèves, plans sociaux, insécurité...) durant toute l'année 2001 et début 2002. Jusqu'au fameux 21 avril, où Jean-Marie Le Pen le devança de 190 000 voix.

### 1995 : Chirac loin derrière Balladur

Un président en fin de règne, un candidat immense favori des enquêtes d'opinion... Nous ne sommes pas en 2026 mais bien en 1994. Tandis que François Mitterrand connaît sa seconde cohabitation, Édouard Balladur est vu par les sondages comme le mieux placé pour lui succéder, donné à 28% mi-mai par la Sofres, juste devant Michel Rocard (26%) et Jacques Chirac (17%). Le premier ministre ne fait désormais plus mystère de ses envies de candidature face à son « ami de trente ans ». Il ira au bout mais échouera avec 18,5% au

## Des sondages qui avaient parfois tout juste, mais souvent tout faux

Intentions de vote aux premiers tours des élections présidentielles, selon des sondages réalisés un an avant\*



\* six mois avant pour 1980  
Sources : ministère de l'Intérieur pour les résultats du premier tour. Études Ipsos du 9 au 15 avril 2021 pour le CEVIPOF, *Le Monde* et la Fondation Jean Jaurès ; TNS Sofres-One-Point du 15 au 16 avril 2016 pour *Le Figaro*, *LCI* et *RTL* ; Ifop du 20 au 21 avril 2011 pour *Paris Match* et *Europe 1* ; Sofres du 17 au 18 mai 2006 pour *Le Figaro*, *RTL* et *LCI* ; Sofres du 15 au 16 mai 2001 pour *LCI*, *Politique Opinion* et *Le Nouvel Observateur* ; Sofres du 7 au 9 mai 1994 pour *TF1*, *RTL* et *Le Nouvel Observateur* ; Sofres du 7 au 12 novembre 1987 pour *Les Dernières Nouvelles d'Alsace*, *La Dépêche du Midi*, *Le Provençal* et *La Nouvelle République* ; Sofres en octobre 1980 pour *Le Figaro*.

C. Taubira, PRG, non testée, 2,32%  
C. Lepage, CAP21, non testée, 1,88%  
C. Boutin, Forum des républicains sociaux, non testée, 1,19%  
D. Gluckstein, Parti des travailleurs, non testé, 0,47%  
C. Pasqua, Rassemblement pour la France, 3%, pas candidat



CONTRE-POINT  
PAR GUILLAUME TABARD

## Gouvernement et prétendants face aux effets d'un nouveau choc économique

Comment prévoir l'affiche et, plus encore, le résultat de l'élection présidentielle dans un an quand nul ne peut savoir quelle sera la situation géopolitique et économique dans quelques semaines, voire dans quelques jours ? Dans les ministères, mais aussi dans les équipes de postulants à l'Élysée, l'entretien accordé au Figaro par Fatih Birol, le directeur général de l'Agence internationale de l'énergie (nos éditions du 7 avril), a fait l'effet d'une douche froide.

Que faut-il faire aujourd'hui, que faudra-t-il faire demain si, comme il le dit, la crise économique provoquée par la guerre en Iran dépasse par son ampleur l'impact des chocs pétroliers de 1973, 1979 et 2022 « réunis » ? Le casse-tête concerne d'abord le gouvernement en place. Si personne ne peut lui imputer la responsabilité du blocage des approvisionnements pétroliers, c'est lui qui est comptable aux yeux de l'opinion des efforts faits pour en atténuer les effets sur la vie des Français.

Sébastien Lecornu s'en tient au refus de toute stratégie d'aide généralisée et d'un blocage des prix à la pompe. L'état des finances publiques ne le permet pas. Le premier ministre privilégie les aides ciblées au profit de certaines professions. Un nouveau train de

mesures sera annoncé dans le courant de la semaine. En assurant que nous n'étions plus dans une « période de censure », Marine Le Pen a en quelque sorte rassuré le chef du gouvernement quant au risque d'être renversé en raison de cette crise. Cela ne règle cependant pas la bataille de la communication, l'opinion étant, sans surprise, favorable à la baisse de la TVA réclamée par la présidente des députés du Rassemblement national. Or, on le sait, l'alerte sur les comptes publics en général est toujours plus difficilement audible que les promesses individuelles sur le pouvoir d'achat.

La crainte ne porte cependant pas uniquement sur le prix de l'essence à la pompe, mais aussi sur les conséquences en rafale qui entraîneraient une crise économique généralisée conjuguant, comme dans les années 1970 et 1980, une forte inflation et un retour du chô-

mage de masse. Le ministre du Logement, Vincent Jeanbrun, pointe d'ores et déjà la hausse des prix des matériaux de construction, donc, par ricochet, une envolée des taux cassant la relance pourtant nécessaire du logement. Dans le domaine agricole, la hausse du prix des engrais pourrait aussi avoir des conséquences catastrophiques.

C'est là que tous les candidats potentiels à l'élection présidentielle sont rattrapés. Car face à une crise dont nul ne connaît ni la durée ni l'ampleur des conséquences les mesures conjoncturelles seront en toute hypothèse insuffisantes. C'est à une conversion de long terme de l'économie française que tous doivent travailler afin d'en réduire les dépendances, à commencer au pétrole et aux énergies carbonées. C'est le sens du projet d'accélération de l'électrification de l'économie annoncé par Sébastien Lecornu, mais dont la présentation est sensiblement décalée. Mais c'est aussi l'impératif de ceux qui aspirent à succéder à Emmanuel Macron. Car, élus, ils ne pourraient pas se contenter de maudire un bilan. Ce sont eux qui deviendraient comptables d'une crise dont, même si la guerre proprement dite en Iran devait se terminer rapidement, les effets seront inévitablement durables. ■

Écoutez Guillaume Tabard à 8h10 dans la Matinale de David Abiker avec LE FIGARO

au président une majorité dans la foulée de son élection.

Encore faut-il que de nouvelles législatives puissent dégager une majorité absolue à l'Assemblée, comme ce fut le cas jusqu'en 2022. Le doute demeure, tant le pays apparaît aujourd'hui fracturé politiquement entre trois grands pôles. Une configuration à rebours du fait majoritaire et de la bipolarisation droite-gauche, sur lesquels ont longtemps reposé les institutions de la Ve République. ■

**Après des municipales sans dynamique claire, un nombre croissant de prétendants se positionnent sur la ligne de départ pour succéder à Emmanuel Macron au palais de l'Élysée.**

FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

## Robert Zarader : « Tout montre que l'on sort d'une logique de majorité absolue derrière le futur président »

Propos recueillis par Louis Hausalter

L'économiste et conseiller en communication Robert Zarader est le président de l'agence Bona fidé.

LE FIGARO. - À un an de l'élection présidentielle, vous lancez une collection de petits textes sur la communication politique, intitulée « Les idées de Bona fidé ». Vous écrivez dans votre éditorial : « La communication a pris le pas sur le politique. » Pourquoi ?

ROBERT ZARADER. - Le débat public s'est énormément appauvri dans la période récente. La faiblesse des convictions fait qu'on leur a substitué la communication, ce qui traduit une absence de visions politiques. Il y a de moins en moins de contenu et, dans le même temps, de plus en plus de contentants, avec l'explosion des réseaux sociaux mais aussi la multiplication des chaînes info et des invités politiques dans les médias. Je note aussi que ceux qui ont finalement capté la capacité de présenter une vision du pays sont les extrêmes plus que les partis traditionnels. Emmanuel Macron avait promis la fin de l'opposition gauche-droite, mais on n'a pas vraiment vu ce dépassement arriver.

Est-ce à dire que la politique est devenue du simple marketing, avec une segmentation du public selon ses attentes ?

Ce mouvement a été décrit dès les années 1970 aux États-Unis, lorsque plusieurs économistes et sociologues ont commencé à présenter la politique comme un marché. Cela revient à segmenter des populations et des audiences. Toutefois, jusqu'à récemment, cela se faisait dans le cadre d'un clivage politique. Par exemple, en 2007, les campagnes de Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal avaient indéniablement une dimension marketing, mais il y avait malgré tout deux visions politiques.

Les dernières élections municipales n'ont-elles pas illustré une segmentation socio-géographique ? On a assisté à la construction de « publics cibles ». L'exemple le plus marquant, c'est La France insoumise,

qui a réussi à consolider ses positions existantes dans des territoires correspondant à sa stratégie de communautarisme « créolisé », comme dirait Jean-Luc Mélenchon.

Y a-t-il des raisons d'espérer que la campagne présidentielle soit autre chose qu'un grand concours de marketing où chaque candidat vendra son produit, c'est-à-dire lui-même ? Je vais utiliser un terme macroniste, mais je pense qu'il faut être disruptif ! L'ordre des choses classique est en train de prendre le pas sur le reste, c'est-à-dire que tout part de l'incarnation. On va donc assister à la bagarre entre Édouard Philippe, Jordan Bardella, Gabriel Attal et les autres. La bonne manière de penser serait d'inverser cet ordre, de partir de la demande de la société civile, quitte à regarder ensuite qui est susceptible d'incarner l'offre.

montre, y compris les dernières municipales, que l'on sort d'une logique de majorité absolue derrière le futur président. Je ne crois pas du tout au scénario selon lequel le président élu en 2027 dissout l'Assemblée nationale et obtient automatiquement une vague en sa faveur. Cela signifie que si Jordan Bardella ou Marine Le Pen n'est pas élu, le RN pourrait prendre une revanche phénoménale au troisième tour, c'est-à-dire aux élections législatives.

Vous avez toujours été engagé à gauche. Or, la société s'est droitisée. Est-ce un simple problème de communication de la part de la gauche ou un problème plus fondamental de vision du pays ?

Il y a à gauche un déni de perception sur la vie quotidienne des Français. On ne peut pas penser qu'il n'y a pas de problème de sécurité, de rapport à l'immigration, d'aménagement du territoire, de ghettoïsation du logement, etc. La gauche commence à revenir un peu sur ces sujets qu'elle avait délaissés, ce qui lui a fait perdre une partie de sa crédibilité. Deuxième point : la gauche doit comprendre que François Mitterrand est mort. Les stratégies consistant à dire « point de salut sans union » seront battues en brèche, parce que LFI n'est pas le Parti communiste de l'époque, et les électeurs Insoumis ne sont sans doute pas totalement compatibles avec le reste des électeurs de gauche. Ce qu'il faut repenser, c'est un logiciel social-démocrate, mais démocrate avant d'être social.

C'est-à-dire ? Les vrais sujets sont ceux qui réconcilient autour des valeurs démocratiques et vont dans le sens d'une cohésion nationale. L'institut Bona fidé a publié l'an dernier un « Baromètre de la réconciliation » montrant que des majorités se dégagent facilement sur plusieurs sujets. Par exemple, une grande majorité de Français de gauche sont favorables à l'expulsion des fichés S et au rétablissement des peines planchers. Et les Français de droite sont majoritairement pour qu'on rétablisse l'ISF. Il existe donc de très forts domaines de réconciliation, mais pour le comprendre, il faut réaliser que les catégories dans lesquelles était pensée la politique ont volé en éclats. ■



FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

La faiblesse des convictions fait qu'on leur a substitué la communication, ce qui traduit une absence de visions politiques

Cela paraît aller à l'encontre de la logique de la Ve République, de la fameuse rencontre entre un homme et le peuple...

Pas nécessairement. La Ve République remettait justement de l'ordre dans les choses, avec un président mais aussi un premier ministre et un Parlement. Par exemple, l'ère des tickets est peut-être venue, avec des candidats qui indiqueraient d'emblée qui sera leur premier ministre. Cela remettrait en selle le rôle du premier ministre. C'est d'autant plus important que tout

## les sondages

premier tour, devancé par Chirac et Jospin, qui a repris le flambeau socialiste après le refus de Jacques Delors.

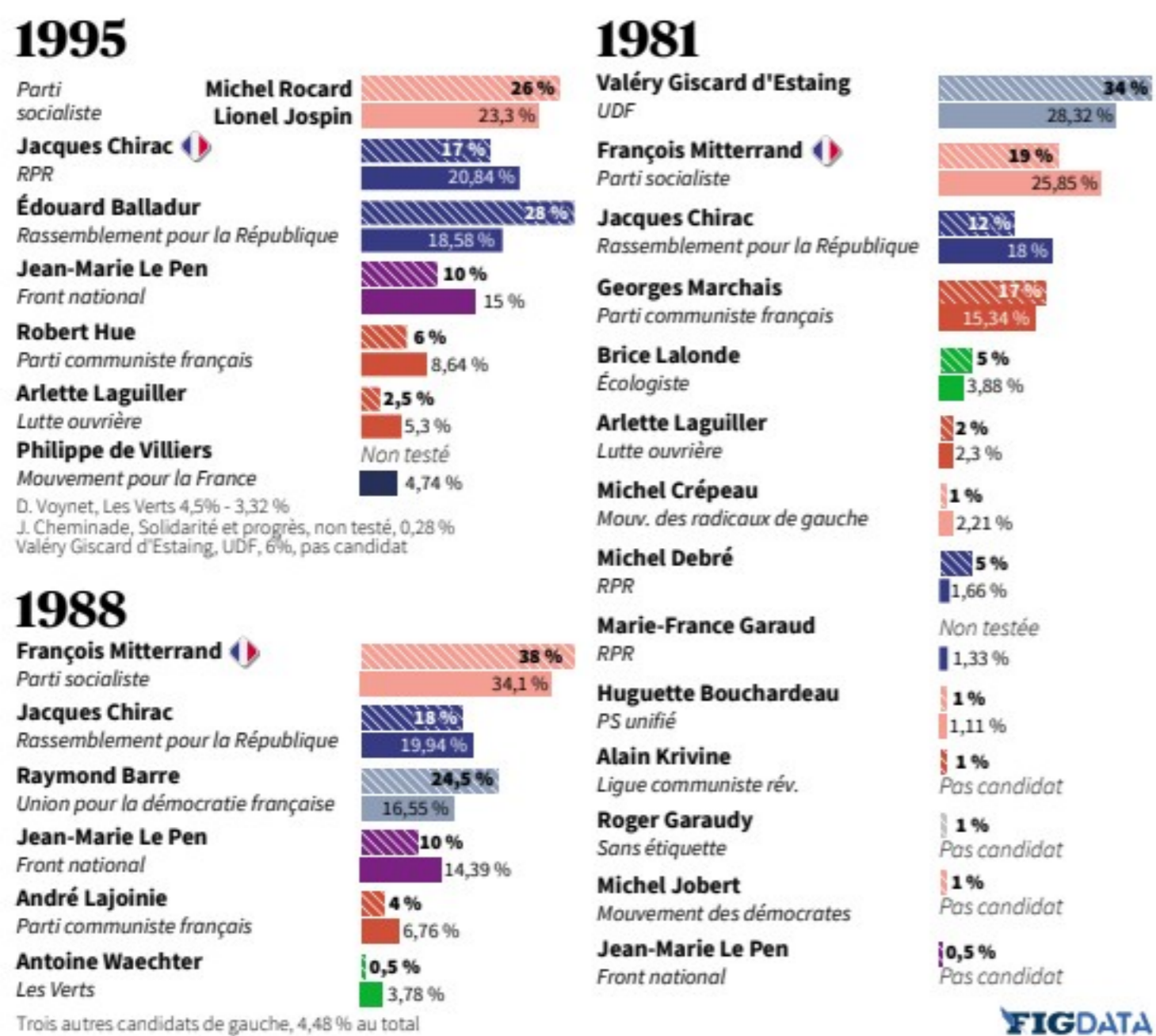
fois la barre symbolique des 10 % à la présidentielle.

### 1988 : Mitterrand comme favori

Le président sortant, qui subit sa première cohabitation suite au revers de la gauche aux législatives de 1986, caracole pourtant bien en tête des intentions de vote fin 1987. Avec 38 %, il devance Raymond Barre, que la Sofres place en deuxième position (24,5 %) puis Jacques Chirac (18 %). Le premier ministre souffre d'une assez forte impopularité, inséparable ou presque, de l'exercice du pouvoir. Il devancera cependant le prétendant de l'UDF de plus de trois points au soir du premier tour, dans une droite marquée aussi par l'irruption de Jean-Marie Le Pen qui dépasse pour la première

### 1981 : un nouveau match Giscard-Mitterrand ?

À six mois de l'élection présidentielle, se profile déjà le match retour de 1974 entre Valéry Giscard d'Estaing et François Mitterrand. Le premier devance largement le second (34 % contre 19 %), d'après l'enquête Sofres pour Le Figaro d'octobre 1980. Le socialiste est en effet concurrencé sur sa gauche par Georges Marchais, secrétaire général du PCF, donné deux points derrière. Le quatrième homme n'est autre que Jacques Chirac, le maire de Paris, qui paye sa calamiteuse campagne européenne de 1979. Le résultat final du premier tour sera beaucoup plus serré. Et le second verra une victoire socialiste, loin d'être prévue fin 1980. ■



FIGDATA

# Islam, voile, immigration... La méthode Laurent Nuñez sème le trouble

Louis Hausalter

Les déclarations du ministre de l'Intérieur à la Grande Mosquée de Paris ont embarrassé jusqu'à l'Élysée.

«**F**aire croire que l'islam serait incompatible avec la République, c'est tout simplement inaudible.» Laurent Nuñez est venu porter un message conciliant lorsqu'il est intervenu à la Grande Mosquée de Paris, le 12 mars, lors d'un événement organisé à l'occasion de la rupture du jeûne du Ramadan. Mais les propos du ministre de l'Intérieur contre les mesures envisagées pour interdire le voilement des mineures, ainsi que sa volonté de « mieux faire connaître l'islam », lui ont attiré des critiques sur la droite de l'échiquier politique. Tout en semant le trouble au sein de son ministère et jusqu'à l'Élysée.

Ce soir-là, revenant sur les tensions avec la communauté musulmane engendrées par la loi contre le séparatisme de 2021, le ministre de l'Intérieur met en avant sa volonté que personne ne se sente « stigmatisé ou blessé ». « C'est ce qui justifie d'ailleurs ma position sur l'interdiction du port du voile sur l'espace public par les mineures, poursuit-il. Je ne serai pas celui qui ira expliquer à des enfants qu'en portant le voile, elles menacent le vivre-ensemble républicain. » « Je n'y crois pas » et « une telle mesure ne ferait en réalité que détourner l'attention de la vraie menace », poursuit-il. Laurent Nuñez s'oppose ainsi à une mesure défendue dans plusieurs camps politiques. Laurent Wauquiez, patron des députés Les Républicains, avait déposé l'an dernier une proposition de loi interdisant le port du voile aux mineures dans l'espace public. Gabriel Attal, secrétaire national de Renaissance, a pour sa part proposé de l'interdire aux jeunes filles de moins de 15 ans.

**« Tu sais, mon cher Chems, combien le président de la République est attaché à développer, à mieux faire connaître l'islam »**

Laurent Nuñez

Ministre de l'Intérieur, s'adressant au recteur de la Grande Mosquée de Paris

Dans son discours, le ministre de l'Intérieur, qui est en charge des cultes, affirme aussi qu'il défendra « toute initiative qui puisse contribuer à mieux faire connaître l'islam ». Se tournant alors vers Chems-eddine Hafiz, recteur de la Grande Mosquée de Paris, il ajoute : « Tu sais, mon cher Chems, combien le président de la République est attaché à développer, à mieux faire connaître l'islam. » Ces extraits ont ressurgi plusieurs jours plus tard sur les réseaux sociaux, suscitant des critiques, notamment de la part du Rassemblement national. Marine Le Pen a accusé Laurent Nuñez de s'aligner « sur les positions communautaristes de l'extrême gauche ».

Ces propos ont suscité l'embarras dans l'exécutif, jusqu'à l'Élysée. « Le président n'est pas sur cette ligne d'accommodement, cingle un interlocuteur régulier d'Emmanuel Macron. Il a d'ailleurs toujours refusé de s'associer à des démonstrations religieuses lors du Ramadan. » Un autre proche sort le parapluie : « On ne va pas commenter tout ce que disent les ministres, mais le président a toujours été très clair sur la lutte contre l'islamisme, dans la lignée de son discours des Mureaux en 2020. » Et de souligner qu'un nouveau projet de loi contre l'entrisme vient d'être transmis au Conseil d'État.

Est-ce pour désamorcer des critiques dans la communauté musulmane en

vue de ce texte que Laurent Nuñez s'est exprimé ainsi ? « Nous allons durcir la lutte contre le séparatisme, notamment sur le contrôle des lieux d'accueil des mineurs et les interdictions d'ouvrages qui appellent à la haine et la violence, explique le ministre de l'Intérieur au Figaro. C'est un combat compliqué, il faut éviter toute stigmatisation et donc toute mesure de portée générale. » Place Beauvau, on assume de prendre des pincettes : « Si on se met tout le monde musulman à dos, on ne pourra pas lutter efficacement contre le séparatisme. »

« Est-ce que voir des petites filles de 6, 7 ans voilées sur l'espace public me

choque ? Évidemment oui », avait déclaré Laurent Nuñez dès vendredi sur BFMTV. Le ministre de l'Intérieur avait aussi demandé l'interdiction de la Rencontre annuelle des musulmans de France, un événement organisé ce week-end au Bourget par une structure proche des Frères musulmans, mais l'arrêté a été annulé par la justice administrative.

Reste que le contraste avec Bruno Retailleau saute aux yeux : ce dernier refusait même de se rendre à des repas de rupture du jeûne pendant le Ramadan. Sur les relations avec l'Algérie aussi, Laurent Nuñez a pris le contrepied de son prédécesseur, assu-

mant de sortir du bras de fer, et suivant en cela les orientations d'Emmanuel Macron. « L'idée qu'il faut un dialogue exigeant avec l'Algérie, c'est la ligne Macron », appuie un proche du président. Le ministre de l'Intérieur espère pouvoir reprendre les expulsions d'Algériens en situation irrégulière, mais le sort du journaliste Christophe Gleizes, retenu en Algérie depuis mai 2024, pèse sur la reprise des relations diplomatiques.

Autre sujet sensible : les régularisations d'étrangers présents sur le sol français. Alors que Bruno Retailleau avait serré la vis, Laurent Nuñez a mar-

telé jeudi dernier, lors d'une réunion avec les préfets, sa « fermeté » contre l'immigration illégale, tout en sous-entendant que l'État pourrait être plus coulant sur la régularisation de travailleurs. « Il veut assouplir l'application de la circulaire Retailleau, mais sans l'assumer politiquement », grince un cadre de la Place Beauvau. « J'ai simplement pointé le fait que l'admission exceptionnelle par le travail s'est effondrée, explique Laurent Nuñez. C'est très symbolique, on parle de 1700 titres de séjour en 2025, mais ce n'était pas le but de la loi immigration de 2024, ni même le but de Bruno Retailleau. » ■



Le ministre de l'Intérieur quitte Matignon après une réunion avec le chef du gouvernement, Sébastien Lecornu, le 1<sup>er</sup> avril, à Paris. ADNAN FARZAT/NURPHOTO VIA AFP

## Pourquoi recruter 500 vacataires pour traiter les titres de séjour ne réduira pas forcément les délais

Eloi Passot

**D**epuis son arrivée place Beauvau, Laurent Nuñez a promis à plusieurs reprises qu'il ne serait pas moins ferme que Bruno Retailleau. Toutefois, l'ancien préfet de police de Paris s'est toujours montré plus modéré dans les termes (refus de faire un lien entre immigration et délinquance, « l'intégration » préférée à « l'assimilation », la « société construite sur la diversité », la peur de « stigmatiser », etc.) Cette fois, Laurent Nuñez a voulu jouer la carte de la fermeté ce samedi 4 avril en revenant dans Ouest France sur les trois projets de loi qu'il défendra dans les prochaines semaines, sur la sécurité et la tranquillité du quotidien (Ripost), la police municipale, et l'acte II de la loi séparatisme. L'ancien préfet de Paris

en a profité pour annoncer qu'il allait recruter « 500 vacataires » destinés à renforcer les services des préfectures dédiés au traitement des titres de séjour. Avec pour objectif affiché de réduire les délais dans des préfectures débordées par le traitement administratif de ces demandes.

Il faut dire que, dernièrement, le ministre a été pris dans une double tornade médiatique. Il a été accusé de laxisme par la droite après ses propos du 12 mars sur la non-interdiction du voile des fillettes. Puis, jeudi dernier, c'était au tour de la gauche de lui reprocher l'interdiction du rassemblement des musulmans de France au Bourget (Seine-Saint-Denis), finalement autorisé par la justice. Pour clôturer cette houleuse séquence, Laurent Nuñez a donc évoqué le recrutement de vacataires, mais renforcer les moyens de l'État ne permet pas nécessairement de réduire les flux migratoires. Le ministre de l'Intérieur pointait notamment du doigt les étrangers ayant besoin de renouveler leur titre de séjour. « Ils perdent notamment leur emploi lorsque leur titre de séjour n'est pas renouvelé dans les temps, ce que nous voulons éviter », soulignait-il.

Ce que le locataire de Beauvau ne dit pas, c'est que l'engorgement des services de l'État s'explique moins par leur manque d'efficacité que par l'accélération des flux migratoires. En

2025, la France renouvelait 955 000 titres de séjour, un chiffre en augmentation de 41 % depuis 2010. « Cette hausse à tout à voir avec l'accélération globale de l'immigration depuis dix ans », rappelle le directeur de l'Observatoire de l'immigration et de la démographie, Nicolas Pouvreau-Monti. Les chiffres sont sans appel : il y a aujourd'hui quatre millions et demi de titres de séjour en cours, soit 45 % de plus qu'à l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron, 71 % de plus qu'en 2012, 90 % de plus qu'en 2007. « C'est d'abord ce sujet-là qui crée l'embolie dans les préfectures », martèle Nicolas Pouvreau-Monti.

**« Le contentieux des étrangers représente 46 % des dossiers traités par les tribunaux administratifs en première instance. Le chiffre monte à 55 % pour les cours administratives d'appel »**

Nicolas Pouvreau-Monti  
Directeur de l'Observatoire de l'immigration et de la démographie

Cet encombrement se retrouve d'ailleurs à tous les niveaux du traitement administratif et juridique de l'immigration. « Le contentieux des étrangers représente 46 % des dossiers

traités par les tribunaux administratifs en première instance. Le chiffre monte à 55 % pour les cours administratives d'appel », cite Nicolas Pouvreau-Monti en guise d'exemple. Dans son entretien accordé à la presse régionale, Laurent Nuñez annonçait par ailleurs que la durée de validité des empreintes biométriques serait portée de cinq à dix ans et que l'obligation faite aux détenteurs de titres de séjour de longue durée de déclarer leur changement d'adresse serait supprimée. « Comme si le contrôle administratif, en matière de titres de séjour, était une sorte de lourdeur dont il faudrait se délester », souligne Nicolas Pouvreau-Monti.

Sans compter que chaque allègement en matière de politique migratoire tend à rendre l'Hexagone plus attrayant, par comparaison avec ses voisins, pour les migrants en route vers le Vieux Continent. Enfin, dans un rapport publié l'été dernier, le Sénat relevait déjà qu'un plan de renfort de 600 personnes (ETP) avait été réalisé entre 2022 et 2024 dans les préfectures pour les services en charge de l'immigration. Un transfert de moyens logique face à une pression migratoire grandissante. Au risque de s'enfermer dans un cercle vicieux : toujours plus de moyens pour traiter des flux migratoires toujours plus importants avec, à la clé, des titres de séjour toujours plus nombreux. ■

7H-9H  
EUROPE 1 MATIN  
Dimitri Pavlenko

Retrouvez l'Édito politique à 7h53 avec Alexis Brézet et Vincent Trémolet de Villers du Figaro



Europe 1  
LA RADIO LIBRE

# le club LE FIGARO

## Culture

présenté par  
Jean-Christophe Buisson



# LE FIGARO TV TOUT LE FIGARO À LA TÉLÉVISION

Sur Le Figaro TV, retrouvez les émissions d'analyse et de décryptage présentées par les journalistes de la rédaction du Figaro, mais aussi un large choix de programmes documentaires consacrés à la culture, au patrimoine, à l'histoire et à l'art de vivre.

disponible sur

TNT IDF <b>34</b>	CANAL+ 126 / 136*	TFI+
 Samsung TV Plus	<b>118</b>	 <b>194</b>
<i>free</i> <b>203</b>	 <b>247</b>	<i>Molotov</i> TV
Regarder sur Apple TV	Regarder sur Google TV	
Aussi sur <b>LeFigaro.fr</b> et l'app		

\*(i) hors réception satellite  
(ii) également accessible sur myCANAL

# Le jour où Trump menaçait de faire « disparaître »

Adrien Jaulmes Correspondant à Washington

Plusieurs fois prolongé, l'ultimatum lancé par le président des États-Unis aux Iraniens a permis de rassurer les marchés, mais

Plusieurs fois repoussé, l'ultimatum lancé par Trump aux Iraniens devait finalement arriver à expiration dans la nuit de mardi à mercredi. Jusqu'au dernier moment, le président américain a menacé l'Iran de frappes massives si le détroit d'Ormuz n'était pas rouvert à la navigation. Jusqu'au bout, il a alterné entre les descriptions apocalyptiques des destructions à venir et les indications que la porte des négociations demeurerait entrouverte. « Une civilisation entière va disparaître ce soir, pour ne plus jamais renaître », a écrit mardi le président américain dans l'un de ses messages sur Truth Social. « Je ne veux pas que cela arrive, mais cela arrivera probablement. Cependant, a-t-il ajouté, maintenant que nous avons un changement de régime complet et total, où des esprits différents, plus intelligents et moins radicalisés prévalent, peut-être que quelque chose de merveilleusement révolutionnaire peut se produire, QUI SAIT ? Nous le découvrirons ce soir, l'un des moments les plus importants de la longue et complexe histoire du monde. Quarante-sept ans d'extorsion, de corruption et de

mort vont enfin prendre fin. Que Dieu bénisse le grand peuple iranien ! »

Pour donner plus de poids à ses menaces contre les infrastructures énergétiques iraniennes, l'aviation américaine avait mené mardi matin des frappes contre l'île de Kharg, le principal terminal pétrolier iranien au fond du golfe Persique. Mais ces bombardements n'ont pris pour cible que des objectifs

**« 47 ans d'extorsion, de corruption et de mort vont enfin prendre fin. Que Dieu bénisse le grand peuple iranien ! »**

Donald Trump  
Président des États-Unis

militaires et les positions des forces iraniennes qui protègent les installations pétrolières stratégiques, laissant celles-ci intactes. L'aviation israélienne avait de son côté frappé huit ponts et des voies ferrées à travers l'Iran, et bombardé une importante usine pétrochimique stratégique située dans le gisement de gaz naturel de Pars Sud, que

l'Iran partage avec le Qatar. Une précédente attaque israélienne contre ce gisement en mars avait poussé l'Iran à cibler des infrastructures énergétiques dans d'autres pays du Moyen-Orient, ce qui avait constitué une escalade majeure dans le conflit.

Trump avait lancé son ultimatum le 21 mars dernier. Il avait annoncé que si Téhéran n'ouvrait pas totalement le détroit d'Ormuz dans les 48 heures, les États-Unis détruiraient les centrales électriques iraniennes. Deux jours plus tard, il avait invoqué des « discussions productives » avec Téhéran

pour reporter de cinq jours toute frappe contre les centrales électriques et les infrastructures énergétiques iraniennes. Puis le 26 mars, alors que les cours de la Bourse étaient en baisse rapide à Wall Street, le président américain avait de nouveau prolongé son ultimatum, cette fois de 10 jours, le portant au 6 avril à 20 heures, affirmant qu'il agissait « à la demande du gouvernement iranien ». Il a accordé de nouveau 24 heures de grâce lundi. « Je trouvais cela inapproprié le lendemain de Pâques », a expliqué Trump. « Je veux être quelqu'un de gentil. »

Trump a aussi reconnu l'importance du détroit d'Ormuz, dont le blocus par l'Iran affecte les approvisionnements mondiaux en pétrole, en décalage avec ses précédentes déclarations selon lesquelles les États-Unis n'étaient pas affectés par sa fermeture. « Je dirais que c'est une priorité absolue », a-t-il expliqué, « car nous pouvons les bombarder sans merci, nous pouvons les mettre hors d'état de nuire, mais pour fermer le détroit, il suffit d'un seul terroriste qui, d'une manière ou d'une autre, dispose d'un camion chargé de mines sous-marines et les larguer dans

## La médiation pakistanaise de la dernière chance

Georges Malbrunot

Face à une dangereuse escalade dans la guerre au Moyen-Orient, la diplomatie ne tient qu'à un fil. Elle repose sur les négociations indirectes entre Iraniens et Américains, qui ont lieu depuis dix jours via le Pakistan et d'autres acteurs régionaux. « Il va y avoir beaucoup de négociations » dans les heures qui viennent, déclarait mardi en milieu de journée le vice-président américain, JD Vance. Mais à quelques heures de l'expiration de l'ultimatum de Donald Trump, alors que les frappes américaines et israéliennes se sont poursuivies en Iran, les chances de parvenir à un arrêt des violences paraissent minces.

Lundi, sans préciser sa source, l'agence de presse gouvernementale Irna, affirmait que l'Iran avait rejeté une proposition de cessez-le-feu portée quelques heures plus tôt par Islamabad. « Dans cette réponse en dix points, l'Iran (...) a rejeté un cessez-le-feu et insiste sur la nécessité d'une fin définitive du conflit », ajoute l'agence de presse.

Le plan en dix points de l'Iran inclut : une garantie de ne pas être attaqué, la fin permanente de la guerre et pas seulement un cessez-le-feu temporaire, la fin des frappes israéliennes au Liban, la levée de toutes les sanctions contre la République islamique, et la fin de tous les combats contre les alliés de Téhéran au Moyen-Orient. En contrepartie, l'Iran ouvrirait le détroit d'Ormuz, imposerait un péage de deux millions de dollars par navire y transitant, partagerait ces revenus avec Oman, fournirait les règles pour un passage sûr du détroit, et utiliserait ces droits de péage pour la reconstruction du pays, renonçant ainsi à demander des réparations, comme l'Iran le faisait jusque-là. Le *New York Times* a confirmé l'essentiel de ces dix points.

Quelques heures après, lundi, toujours, Donald Trump a qualifié cette initiative d'« étape très importante » mais l'a jugée « pas encore assez bien pour la soutenir », avant d'assurer au cours de sa conférence de presse être prêt à détruire l'Iran « entier (...) en une seule nuit », si Téhéran n'acceptait pas son plan. Selon le site Axios, ce plan en deux phases prévoit une trêve de 45 jours en vue de discussions sur un accord durable, en échange d'une réouverture par l'Iran du détroit d'Ormuz, et la sortie de son stock d'uranium enrichi - 400 kilogrammes environ.

Mardi matin, alors que le chef d'état-major de l'armée pakistanaise, le maréchal Asim Mounir, avait été en contact « toute la nuit » avec le vice-président

américain, JD Vance, Steve Witkoff, l'émissaire de Donald Trump et Abbas Araghchi, le ministre des Affaires étrangères iranien, l'ambassadeur d'Iran au Pakistan, Reza Amiri Mughaddam avertissait que « les efforts positifs et productifs du Pakistan pour mettre fin à la guerre approchent d'une phase critique et sensible ». « L'Iran ne rouvrira pas Ormuz contre des promesses vides », a rappelé mardi un responsable iranien à l'agence Reuters.

« Des heures dramatiques nous attendent », renchérit le chercheur israélien spécialiste de l'Iran, Raz Zimmt. Selon lui, « les deux parties, conscientes que l'escalade attendue échapperait à tout contrôle, semblent intéressées par un cessez-le-feu, mais pas à n'importe quelles conditions. L'Iran n'est toujours pas prêt à renoncer à sa carte maîtresse : le contrôle du détroit d'Ormuz, et ce même en échange d'un cessez-le-feu temporaire qui permettrait, selon Téhéran, aux États-Unis et à Israël de renforcer leurs capacités en vue de la reprise de la guerre ».

### Ormuz, l'antidote iranien

Même si les capacités militaires iraniennes ont été sérieusement affaiblies par plus de cinq semaines de frappes israéliennes et américaines, Téhéran, le Hezbollah libanais et les rebelles yéménites houthistes - c'est-à-dire les deux principaux alliés de l'Iran au Moyen-Orient - semblent encore avoir été en mesure de coordonner une attaque visant Israël lundi.

D'avantage encore que le différend sur le nucléaire, le détroit d'Ormuz est le facteur bloquant de ces négociations. Les positions iraniennes et américaines paraissent, à cette heure, irréconciliables.

Aux médiateurs pakistanaïes, auxquels se sont joints des représentants saoudiens, égyptiens et turcs, les Iraniens ont fait savoir qu'ils ne voulaient pas se retrouver « comme à Gaza ou au Liban, avec un cessez-le-feu sur le papier, qu'Israël et les États-Unis pourraient rompre quand bon leur semble ». Contrôler Ormuz est l'antidote iranien à ces plans. D'ores et déjà, le Parlement a adopté un projet de loi visant à sécuriser et réguler le passage du détroit, pour empêcher tout retour au statu quo d'avant-guerre.

Fidèles à leur posture depuis le début du conflit, les stratèges iraniens cherchent à exploiter une guerre qu'ils n'ont pas commencée pour dessiner une nouvelle réalité stratégique dans leur environnement proche. Plus que le nucléaire, qui n'a jamais renforcé la dissuasion iranienne, lui coûtant au contraire très cher, la maîtrise d'Ormuz est devenue le pilier central de la stratégie des gar-



diens de la révolution, aux commandes des opérations militaires et par extension du pays, aujourd'hui. Mais les États-Unis et les monarchies du Golfe n'accepteront pas un contrôle iranien exclusif sur Ormuz. Pour Washington, Ormuz est un levier auquel l'Iran doit renoncer contre des avantages en matière de sécurité ou économiques, une levée des sanctions par exemple, l'autre priorité d'un pouvoir très affaibli face à une population largement hostile et paupérisée. Ce n'est pas un hasard si le régime compte engranger des fonds de la gestion future du détroit, pour financer sa reconstruction.

Pour le chercheur Hamid Reza Azizi, « les options de Trump pour modifier la situation par des moyens militaires sont limitées, ce qui le conduit à s'appuyer de plus en plus sur la pression sociale, alors qu'en Iran, l'impression monte qu'il cherche à démanteler les fondamentaux de l'identité iranienne en visant des ponts, des aciéries, des raffineries mais aussi les universités, comme la prestigieuse Université Sharif de Téhéran ».

« Les prochaines heures seront décisives, abonde l'Israélien Raz Zimmt, pour savoir si l'Iran acceptera finalement un certain compromis sur Ormuz, afin de permettre des négociations de haut niveau avec les États-Unis, et si Donald Trump sera prêt, de son côté, à accepter certaines concessions iraniennes pour entrer dans une phase diplomatique accélérée ». L'alternative est une intensification de la guerre, de part et d'autre. « Si les États-Unis attaquent nos centrales électriques, la région entière et l'Arabie saoudite seront plongées dans le noir », a prévenu mardi un responsable iranien. ■

## Définitivement libres, Cécile Ko

C'est le point final d'un très long cauchemar. Cécile Kohler et Jacques Paris sont désormais complètement libres. Après trois ans et demi de détention et plus de quatre mois d'assignation à résidence à l'ambassade de France à Téhéran, ils « sont libres et en chemin vers le territoire français », a annoncé mardi après-midi Emmanuel Macron.

« C'est un soulagement pour nous tous et évidemment pour leurs familles. Merci aux autorités omanaises pour leurs efforts de médiation, aux services de l'État et aux citoyens qui se sont mobilisés sans relâche et ont ainsi contribué à leur retour », a

ajouté le président de la République sur le réseau X.

Mardi en fin d'après-midi, les deux ex-détenus se trouvaient en Azerbaïdjan, après avoir quitté Téhéran par la route à l'aube en convoi diplomatique en compagnie de l'ambassadeur de France en Iran, Pierre Cochard, a précisé à l'AFP l'entourage de Jean-Noël Barrot, le chef de la diplomatie.

La classe politique a unanimement salué leur libération définitive, alors que leurs portraits avaient été placardés sur les murs de l'Assemblée nationale à Paris. « La France a montré un visage d'unité, de mobilisation sans faille pour obtenir cette libération », a



Les portraits de Cécile Kohler et Jacques Paris sont affichés devant l'Assemblée nationale, à Paris. ABDUL SABOOR/REUTERS

# la civilisation iranienne

son échéance risque de constituer une escalade du conflit.

l'eau». « Personellement, je ne sais pas s'ils ont des mines », a aussi dit Trump. « Je pense qu'il n'y en a peut-être aucune, parce que ce sont de très bons baratineurs. C'est pour ça que, depuis 47 ans, ils racontent n'importe quoi aux autres présidents. »

L'alternance de menaces de destructions et de promesses de négociations a contribué à augmenter l'incertitude sur l'issue et la durée du conflit. Lundi matin, Donald Trump a répété ses menaces depuis la Maison-Blanche, aux côtés d'un personnage portant un costume de lapin de Pâques géant. « Le

pays tout entier peut être anéanti en une seule nuit, et cette nuit pourrait bien être celle de demain », a-t-il annoncé. Puis lors d'une conférence de presse largement consacrée au sauvetage des deux aviateurs abattus vendredi dernier, et recueillis sains et saufs grâce à une double opération de récupération à l'intérieur du territoire iranien, il a de nouveau laissé entendre que des négociations seraient sur le point d'aboutir. « Je peux vous dire qu'ils négocient, et nous pensons qu'ils le font de bonne foi, nous allons le découvrir. Nous sommes en pourparlers avec eux. Je

pense que ça se passe bien, mais il faudra voir. Il faut comprendre que nous traitons avec ces gens depuis 47 ans », a ajouté le président américain.

Donald Trump a éludé les questions sur la légalité de frappes contre les infrastructures civiles. Il a expliqué que les civils iraniens étaient favorables aux bombardements. « Ils sont prêts à endurer cela pour avoir la liberté », a-t-il dit. « Nous avons reçu de nombreux messages de gens qui nous disent : "S'il vous plaît, continuez à bombarder. Faites-le." Et ce sont des gens qui vivent là où les bombes explosent. Et quand nous cessons de frapper ces zones, ils disent : "S'il vous plaît, revenez." Tout ce que je peux vous dire, c'est qu'ils veulent la li-

**« Nous avons reçu de nombreux messages de gens qui nous disent : "s'il vous plaît, continuez à bombarder. Faites-le." Et ce sont des gens qui vivent là où les bombes explosent »**

Donald Trump

berté ». « Ils sont prêts à endurer tout cela pour leur liberté ». « Ils ont vécu dans un monde dont vous ne savez rien », a-t-il ajouté. « C'est un monde violent et horrible, où si vous manifestez, on vous abat. »

Mais les ultimatums ne peuvent pas être prolongés indéfiniment. Aucun signe ne laissant apparaître que les négociations avec l'Iran pourraient être sur le point d'aboutir, l'approche de l'échéance de l'ultimatum avait déclenché mardi une nouvelle baisse des marchés et une hausse des prix du pétrole. Interrogé sur le fait de savoir si le conflit approchait d'une résolution ou bien allait connaître une escalade, le président américain avait répondu : « Je ne sais pas. Cela dépend de ce qu'ils font. C'est une période critique. » ■

➤ Lire aussi PAGES 20 ET 29

Donald Trump, lors d'une conférence de presse, lundi, à la Maison-Blanche, à Washington.

KEVIN LAMARQUE/REUTERS

## hler et Jacques Paris ont quitté l'Iran en guerre

déclaré la présidente de l'Assemblée, Yaël Braun-Pivet. Des applaudissements ont retenti sur tous les bancs et l'ensemble des députés se sont levés dans l'hémicycle.

Professeur de lettres de 41 ans, et enseignant retraité de 72 ans, Cécile Kohler et Jacques Paris avaient été arrêtés le 7 mai 2022, avant d'être incarcérés à la prison d'Evine à Téhéran. Ils avaient été condamnés en octobre 2025 à respectivement 20 et 17 ans de prison, pour espionnage notamment, avant d'être remis en liberté, peu après.

### Un accord d'échange

Le 4 novembre, Cécile Kohler et Jacques Paris étaient en effet sortis de prison et se trouvaient depuis assignés à résidence à l'ambassade de France dans le sud de Téhéran, sans être formellement libérés par les autorités iraniennes.

Dimanche, alors que l'Iran est en guerre depuis plus de cinq semaines face aux États-Unis et à Israël, Jean-Noël Barrot s'était entretenu avec son homologue iranien, Abbas Araghchi.

Leur libération définitive paraît être le résultat d'un échange entre la France et l'Iran, probablement accéléré par les positions d'Emmanuel Macron, hostile à la guerre déclenchée par les États-Unis et Israël contre la République islamique, le 28 février.

« En vertu de l'accord conclu entre Téhéran et Paris, le gouvernement français s'est engagé, en échange de la libération de ces deux citoyens français,

à assurer la libération complète de Mme Mahdiah Esfandiari et à retirer sa plainte contre l'Iran devant la Cour internationale de justice », écrit l'agence officielle iranienne Irna. La France avait saisi en mai 2025 la Cour internationale de justice contre l'Iran pour « violation de son obligation de donner droit à la protection consulaire » des deux Français. Interrogé sur un échange, le Quai d'Orsay n'a pas répondu aux sollicitations.

Aux termes d'un accord, dévoilé par Abbas Araghchi en septembre dernier, leur retour définitif à la liberté devait en effet dépendre du retour dans son pays de Mahdiah Esfandiari, une Iranienne placée en détention provisoire depuis mars 2025 en France pour apologie du terrorisme, avant sa libération conditionnelle avec placement sous autorité judiciaire, le 27 février dernier.

La justice française l'accusait d'avoir alimenté en publications les comptes de l'organisation pro-iranienne Axe de la Résistance en 2023 et 2024. Ces publications ont fait l'apologie de l'attaque terroriste menée par le Hamas le 7 octobre 2023 en Israël, incitant à des actes de terrorisme et injuriant la communauté juive.

Après avoir pâti pendant longtemps d'un déficit de mobilisation, sauf de la part de l'ancien ambassadeur de France en Iran, Nicolas Roche, le dénouement de cette longue captivité se serait accéléré en début d'année 2025 au moment précisément où la justice française passait à l'action contre

Mahdiah Esfandiari. Jusqu'à cette date, aucun Iranien n'était emprisonné en France, pour être éventuellement échangé.

Cécile Kohler et Jacques Paris étaient les derniers prisonniers français en Iran. Des prisonniers longtemps considérés par la France comme des « otages de l'État » iraniens. Au cours de ces dernières années, il y eut jusqu'à sept ressortissants français détenus en Iran, qui recourut à ces détentions en vue d'arracher des concessions diverses aux pays visés par les arrestations. Les précédentes libérations de Français d'Iran ont par exemple été concomitantes d'opérations contre certains mouvements d'opposition au pouvoir iranien, abrités dans l'Hexagone.

Ces derniers jours, alors que la guerre fait rage entre l'Iran et les États-Unis et Israël, la France s'est singularisée en rappelant son opposition à l'utilisation de la force pour obtenir le déblocage du détroit d'Ormuz, sous le contrôle des gardiens de la révolution iranien, depuis le début de la guerre. Paris a bloqué, avec la Russie et la Chine, une résolution de l'ONU en ce sens. Avant même le déclenchement du conflit, l'entourage d'Emmanuel Macron affichait son hostilité aux frappes aériennes « incapables » de renverser le régime et de faire revenir les centaines de milliers d'Iraniens dans les rues pour manifester leur colère contre les autorités. Cette posture a probablement compté dans le retour en France du couple Kohler-Paris. ■ G.M.



Le vice-président américain, JD Vance, et le premier ministre hongrois, Viktor Orban, lors d'une conférence de presse, à Budapest, mardi.

## JD Vance à Budapest pour sauver Orban

Albert Kornél Budapest

Le premier ministre hongrois est à la peine dans les sondages, à cinq jours des élections législatives.

Une visite pour inverser la tendance et remettre en selle le candidat Orban ?

Longtemps les observateurs en Hongrie se sont montrés sceptiques sur la venue de JD Vance en Hongrie. Pourquoi s'afficher auprès d'un candidat en ballottage défavorable alors que, c'est bien connu, les Américains ne respectent que les « winners » ? Il allait forcément prendre prétexte de la crise en Iran pour annuler le voyage, dont Donald Trump a menacé d'« effacer la civilisation » au moment où JD Vance et Viktor Orban se posaient, côte à côte, en pacifistes au chevet d'un autre conflit, entre la Russie et l'Ukraine.

Mardi matin, l'aéronef Air Force Two s'est pourtant bel et bien posé sur le tarmac de l'aéroport Ferenc-Liszt. Et JD Vance a posé le pied dans le petit pays d'Europe centrale de 10 millions d'habitants, qui vit un moment critique, peut-être même historique, à cinq jours d'élections législatives scrutées par toute l'Europe... et donc aussi par les États-Unis. Fidèle à la ligne de soutien aux partis nationalistes européens qu'il avait fixée lors de la conférence de Munich en février 2025, le vice-président américain a finalement décidé de venir s'immiscer dans des affaires qui dépassent de loin la Hongrie, lors d'un meeting commun avec son allié hongrois.

### « Nous admirons votre combat pour la liberté »

« Je suis ici pour une raison simple : le président Trump et moi, nous vous admirons, nous admirons votre combat pour la liberté et la souveraineté. Il faut que nous fassions réélire Viktor Orban, pas vrai ? », a lancé le vice-président des États-Unis dans la salle des sports MTK, récemment inaugurée et relookée à la mode Maga pour célébrer une Journée de l'amitié hungaro-américaine. « Nous voulons votre victoire et nous nous battons ici avec vous. Je suis venu en ami, pas pour vous dire pour qui voter. Mais n'écoutez pas les bureaucrates de Bruxelles, écoutez votre cœur et votre âme », a-t-il conseillé aux quelques milliers de partisans du Fidesz, drapeaux hongrois en main et quelques rares casquettes rouge façon Trump sur la tête.

Au début de son discours, JD Vance a appelé son supérieur en direct au téléphone : « Monsieur le Président, je suis ici avec des gens formidables et je crois qu'ils vous aiment encore plus qu'ils aiment Viktor Orban », a-t-il plaisanté. « C'est le genre de personnes que j'adore ! » a répondu Trump, provoquant les vivats de la foule. Et j'adore Viktor Orban, c'est un grand homme, il a empêché son pays d'être envahi et a accompli un travail remarquable. « Ce week-end, soutenez Viktor Orban ! God bless Hungary and America ! », a lancé JD Vance pour conclure un discours d'une demi-heure durant laquelle il a dépeint la Hongrie et les États-Unis comme des bastions de résistance à « l'idéologie de gauche ».

Lors d'une conférence de presse plus tôt dans la journée, le vice-président américain a dénoncé les interférences dans les élections hongroises des « bureaucrates de Bruxelles » qui auraient, selon lui, cherché à faire monter les prix, qualifiant cela de

« pire exemple d'ingérence étrangère ». Sur le volet ukrainien, il a donné raison à l'approche favorable au Kremlin de Budapest : « Viktor nous a aidés à comprendre ce dont les Russes et les Ukrainiens ont besoin pour la paix. (...) Votre leadership est bien plus constructif en matière de paix que celui de nombreux autres pays », a-t-il déclaré à l'adresse de son hôte. L'Américain n'a sans doute rien trouvé à redire aux nombreuses affiches sur la route de l'aéroport qui présentent le président ukrainien Volodymyr Zelensky et l'opposant hongrois Péter Magyar comme deux repris de justice, avec ce slogan : « Ils sont dangereux ! »

Lors de la conférence de presse, le premier ministre hongrois n'a pas critiqué Donald Trump, qu'il nomme régulièrement « le président de la paix », mais dont la guerre en Iran affole les prix des carburants. Vigilant à l'approche des élections, le gouvernement hongrois n'a eu d'autre choix que d'imposer un plafond à 1,50 euro sur le litre de sans-plomb. « Les Ukrainiens bloquent notre oléoduc dans l'espoir de porter un gouvernement pro-Ukraine à la tête de la Hongrie », a réitéré Viktor Orban, qui concentre sa campagne sur le bras de fer qui oppose Budapest à Kiev. Un échange entre les deux hommes a marqué les journalistes hongrois : en cas d'alternance du pouvoir, « je travaillerai bien sûr avec le vainqueur des élections, a assuré JD Vance. Mais c'est Viktor qui va gagner, je n'ai aucun doute là-dessus, pas vrai ? » « C'est le plan », a répondu du tac au tac le dirigeant hongrois.

À l'image de ces deux dernières années, pendant que Viktor Orban était positionné sur le terrain de la géopolitique et frayait avec les grands du monde, son rival Péter Magyar labourait le terrain local, galvanisé par des sondages très favorables. Lors d'un meeting à Rackeve, dans une des circonscriptions indécises de province, une quarantaine de kilomètres au sud de Budapest, il a critiqué l'immixtion américaine dans la campagne, demandant à tous les pays étrangers de s'abstenir d'« ingérence » dans les élections hongroises. « Je pourrais adresser ce message à Moscou, à Bruxelles, mais je l'adresserais également aux États-Unis », a-t-il affirmé. Avec son assurance habituelle et confiant dans sa victoire, Péter Magyar a affirmé que les Américains savent parfaitement que le Fidesz s'apprête à perdre les élections dimanche. « De toute évidence, JD Vance ne vient pas ici pour soutenir une campagne perdante (...) Sa venue est motivée par une tout autre raison », a-t-il dit, mais sans préciser ce qu'il avait en tête.

Le 4 août 2022, invité d'honneur d'une Conservative Political Action Conference (CPAC) à Dallas, Viktor Orban avait fait forte impression en lançant : « Que les mondialistes aillent tous se faire voir ! Moi, je suis au Texas ! » Lui qui gouverne depuis 2010 était venu présenter en douze points la recette de ses succès électoraux, précieuse comme celle du Coca-Cola : « Pour gagner, il ne suffit pas de savoir pourquoi on se bat. Il faut aussi savoir comment se battre. Mon conseil : jouez selon vos propres règles ! » Dimanche soir, il devra pourtant bien jouer selon les règles de la démocratie en vigueur dans la République de Hongrie, quel que soit le résultat des urnes. ■

# Budget des armées: un effort de plus pour se préparer la guerre

Nicolas Barotte

Un projet d'actualisation de la loi de programmation militaire va être présenté pour renforcer notamment les stocks de munitions.

Restera à trouver l'argent... Mais il reviendra au successeur d'Emmanuel Macron d'apporter une solution à l'équation budgétaire. À un an de l'élection présidentielle, le chef de l'État a décidé de rehausser encore l'ambition de défense française. Mercredi, un projet d'actualisation de la loi de programmation militaire va être présenté en Conseil des ministres. Le texte devrait être soumis au Parlement avant l'été avec bon espoir d'être adopté à une forte majorité. Le réarmement des armées, pour tenir face à un potentiel choc militaire contre la Russie avant la fin de la décennie n'est plus une priorité mais une urgence. Mais chaque année il faudra trouver les marges de manœuvre alors que la situation financière du pays est critique.

L'actuelle LPM, qui prévoit de consacrer à la défense 400 milliards d'euros de crédits et 13 milliards d'euros de recettes extrabudgétaires entre 2024 et 2030, devrait être augmentée de 36 milliards d'euros. Le président de la République l'avait annoncé en janvier lors de ses vœux aux armées. La répartition de cet effort supplémentaire a été révélée par *Politico* et *La Tribune*. Les choix, et les renoncements de cette actualisation, doivent permettre à la France d'être prête à un « engagement majeur », c'est-à-dire un conflit en Europe qui aurait des répercussions sur le territoire national, explique-t-on. Le chef de l'État joue son héritage.

Après près de vingt ans de réduction budgétaire, les deux quinquennats d'Emmanuel Macron auront permis de doubler le budget des armées, qui attein-

dra 64 milliards d'euros en 2027. Année où il devrait augmenter de 6,5 milliards d'euros, puis de 8 milliards d'euros en 2028 et de 9 milliards d'euros en 2029 et 2030. Si la trajectoire est poursuivie, il atteindra 76 milliards en 2030. Mais cet effort ne sera pas suffisant pour permettre aux armées de répondre à tous leurs besoins. Par comparaison, l'Allemagne consacre plus de 100 milliards d'euros à sa défense en 2026.

## Quelques sacrifices

Pour tenir ses nouvelles promesses, la LPM va prendre acte de quelques sacrifices. Le programme eurodrone, inadapté à la guerre de haute intensité, va être abandonné, après des années de retard. Le drone Patroller, qui n'a jamais donné satisfaction, va aussi être remis. Le format des forces, avec 200 000 soldats, restera inchangé bien que le manque de masse soit flagrant. Les armées ne compteront finalement pas plus de chars, de navires de premier rang ou d'avions de chasse dans les années à venir. Certaines livraisons seront même étalées dans le temps. La priorité a été donnée à « la cohérence », dit-on au sein des armées, c'est-à-dire doter les forces des capacités nécessaires au combat. 1,6 milliard d'euros de plus seront aussi dévolus à la préparation opérationnelle pour « durcir » l'entraînement.

Le principal effort supplémentaire portera sur les munitions de tous types, des missiles aux munitions téléopérées, les drones kamikazes. Le niveau des stocks est tenu confidentiel. Mais il est au plus bas. L'actualisation permettra de consacrer 8,5 milliards d'euros à l'acquisition de stocks de munitions portant l'effort total à 26 milliards d'euros. Le



Après près de vingt ans de réduction budgétaire, les deux quinquennats d'Emmanuel Macron (ici, à la base de l'île Longue, le 2 mars) auront permis de doubler le budget des armées, qui atteindra 64 milliards d'euros en 2027.

nombre de munitions téléopérées devrait augmenter de 440 %. Les torpilles augmenteront de 230 %, les missiles navires de 100 %, les missiles de croisière de 85 %, les missiles antichars de 45 %... À l'horizon 2030, l'armée de l'air devrait aussi pouvoir disposer d'un nouveau missile air-air pour succéder au Meteor. Le développement du missile de croisière supersonique Stratus, qui devrait remplacer le Scalp et redonner une capacité antiradars à l'armée de l'air, devrait être engagé rapidement. Le missile ne devrait toutefois pas arriver dans les forces avant 2035.

Les armées doivent renforcer leurs capacités à encaisser un choc. L'actualisation de la LPM fait porter l'effort sur la défense aérienne et la lutte antidrones (+1,6 milliard d'euros entre 2026 et 2030), la guerre électronique (+ 400 millions d'euros) ou les moyens de frappes dans la profondeur (+1,2 milliard entre 2026 et 2030), autant d'équipements qui feront la différence sur un champ de bataille. Deux milliards d'euros supplémentaires seront consacrés à la lutte antidrones, deux systèmes de défense anti-aérienne SAMPT NG supplémentaires seront commandés pour atteindre

10 systèmes. Le programme du futur missile balistique terrestre, d'une portée de 2500 km, sera lancé dès cette année sans attendre la coordination avec d'autres partenaires européens dans le cadre de l'initiative Elsa. Le missile devrait être opérationnel avant 2035. En ce qui concerne l'artillerie, le nombre de lance-roquettes unitaire sera doublé pour atteindre 26 systèmes en 2030.

Pour l'armée de terre, la priorité sera donnée aux véhicules d'appui, de guerre électronique, anti-drones ou de défense sol-air, plutôt qu'aux véhicules d'infanterie (+1,7 milliard d'euros pour l'engagement terrestre). Les capacités de frappes de la marine seront aussi renforcées avec par exemple le doublement du nombre de silos sur les futures frégates de défense et d'intervention (+700 millions d'euros pour la marine). Pour l'armée de l'air, l'accent sera mis sur le développement du standard F5 du Rafale\* (+3,4 milliards d'euros pour l'aviation de chasse) et sur l'aviation de transport (+2,9 milliards d'euros). Le service de santé des armées ne sera pas oublié : il sera doté d'un hôpital de théâtre pouvant accueillir 150 blessés. Le spatial fera l'objet d'une attention particulière, avec

4 milliards d'euros, ce qui ne permettra cependant pas de rattraper le retard de certains programmes. L'alerte avancée, avec le programme Jewel pour détecter des frappes, ou les moyens d'action dans l'espace en orbite géostationnaire, avec Paladin, seront privilégiés. Le cyber ou le quantique sont aussi mentionnés comme priorités avec 1,4 milliard d'euros supplémentaires pour l'innovation. Le supercalculateur Asgard aura un successeur dès 2029.

Le projet d'actualisation de la LPM comportera aussi un volet normatif pour adapter le fonctionnement de la société à un contexte de menaces accrues. Certaines mesures permettront de fluidifier et d'accélérer le fonctionnement de « l'économie de guerre ». D'autres permettront de renforcer la résilience de la société en déléguant certaines prérogatives : la protection antidrones de certains opérateurs d'importance vitale pourra être sous-traitée. Le texte permettra aussi de faire de la planification juridique en prévoyant d'ores et déjà des mesures dérogatoires qui pourront être nécessaires en cas de crise. ■

\*Le Rafale est fabriqué par le groupe Dassault, propriétaire du « Figaro ».

# La Bundeswehr garde à l'œil les hommes en âge de servir

David Philippot Berlin

Un paragraphe de la loi sur la conscription oblige les Allemands de 17 à 45 ans à déclarer auprès de l'armée tout voyage à l'étranger de plus de trois mois.

Le week-end de Pâques, propice au repli spirituel et au calme, a été troublé par des révélations du journal *Frankfurter Rundschau*, qui a exhumé une disposition passée sous les radars de la loi encadrant le retour du service militaire sur la base du volontariat, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier. Textuellement, son paragraphe 3 précise : « Les hommes âgés de 17 ans révolus doivent obtenir une autorisation du centre de carrière compétent de la Bundeswehr s'ils souhaitent quitter la République fédérale d'Allemagne pour une durée supérieure à trois mois (...). Si l'on souhaite prolonger un séjour au-delà de trois mois ou prolonger une absence déjà autorisée, une autorisation est également requise. »

Interrogé par l'agence de presse DPA, le ministre fédéral de la Défense a confirmé ces informations. La disposition, datant de la guerre froide et applicable aux hommes jusqu'à 45 ans, ne pouvait jusqu'à présent être réactivée qu'en cas de « situation tendue » ou de forte probabilité d'une « attaque imminente » sur l'Allemagne. Elle redevient désormais la norme : pour un semestre Erasmus, un tour du monde, une expatriation professionnelle...

La réintroduction de ce contrôle administratif, suspendu en 2011 en même

temps que la conscription obligatoire, provoque un vif émoi dans le pays. Sur les réseaux sociaux, les plus radicaux dénoncent une entrave à la liberté de circulation. Certains osent des parallèles avec la surveillance mise en œuvre par le régime de la RDA. Kevin, 30 ans, de retour de sept années d'études à l'étranger et en partance pour le Monténégro, peste contre cette entorse à sa vie privée : « C'est contraignant. Même si c'est juste un enregistrement théorique, en soi je trouve ça nul ! » Tout

**« Ce passage de la nouvelle loi montre que le rétablissement du service militaire obligatoire est depuis longtemps une décision prise au sein du gouvernement »**

Sahra Wagenknecht  
Fondatrice du mouvement BSW

juste majeur, Killian prend la chose avec philosophie, au soleil une bière à la main. « C'est juste de la paperasserie. Je pense que l'armée a bien d'autres problèmes logistiques à régler et je ne pense que ce ne sera pas appliqué en vérité ! » D'autres ironisent sur la volonté affi-

chée du gouvernement Merz de lutter contre la bureaucratie. Un rappeur, « Finch », incite les jeunes allemands à « quitter leur pays avant qu'il ne soit trop tard ».

Beaucoup de gens s'étonnent aussi que ce paragraphe de la réforme n'ait pas du tout fait l'objet d'un débat public depuis janvier. « Cela donne l'impression que l'on nous cache quelque chose sur la conscription et qu'elle va bientôt devenir obligatoire », pointe un commentaire en ligne. L'accusation a été reprise dimanche par Sahra Wagenknecht : « Ce passage de la nouvelle loi montre que le rétablissement du service militaire obligatoire est depuis longtemps une décision prise au sein du gouvernement ». La fondatrice du mouvement BSW a exigé la démission du ministre Boris Pistorius (SPD). Le porte-parole du ministère de la Défense a démenti les rumeurs : le service militaire restant facultatif, le formulaire sera automatiquement validé et « l'autorisation accordée d'emblée. Nous allons préparer des règlements administratifs pour que les choses soient claires ». Le coup de tampon sur le formulaire n'aura pas valeur de visa. Sur la défensive, le porte-parole des affaires de la défense, Thomas Erndl (CSU), tente d'apaiser : « Ce n'est pas aussi



D'ici à 2035, les effectifs de la Bundeswehr doivent passer d'environ 184 000 soldats actuellement à 255 000. LIESA JOHANNSEN / REUTERS

dramatique que certains le présentent. » Comme au temps de la guerre froide, aucune sanction n'est prévue pour ceux qui se dérobent à la règle.

Else Engel, une Berlinoise qui a longtemps travaillé pour Amnesty International, confirme : « Sur les groupes WhatsApp des humanitaires, il y a eu un moment de perplexité cet hiver quand on a découvert ce paragraphe. Mais assez vite, on a compris qu'il était sans effet. » Notamment parce que les forces armées en sous-effectif n'ont pas les moyens de gérer ce surplus de paperasserie ! Pour Desiree Becker, députée du parti d'extrême gauche Die Linke, « c'est la preuve que la réforme du service militaire est mal ficelée depuis le début ». Le parti dénonce une étape de plus dans la militarisation du pays, en plein week-end

pascal, marqué traditionnellement en Allemagne par de nombreuses « Marches pour la Paix ». Si, juridiquement, le dispositif est assez léger, il marque une étape psychologique : celle d'un pays qui rappelle à ses citoyens que la mobilité n'est plus déconnectée des impératifs de défense nationale. À terme, il s'agit de disposer d'une base de données pour savoir, en temps réel, où se trouvent les forces mobilisables, confirme-t-on au ministère de la Défense : « En cas de crise majeure, nous ne pouvons pas nous permettre d'avoir des fichiers fantômes ». D'ici à 2035, les effectifs de la Bundeswehr doivent passer d'environ 184 000 soldats actuellement à 255 000. L'insouciance des années de « dividendes de la paix » s'évapore. ■

# Un accident de TGV relance le problème des passages à niveau

Thomas Engrand

Le choc, survenu près de Lens, dans le Pas-de-Calais, a tué le conducteur du train. Le chauffeur routier a été placé en garde à vue.

La locomotive git à côté des rails. Le nez de l'appareil est broyé et noirci, presque méconnaissable. Les images témoignent de la violence du choc survenu ce mardi matin près de Lens. Vers 6 h 50, une rame TGV avec à son bord 246 personnes a percuté un convoi civil transportant du matériel militaire. L'accident a eu lieu à un passage à niveau situé sur la commune de Bully-les-Mines, dans le Pas-de-Calais. Le conducteur du train a été tué sur le coup. Quinze passagers ont également été blessés, dont deux étaient en urgence absolue. Leurs jours ne sont toutefois pas en danger. Des dizaines d'usagers sont par ailleurs en état de choc.

Le déroulé exact des événements qui ont conduit à l'accident entre la rame reliant Dunkerque à Paris et un convoi exceptionnel reste pour le moment indéterminé. « On estime que le TGV a heurté cet ensemble à une vitesse de 160 km/h. Il a fait plusieurs centaines de mètres avant de s'arrêter », a précisé le préfet du département, François-Xavier Lauch, quelques heures après le drame. La sénatrice centriste du Pas-de-Calais Amel Dahou Gacquerre, qui se trouvait à bord du train, a évoqué un « choc brutal » avec une « grosse déflagration » puis des « flammes sur le côté ». Le conducteur du poids lourd a été immédiatement placé en garde à vue et des enquêteurs étaient mardi sur place pour faire toute la lumière. Selon Jean Castex, président-directeur général de la SNCF, qui s'est rendu sur place, « le passage à niveau était en état de

fonctionnement normal ». Et de souligner : « Nous avons ici, dans les Hauts-de-France, un dispositif particulier de suivi de la maintenance de l'état des passages à niveau. »

Tous les regards se tournent donc vers le conducteur du poids lourd ayant entravé les voies. Il s'agit d'un civil transportant du matériel militaire - un pont mobile des armées utilisé lors d'un exercice en Belgique - qui regagnait le 6<sup>e</sup> régiment du génie à Angers, selon l'armée de terre. Un chargement de plusieurs dizaines de tonnes, qui a pourtant été propulsé dans le jardin d'un riverain. « Il y avait le feu (...), c'était un peu une scène de chaos », a confié ce dernier à l'AFP. Une enquête visant le conducteur a été ouverte pour « homici-

**« On estime que le TGV a heurté le convoi à une vitesse de 160 km/h. Il a fait plusieurs centaines de mètres avant de s'arrêter »**

François-Xavier Lauch  
Préfet du Pas-de-Calais

de involontaire par mise en danger délibérée de la vie d'autrui, ainsi que blessures involontaires », selon le procureur de la République de Béthune, Étienne Thieffry. En parallèle de l'enquête judiciaire, le bureau d'enquêtes sur les accidents de transport terrestre a été saisi.

Le conducteur de train décédé, Claudio D., était un homme de 56 ans, résidant à Quimper, marié et père de



quatre enfants, sur le point de prendre sa retraite cet été. Jean Castex a rendu hommage à « un professionnel très chevronné (...), depuis très longtemps à la SNCF ». Rapidement, les messages de soutien ont afflué, venus de l'ensemble de la classe politique. « Toutes mes pensées vont à sa famille, à ses proches et à l'ensemble des agents de la SNCF endeuillés. Je pense aussi aux passagers blessés et aux forces de secours actuellement mobilisées pour les prendre en charge », a écrit sur X le président LR de la région Hauts-de-France, Xavier Bertrand. « J'adresse toutes mes condoléances à sa famille, ses proches ainsi qu'à l'ensemble des cheminots de ce pays. Nous sommes en deuil », a publié de son côté Thomas Portes, député LFI et cheminot. À l'opposé du spectre politique, Marine Le Pen a tenu à présenter « toutes (s)es condoléances aux proches et aux collègues du conducteur du train, ainsi que (s)on soutien aux dizaines de victimes de ce tragique accident ».

Les syndicats du groupe ferroviaire ont également fait part de leur vive émotion. La CGT a appelé la direction à mettre en place des « mesures d'accompagnement des collègues directement touchés par ce drame » et demandé que les éléments soient « transmis en toute transparence aux représentants du personnel ». Même tonalité chez SUD-rail, qui « exige une transparence totale sur ce drame et des engagements des pouvoirs publics ».

Depuis mardi matin, les secours s'activent sur les lieux de l'accident. Au total, « plus de 80 sapeurs-pompiers, une quarantaine de policiers et de gendarmes et une quarantaine d'agents de la protection civile » ont été mobilisés, selon le décompte du préfet du Pas-de-Calais.

L'accident a provoqué une importante perturbation du trafic, notamment à cause de la coupure de courant enclenchée par sécurité. Plus tard dans la journée, le trafic avait repris « très progressivement », avec « d'importants retards » sur

**Des pompiers et des policiers évacuent une personne du TGV après la collision, à Bully-les-Mines, dans le Pas-de-Calais, mardi.**

SAMEER AL-DOUMY / AFP

les axes Lille-Béthune, Lille-Lens et Lille-Douai, selon TER Hauts-de-France. En revanche, la ligne entre Béthune et Lens restera fermée « jusqu'à nouvel ordre », a prévenu la préfecture du Pas-de-Calais. Ce nouvel accident survenu à un passage à niveau relance le débat sur la dangerosité de ces infrastructures. La France en compte environ 15 000 dont « 1% est dit sensible, ce qui n'était pas le cas à Bully-les-Mines », a précisé le ministre des Transports, Philippe Tabarot, qui s'est lui aussi rendu sur les lieux. Le ministre des Transports a assuré que « l'État, avec SNCF Réseau et les collectivités, investit chaque année pour essayer de supprimer un certain nombre de passages à niveau ». ■

## Chaque année, une vingtaine de morts sur ces lieux à risque

Stéphane Kovacs

Chaque année, les passages à niveau sont à l'origine de plus d'une centaine de collisions, entraînant une vingtaine de décès. 98% de ces accidents sont dus aux comportements d'usagers de la route. « Un chiffre glaçant à retenir », souligne la SNCF. Impatience, baisse de vigilance, non-respect volontaire du code de la route... la majorité de ces accidents, sur les quelque 15 000 passages à niveau du réseau ferré national, concerne des « habitués » ou des riverains.

Le drame de mardi, dans le Pas-de-Calais, est le troisième accident de ce type survenu ces trois dernières semaines. Le 25 mars, un TER avait percuté un poids lourd à hauteur d'un passage à niveau à Saint-Raphaël, dans le Var, provoquant la mort du conducteur du camion, âgé de 60 ans. Deux jours plus tôt, une rame du RER C avait heurté une voiture à l'entrée de la gare de Moulin-Galant, à Corbeil-Essonnes, en Essonne. L'accident n'avait pas fait de victime. Dans le département du Pas-de-Calais, dans les Hauts-de-France, l'une des régions comportant le plus de passages à niveau - au moins 1 800, selon le PDG de la SNCF, Jean Castex -, deux militaires étaient morts, en mars 2025, après avoir été percutés dans leur véhicule par un TER sur un passage à niveau près d'Arras.

« Ces dernières années, nous avons mené de nombreuses actions de prévention et travaillé avec les gestionnaires de voirie pour renforcer la sécurité routière aux passages à niveau », indique-t-on chez SNCF Réseau, le gestionnaire public des voies ferrées. Ces efforts ont permis de réduire significativement le

nombre d'accidents sur l'année 2024. » Alors qu'en 2021, on recensait 109 accidents, 22 décès et 14 blessés graves, on ne comptait, en 2024 - derniers chiffres connus -, plus que 89 accidents, 20 décès et 10 blessés graves. Les 2% d'accidents qui ne sont pas dus à un usager de la route, précise la compagnie ferroviaire, relèvent d'actes de malveillance, de problèmes climatiques, ou encore d'animaux.

De 25 000 passages à niveau en 1980, on est passé à un peu plus de 15 000 aujourd'hui, franchis chaque jour par 16 millions de véhicules. 60% sont désormais équipés de dispositifs automatiques (feux et/ou barrières).

**« Ces dernières années, nous avons mené de nombreuses actions de prévention et travaillé avec les gestionnaires de voirie pour renforcer la sécurité routière aux passages à niveau »**

SNCF Réseau Le gestionnaire public des voies ferrées

« Cela représente 300 000 fermetures de barrières par jour », indique SNCF Réseau. Moins de 1% de ces passages à niveau coupe des routes nationales, 32% des routes départementales et 68% des voies communales. La loi d'orientation des mobilités (LOM) de 2019 rend obligatoire la réalisation de diagnostics de sécurité routière sur tous les passages à niveau (sauf cas spécifiques) par le gestionnaire de voirie, en coordination avec le gestionnaire d'infrastructure ferroviaire.

Un « programme de sécurisation nationale » recense les ouvrages les plus

dangereux. Il y en avait 497 quand le programme a été lancé, en 1997, après un accident avec un camion-citerne ayant fait 13 morts et 43 blessés à Port-Sainte-Foy, en Dordogne. Certains ont été remplacés par des ponts, passages souterrains, ou la route a été déviée. La liste compte aujourd'hui encore 146 passages à niveaux sensibles, et les collectivités qui les gèrent mettent de plus en plus l'accent sur l'aménagement des abords.

« La gravité des accidents aux passages à niveau (nombre de tués pour 100 accidents) est près de quatre fois plus

élevée pour les collisions aux passages à niveau (23,04) que pour le reste des accidents routiers (5,88) et près de sept fois plus importante que la gravité en intersection », souligne un récent rapport du Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (Cerema). Près de 70% des accidents ont lieu en plein jour. La répartition des accidents sur les mois de l'année montre une concentration sur la fin de l'année (septembre à décembre). Les véhicules de tourisme représentent le plus grand contingent de véhicules impliqués. »

Un passage à niveau ne doit pas être considéré comme un carrefour ordinaire, rappelle la SNCF. La priorité absolue est toujours donnée au train. « Pour information, souligne-t-elle, le temps d'attente à un passage à niveau est en règle générale inférieur à 1 minute, l'équivalent du temps d'attente à un feu rouge. » Le franchissement d'un passage à niveau fermé ou en cours de fermeture est une infraction routière grave, sanctionnée par une contravention de 4<sup>e</sup> classe : une amende de 135 euros, un retrait de 4 points et une éventuelle suspension de permis. ■

# Tous au Golf!

DU 27 MARS AU 12 AVRIL 2026  
TROUVEZ VOTRE INITIATION  
PRÈS DE CHEZ VOUS.

Plus de 350 clubs vous attendent.  
Rendez-vous sur [ffgolf.org](http://ffgolf.org) rubrique Débuter.

# « Financement libyen » : Sarkozy prend ses distances avec Guéant et Hortefeux

Stéphane Durand-Souffland

À l'audience de mardi, l'ancien chef de l'État a pour la première fois parlé de « faute » commise par ses collaborateurs de l'époque.

« C'est là qu'est la faute. » Mardi à 15h45, Nicolas Sarkozy a prononcé un mot qui n'avait jamais, à ce jour, franchi la

barrière de ses lèvres dans l'affaire dite du « financement libyen ». Les « fautifs » ? Brice Hortefeux et Claude Guéant. La nature de la faute : « Leurs relations avec Ziad Takieddine », l'intermédiaire douteux aujourd'hui décédé.

Nicolas Sarkozy évolue sur une ligne de crête étroite dans ce procès à l'enjeu considérable. Sa stratégie demeurait énigmatique. La voici qui commence à se dévoiler au premier des trois jours (minimum) consacrés à son audition. Elle consiste en un exercice de distanciation d'avec Claude Guéant - souvent désigné comme « Guéant » ou à la rigueur « M. Guéant » -, directeur de cabinet de l'Intérieur au moment des faits, et Brice Hortefeux - « Brice » -, alors ministre délégué aux Collectivités locales.

Les curieuses rencontres à Tripoli, en septembre et décembre 2005, entre les deux proches du futur chef de l'État et Abdallah Senoussi, numéro deux du régime libyen, ont pesé lourd dans les condamnations de première instance. Nicolas Sarkozy affirme qu'il n'était au courant de rien. Les intéressés confirment ne l'avoir pas informé. Le prévenu le plus en vue rechigne à accabler le lieutenant indispensable et l'ami de toujours. Explicitement tout du moins.

Nicolas Sarkozy sème des petites phrases qui ne leur sont guère favorables. Quand, par exemple, le président Géron lui demande s'il lui arrivait de « rembarer » des collaborateurs pour des propos qu'il jugeait inutiles. Réponse : « Si on a peur de se faire attraper, on ne postule pas pour un emploi de cabinet. » Parmi les arguments invoqués par Claude Guéant et Brice Hortefeux, figurait justement la crainte de se faire gourmander s'ils révélaient à leur patron avoir été « piégés » par l'assassin de masse Senoussi.

Le président s'attarde longuement sur la visite préparatoire effectuée à Tripoli par Claude Guéant le 29 septembre 2005 - Nicolas Sarkozy était attendu le 5 octobre. « Il va déminer les problèmes qui pourraient survenir », explique le prévenu. Il est aussi conduit, seul, sans interprète, sans savoir où il va, auprès d'Abdallah Senoussi, qui le reçoit dans un restaurant en présence de Ziad Takieddine. Le directeur de cabinet ne l'aurait pas immédiatement signalé à son ministre. « Il m'en a parlé dans l'avion pour Tripoli, cinq jours après », minimise Nicolas Sarkozy. « C'est bien tard, non ? », s'étonne le président Géron. « Non, il n'y avait pas eu d'alerte politique ou diplomatique » pendant le bref séjour préparatoire, répond Nicolas Sarkozy, comme s'il n'y avait pas de quoi fouetter un chat avec le « traquenard » Senoussi.

« Je n'étais pas chargé de préparer la visite préparatoire de Guéant », ironise l'ancien ministre d'État, dans un pas de côté pour se tenir le plus possible à l'écart de l'inévitable entrevue. Était-elle si improvisée que cela ? Le président lit une note de Ziad Takieddine, graphomane compulsif - sait-on jamais - de sa louche activité.

Le Franco-Libanais dîne avec Claude Guéant le 22 septembre, une semaine avant son départ pour la Libye. Le mémo stipule qu'il doit y aller seul. Tiens, le conseiller diplomatique du cabinet n'était pas informé du voyage. « David Martinon était un très jeune diplomate, talentueux mais sans expérience », tempère le prévenu. David Martinon apprenait vite car le 21 décembre suivant il embarquait avec Brice Hortefeux pour la même destination. Mais revenons à la note Takieddine : elle

fait état de « l'autre sujet important » à aborder lors de la visite préparatoire.

Selon l'accusation, il s'agit de trouver une solution pour annuler les conséquences de la condamnation de Senoussi à perpétuité, en 1999, assortie d'un mandat d'arrêt international pour son rôle dans l'attentat contre un DC 10 d'UTA (170 morts dont 54 Français). « Je pense que Guéant a voulu obtenir des renseignements sur la Libye et qu'il a interrogé Ziad Takieddine, avec lequel il avait des contacts plus fréquents que je ne l'imaginai, je ne peux pas le lui reprocher, déclare Nicolas Sarkozy. Ensuite il commet une erreur : le laisser intervenir dans le déroulement de ce voyage. La ligne a été franchie à ce moment. »

Sur le fond de la note, qui s'inscrit dans une chronologie périlleuse pour la défense, Nicolas Sarkozy esquive tous azimuts : « J'étais ministre de l'Intérieur, que pouvais-je faire pour la situation judiciaire de M. Senoussi ? J'ai plutôt compris que "l'autre sujet important" concernait des contrats avec des rémunérations pour M. Takieddine. Ce papier reflète son état d'esprit, ce n'est pas le compte rendu d'une discussion avec Claude Guéant. »

Le président relève que, dans une autre note, l'intermédiaire semble savoir très en amont - mais comment ? - que « Brice » ira bientôt à Tripoli. Nicolas Sarkozy : « Je fais une hypothèse. Ziad Takieddine était un employé de Senoussi, grassement payé, et il connaît Brice. Il a pu demander aux Libyens de le faire inviter. (Très irrité) Takieddine a été condamné à de multiples reprises pour ses mensonges ! Il a prétendu que j'avais rencontré Senoussi, ce tueur, à Tripoli, ou que je lui aurais téléphoné ! On me prend pour un imbécile ou pour un fou ? »

**« Takieddine a été condamné à de multiples reprises pour ses mensonges ! Il a prétendu que j'avais rencontré Senoussi, ce tueur, à Tripoli, ou que je lui aurais téléphoné ! On me prend pour un imbécile ou pour un fou ? »**

Nicolas Sarkozy

En début d'audience, Nicolas Sarkozy avait commencé le travail de distanciation en revenant sur l'embauche de « Guéant » comme directeur de cabinet dès 2002. Il connaissait à peine, dit-il, ce transfuge du cabinet de Charles Pasqua, « le plus capé des préfets » qui maîtrisait les rouages de Beauvau. Bref, un technicien comme un autre. Quant à la nomination en juin 2005 de « Brice », son ami depuis 1976, comme ministre délégué en charge des Collectivités territoriales, ce n'est pas lui qui l'avait exigé. Il faudrait y voir une sorte de cadeau de Jacques Chirac. Celui-ci détestait pourtant l'ambitieux Sarkozy qu'il savait ne plus pouvoir empêcher de lui succéder en 2007.

De même, Nicolas Sarkozy admet qu'il trouvait « très sympathique » l'autre intermédiaire du dossier (reçu 59 fois à l'Élysée pendant le quinquennat), son coprévenu Alexandre Djouhri, rencontré d'après lui au printemps 2006, mais qui ne l'avait pas fréquenté en 2011 et

second tour de la présidentielle. Aux questions du président - « On part dans un pays sans interprète pour voir on ne sait qui pour aller on ne sait où, est-ce que c'est crédible ? » -, on comprend que la cour tente de déterminer si elle est en présence d'une distanciation excessive d'avec la vraisemblance. ■

Nicolas Sarkozy, mardi, à son arrivée au palais de justice de Paris.



140 YEARS OF INNOVATION

**A 0 g CO<sub>2</sub>/km**

B  
C  
D  
E  
F  
G

\*En option. Consommations électriques : 14,9-18,9 kWh/100km (données cycle mixte WLTP du 21/10/25). Photo non contractuelle. Détails sur [mercedes-benz.fr](http://mercedes-benz.fr). Welcome home : Bienvenue chez vous. 140 years of innovation : 140 ans d'innovation. Mercedes-Benz France. RCS Versailles 622 044 287.

**Pour les trajets courts, privilégiez la marche ou le vélo.**

## Indemnisation des victimes, pensions alimentaires... L'i

Paule Gonzalès

Cette technologie permettrait à ce contentieux énorme d'être traité dans de meilleurs délais, en simplifiant la préparation et la gestion des dossiers pour les magistrats et le greffe.

L'intelligence artificielle doit être un accélérateur de particules pour la justice civile. C'est le sens du rapport que publie aujourd'hui le Club des juristes, sous l'autorité de Stéphane Noël, patron de l'Inspection générale de la justice (IGJ). « Nous avons vocation à une telle réflexion puisque nous réunissons des professionnels de tous les métiers du droit, magistrats, avocats, juristes d'entreprise et universitaires. Que nous le voulions ou pas, l'intelligence artificielle est en train de bouleverser nos pratiques professionnelles, avec l'attrait, si elle est parfaitement maîtrisée, d'améliorer le service public de la justice », commente le haut

magistrat pour qui il serait contre-productif de « freiner l'accélération » du mouvement actuel. « Posons-nous plutôt la question de comment améliorer cette justice civile qui est prédominante par ses volumes dans toutes les cours et tous les tribunaux et qui occupe une majorité de cabinets d'avocats. »

Le rapport part en effet du constat que l'intelligence artificielle est une « réalité » dans tous les grands cabinets d'avocats mais aussi au sein de l'institution judiciaire. « La Chancellerie déploie et expérimente dans son administration centrale, mais aussi dans ses cours et tribunaux, comme Paris, Meaux et Grenoble, ce nouvel outil à travers des licences souveraines Mistral », rappelle

Stéphane Noël. Mais, comme le souligne le rapport, l'intelligence artificielle est encore trop souvent utilisée « de manière non encadrée et hétérogène, créant un phénomène de "shadow IA", porteur de risques en matière de confidentialité et de fiabilité ».

Tous les membres de la commission ayant travaillé sur ce rapport préconisent, pour l'ensemble des professionnels, « un socle intangible : le respect absolu de l'indépendance de la justice et des principes directeurs du procès civil ». La nécessité de cet encadrement rigoureux et de disposer d'« un outil souverain », c'est-à-dire indépendant des grands opérateurs étrangers, est d'autant plus nécessaire que les



ALEXIS SCARD / ZUMA PRESS WIRE VIA REUTERS CONNECT

## Dans la loi d'urgence agricole, des mesures pour tuer plus de loups

Eric de La Chesnais

Présenté ce mercredi en Conseil des ministres, le texte prévoit notamment d'assouplir les règles de régulation du canidé.

Une nouvelle loi arrive ce mercredi en Conseil des ministres pour tenter de sauver l'avenir de l'agriculture française. Intitulée « loi d'urgence pour la protection et la souveraineté agricole », elle avait été demandée par la FNSEA lors de la colère paysanne fin 2025 et début 2026. Avec sa vingtaine d'articles, elle ambitionne de sortir l'agriculture française de l'ornière où se trouvent de nombreuses productions. Le constat est alarmant.

En vingt ans, la première puissance agricole de l'Union européenne (UE) – grâce à la taille de son territoire agricole, la variété de son climat et la diversité de ses productions (viande ovine et bovine, céréales, vin, produits laitiers...) – a perdu énormément de terrain dans les échanges internationaux car elle est nettement moins compétitive.

Le pays, pour des raisons administratives et sociétales (multiplication des contrats de libre-échange entre l'Europe et le reste du monde, pression fiscale nationale accrue, normes environnementales et sociales plus strictes...), doit désormais importer des denrées qu'elle sait pourtant fabriquer mais qui sont moins chères car produites avec moins de contraintes. C'est par exemple le cas avec la viande ovine qui dépend désormais à 81 % des importations de l'étranger, notamment de Nouvelle-Zélande. Ce pays d'élevage de ruminants aux prairies d'herbe grasse bénéficie d'un quota de libre-échange avec l'UE de 150 000 tonnes d'agneau. Sa voisine, l'Australie, en aura bientôt un de 25 500 tonnes.

De quoi mettre un peu plus à mal la filière ovine française et ses 30 000 éleveurs, qui doivent déjà faire face à de nombreux aléas, communs à toutes les productions agricoles : les cours économiques, le climat, le sanitaire. Avec, par surcroît, depuis plus d'une trentaine d'années, la réintroduction des loups en France, qui aggrave encore sa situation avec des actes de prédation sur les troupeaux de brebis de plus en plus nombreux chaque année. Les canidés sont désormais 1 082 individus sur le territoire, selon les derniers comptages officiels de l'Office français de la biodiversité (OFB), soit plus du double du seuil de survie de l'espèce, fixé à 500.

Selon les éleveurs ovins, qui contestent les méthodes de comptage, les loups seraient deux fois plus nombreux que les chiffres ne l'indiquent. Et même trois fois plus, à en croire les chasseurs. Une certitude : le prédateur a colonisé de nouveaux territoires, où il n'avait pas été vu depuis plus d'un siècle, comme la Mayenne, la Manche, la région parisienne, la Haute-Marne ou encore la Nièvre. Désormais, ils s'en prennent aux élevages de plaine dans des départements très éloignés de l'arc alpin, point de départ de son retour en France par l'Italie. Les conséquences sont lourdes pour les éleveurs. En 2025, selon les dernières estimations de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (Dreal) de la région Auvergne-Rhône-Alpes, en charge du suivi du loup en France, le nombre d'attaques de loup a augmenté d'environ 9,32 % (4 173 au total). Tandis que le nombre d'animaux victimes a augmenté de 15,3 % (12 171 bêtes, surtout des ovins).

Dans ces conditions, pour répondre à l'angoisse des éleveurs, le gouvernement a entendu une partie de leurs demandes. Ce texte législatif, qui doit être débattu entre mai et juin à l'Assemblée nationale puis au Sénat afin d'être

promulgué en début d'été, dédie spécifiquement l'article 14 à la prédation : il prévoit de « simplifier les procédures pour les éleveurs et défendre leurs troupeaux contre la prédation ». Dans les faits, le gouvernement prend en compte l'abaissement du niveau de protection du loup. L'espèce, dont la survie était menacée à la fin du siècle précédent sur le Vieux Continent, est passée de « strictement protégée » à « protégée ». « Nous avons pris en compte le déclassement du loup dans ce texte de loi pour le caler sur le droit européen, explique-t-on au ministère de l'Agriculture. Les tirs de défense passent d'un régime d'autorisation à un simple régime déclaratif. » Concrètement, les louvetiers pourront tuer plus facilement les loups après l'attaque d'un troupeau. L'objectif est d'éviter que le canidé, très opportuniste, ne revienne se servir dans ce garde-manger facile d'accès, où les proies sont statiques.

**Selon les éleveurs ovins, qui contestent les méthodes de comptage, les loups seraient deux fois plus nombreux que les chiffres ne l'indiquent. Et même trois fois plus, à en croire les chasseurs**

En outre, la loi acte la fixation d'un quota annuel des prélèvements autorisés en France et son augmentation de 2 %. Cela avait déjà fait l'objet d'un arrêté le 23 février dernier. « Nous le sécurisons juridiquement contre les recours possibles », indique le ministère. Il est désormais possible de réguler annuellement jusqu'à 21 % de la population de loups en France (1 082, en 2025), soit 227. Ce à quoi l'administration ajoute un prélèvement supplémentaire de 2 % si les attaques sont trop nombreuses en cours d'année, ce qui ferait 22 animaux en plus. Au total, en 2026, les louvetiers et les agents de l'OFB, compétents en la matière, pourraient tuer jusqu'à 249 loups.

Pour la Fédération nationale ovine (FNO), si cette loi permet des avancées, c'est-à-dire la réduction du nombre de prédateurs et donc des dégâts qu'ils occasionnent, elle est encore trop timide. Elle « ne change en rien l'état d'esprit du législateur, qui défend en premier lieu les loups et ensuite les éleveurs et leurs animaux », critique Michèle Boudouin, présidente de la FNO, et éleveuse de brebis dans le Puy-de-Dôme. En outre, si le passage du régime d'autorisation à la déclaration doit permettre d'assouplir le processus de prélèvement, dans la pratique, certains jours de la semaine, cela ne change rien. Si l'attaque a lieu un vendredi soir par exemple, il faut attendre le lundi suivant pour recevoir le récépissé de la déclaration à l'administration du prélèvement d'un animal. Enfin, la loi ne dit rien sur l'utilisation d'une lunette thermique la nuit pour mieux viser le loup. Aussi, pour aller plus loin et répondre aux demandes de la FNO, le député des Ardennes, Jean-Luc Warsmann (Liot), prépare une PPL visant à « protéger les animaux élevés par nos agriculteurs de la prédation du loup ». Elle pourrait être présentée à l'Assemblée nationale dans les prochains jours.

Du côté des associations de défense du loup, on estime que ces deux lois en préparation sont des reculs pour sa préservation et la biodiversité dans son ensemble. ■

**NOUVEAU GLC ÉLECTRIQUE**

Le SUV de référence de Mercedes-Benz voit les choses en grand : le majestueux Hyperscreen 8K\* de 99 cm de largeur vous accueille et transforme chaque trajet en immersion technologique.

Welcome home.

Mercedes-Benz

#SeDéplacerMoinsPolluer

## Intelligence artificielle au secours de la justice civile

expérimentations montrent que l'efficacité de l'intelligence artificielle ne sera réelle que « s'il est possible d'utiliser des données individuelles et personnelles », insiste le président Noël.

Ce cadre étant posé, les auteurs du rapport voient avec l'IA la possibilité, dans bien des contentieux, d'accélérer la cadence pour rendre enfin cette justice dans « des délais raisonnables ». « Tous les contentieux de masse normés ou sériels pourraient en bénéficier, estime-t-il. Je pense notamment à celui de l'indemnisation, dont les accidents de la circulation. Aujourd'hui, magistrats comme avocats se fondent sur la nomenclature Dinthillac. L'IA est tout à fait capable de calculer

et évaluer les montants des réparations. Un avocat de victimes peut dire à son client ce qu'il peut escompter très exactement, tout comme celui des mis en cause peut établir à quoi ils seraient condamnés. Cela peut être une bonne

**« La capacité de l'IA à produire de l'analyse est très efficace car cela permet de gagner plusieurs heures de travail sans pour autant obérer l'échange contradictoire »**

**Stéphane Noël** Patron de l'Inspection générale de la justice (IGJ)

base de négociation dans le cadre des règlements amiables sans juge. »

Selon lui, « il en est de même pour le contentieux des prestations compensatoires et des pensions alimentaires ». Quant aux dossiers patrimoniaux les plus complexes, « la capacité de l'IA à produire de l'analyse est très efficace car cela permet de gagner plusieurs heures de travail sans pour autant obérer l'échange contradictoire. Enfin, le contentieux des injonctions de payer est également particulièrement normé. L'IA n'aurait aucun mal à constater la déchéance de l'obligation contractuelle ».

Le rapport ne prône pas pour autant une IA qui se substituerait au juge. Elle reste pour lui un outil, capable de faire

gagner du temps en collectant de la documentation, en réalisant des synthèses avant les audiences ou, occasionnellement, en formulant des propositions de règlement des litiges. Du temps gagné aussi pour le greffe.

Pour ceux qui utilisent l'outil, plutôt que des juristes « augmentés », ces travaux préfèrent évoquer des « magistrats contrôleurs ». Car se pose aussi la question « d'une révolution générationnelle » entre juniors et seniors, glisse Stéphane Noël, en évoquant la différence de comportements, notamment dans les cabinets d'avocats. « Nous avons constaté que si les premiers font une confiance excessive à l'IA, parfois sans tenir compte de ses biais et de ses

hallucinations, il en va différemment des seconds, davantage capables de prendre leurs distances. Aussi l'appropriation de l'outil se fera-t-elle en mixant les expériences », insiste Stéphane Noël.

Si le rapport se garde bien d'évaluer concrètement le gain que pourrait permettre l'IA en temps de travail sur un dossier, certains utilisateurs, magistrats comme avocats, l'estiment à peu ou prou 25 %. Il assure en tout cas que cela « permettra de mieux juger » et « d'accorder plus d'oralité et de contradictoire dans les débats ». De quoi peut-être convaincre la communauté du droit qu'il faut accélérer la cadence plutôt que de faire perdurer l'art de la broderie et de la dentelle judiciaires. ■

Tristan Vey

Les quatre astronautes de la mission de la Nasa ont émerveillé le monde en partageant leur survol de la surface lunaire.

Les quatre astronautes de la mission Artemis 2 de la Nasa sont entrés lundi dans les livres d'histoire: jamais des êtres humains ne s'étaient autant éloignés de la Terre. Le record d'Apollo 13 en 1970, avec 400171 km parcourus, a été battu à 19h56. « Nous poursuivrons notre voyage encore plus loin dans l'espace avant que la Terre ne parvienne à nous ramener vers tout ce qui nous est cher, a solennellement déclaré l'astronaute canadien Jeremy Hansen. Mais surtout, nous saisissons cette occasion pour lancer un défi à cette génération et à la suivante afin de veiller à ce que ce record ne tienne pas longtemps. » Celui-ci a finalement été porté à 406 772 km, à 1h02.

L'ensemble du survol de la face cachée de la Lune a duré un peu plus de 7 heures 30 et a été marqué par plusieurs moments insolites ou émouvants. Un pot de Nutella s'est ainsi mis à flotter dans la cabine au début de la retransmission, semblant s'être échappé lorsque Christina Koch a ouvert un filet de rangement pour y glisser différents objets et papiers.

**« Bonjour Artemis 2! Ici Jim Lovell, astronaute d'Apollo. Bienvenue dans mon ancien quartier. (...) Je suis fier de vous passer le flambeau alors que vous tournez autour de la Lune et posez les bases des missions vers Mars, pour le bien de tous »**

**Jim Lovell** Astronaute de la mission Apollo 8 dans un message enregistré avant sa mort en août 2025

Pas de quoi déconcentrer l'équipage, qui a proposé deux noms pour des cratères récemment identifiés par les scientifiques de la Nasa: pour l'un, « Integrity », du nom de leur capsule. Quant à l'autre, « un site vraiment magnifique » visible depuis la Terre pendant certaines parties du cycle lunaire, « nous aimerions l'appeler Carroll », a déclaré Jeremy Hansen, la voix tremblant d'émotion. Il s'agit de la femme du commandant Reid Wiseman, décédée d'un cancer en 2020. L'équipage s'est enlacé, essuyant quelques larmes. « Les cratères Integrity et Carroll, bien reçu », a répondu par radio, visiblement émue, Jenni Gibbons, l'astronaute de réserve travaillant au centre de contrôle de mission. Charge maintenant à l'Union astronomique internationale d'étudier leur requête.

Un message enregistré de l'astronaute Jim Lovell, décédé en août dernier, a également été diffusé. « Bonjour Artemis 2! Ici Jim Lovell, astronaute d'Apollo. Bienvenue dans mon ancien quartier. Lorsque Frank Borman, Bill Andrews et moi-même avons orbité autour de la Lune à bord d'Apollo 8,



**La Terre vue depuis l'autre côté de la Lune (en haut). Le Soleil éclipsé par la Lune lors de la mission Artemis 2 (à gauche) et la Terre aperçue à travers un hublot de la capsule spatiale (à droite).**

nous avons offert à l'humanité son premier aperçu de près de la Lune et une vue de notre planète qui a inspiré et uni les peuples du monde entier. Je suis fier de vous passer le flambeau alors que vous tournez autour de la Lune et posez les bases des missions vers Mars, pour le bien de tous. C'est un jour historique, et je sais à quel point vous serez occupés, mais n'oubliez pas de profiter de la vue. »

Le pilote de la mission, Victor Glover, profondément croyant, a fait passer un message d'amour inspiré des Évangiles. « Alors que nous nous apprêtons à perdre le contact radio, nous continuerons à ressentir votre amour depuis la Terre. Et à vous tous, là-bas sur Terre et tout autour de la Terre, nous vous aimons, depuis la Lune. Nous vous reverrons de l'autre côté. » Le croissant de Terre visible en arrière-plan se rapprochait inexorablement de la Lune, et la retransmission s'est interrompue alors qu'il disparaissait derrière elle. Le « black-out » a duré 40 minutes avant que la voix de Christina Koch ne résonne dans le centre de contrôle de Houston: « C'est

tellement agréable d'entendre de nouveau la Terre! »

À 6500 km de la surface lunaire, les astronautes ont pris de nombreux clichés à l'aide des appareils photos à leur disposition en sus de la dizaine de caméras « Go-Pro » installées sur la capsule. La qualité des images était assez mauvaise, le transfert par radio à 400 000 km de distance ne permettant pas encore de suivre l'épopée en 4K et la priorité était notamment donnée aux transmissions audio pour des raisons de sécurité. Après le survol, les données en haute définition ont commencé à être téléchargées et les premières images ont été diffusées mardi après-midi sur Twitter par la Maison-Blanche.

Les astronautes font désormais route vers la Terre. Dans la nuit de vendredi à samedi, ils aborderont la partie la plus périlleuse de leur mission: la rentrée à très haute vitesse (plus de 40 000 km/h) dans l'atmosphère. Le bouclier thermique doit les protéger des températures extrêmes, proches de 3000 °C, atteintes par l'air comprimé devant leur capsule. La descente va durer huit longues minutes, avec un amerrissage prévu dans le Pacifique à 2h07 du matin, heure de Paris. « Votre mission pave la voie pour le retour de l'Amérique sur la surface lunaire très bientôt », les a d'ores et déjà félicités le président américain Donald Trump. ■

## Les prochaines étapes cruciales du programme lunaire de la Nasa

Sidonie Rahola-Boyer

Après leur tour de Lune, les quatre astronautes de la mission Artemis 2 mettent le cap sur la Terre. Leur capsule Orion doit amerrir dans la nuit de vendredi à samedi au large de la Californie. Au-delà des exploits accomplis, cette mission marque un tournant stratégique pour la Nasa, qui a annoncé fin mars une refonte de son programme lunaire. « La Nasa est déterminée à réaliser une fois de plus un exploit quasi impossible: retourner sur la Lune avant la fin du mandat du président Trump, y construire une base lunaire, y établir une présence permanente et accomplir tout ce qui est nécessaire pour garantir le leadership américain dans l'espace », avait alors déclaré Jared Isaacman, administrateur de la Nasa depuis décembre.

Les États-Unis sont lancés dans une course contre la Chine, qui prévoit de

poser un premier taïkonaute sur la Lune « avant 2030 ». La Nasa vise ainsi 2028. Pour tenter de tenir cet objectif, la Nasa a choisi d'abandonner son projet de station orbitale Gateway, « qui n'était pas indispensable à l'alunissage », explique au Figaro l'astrophysicien Francis Rocard, responsable des programmes d'exploration du système solaire au Cnes, l'agence spatiale française. C'est un coup dur pour le spatial européen, puisque d'importantes contributions avaient été faites par des entreprises européennes, notamment par Thales.

Jared Isaacman a en outre décidé d'ajouter une mission Artemis, afin de ne pas attendre le premier alunissage pour relancer le couple SLS/Orion. La nouvelle mission Artemis 3 a ainsi été avancée à 2027, mais ne sera plus un alunissage. Il s'agira d'« un test de rendez-vous en orbite terrestre avec les alunisseurs de SpaceX et/ou de Blue Origin », soit l'équivalent de la mission

Apollo 9, détaille Francis Rocard. À condition que l'un ou l'autre de ces fournisseurs privés réussisse d'ici là à faire la démonstration de leur alunisseur. Ce dont ils semblent bien loin d'être capables pour l'instant, ce qui soulève des interrogations légitimes sur ce calendrier... L'année qui vient s'annonce donc critique pour le programme.

### Une base au pôle Sud

Si toutefois un atterrisseur était prêt à cette échéance - ce qui reste très hypothétique pour l'instant, encore une fois -, la mission Artemis 4 serait alors programmée en 2028. Au cours de ce vol, les astronautes se placeraient en orbite lunaire, et « deux membres d'équipage descendraient à la surface pour passer environ une semaine près du pôle Sud pour mener de nouvelles expériences », précise la Nasa.

L'agence prévoit également de lancer Artemis 5, une nouvelle mission d'ex-

ploration chargée d'amorcer la construction d'une base lunaire au pôle Sud, d'ici la fin de l'année 2028. Elle a déjà annoncé qu'elle visait un alunissage par an, puis deux par la suite. La Nasa va investir 30 milliards de dollars supplémentaires pour que cette base voie le jour d'ici 2036.

En parallèle d'Artemis, la Nasa a lancé le programme CLPS (Commercial Lunar Payload Services) qui consiste à financer « faiblement » des start-up américaines pour réaliser des missions d'atterrissage automatique d'engins d'environ 500 kg (pouvant ainsi embarquer une charge utile de quelques dizaines de kilogrammes). Ces dernières pourront toucher jusqu'à 80 millions d'euros d'argent public, à charge pour elle de trouver d'autres clients privés ou mécènes pour boucler leur budget. « Trois ou quatre tentatives ont déjà été effectuées, mais il n'y en a qu'une seule qui a réussi », rapporte Francis Rocard.

« La Nasa veut augmenter la cadence pour avoir un lancement de CLPS par mois à partir de 2028, ce qui est extrêmement ambitieux », poursuit l'astrophysicien. En regroupant les deux programmes, Artemis et CLPS, il y aurait, « dans les dix ans à venir, presque 80 missions qui sont envisagées ».

L'objectif est d'avoir, à terme, une base lunaire dans laquelle les astronautes pourraient effectuer des séjours longs (de l'ordre d'un mois), et disposeraient « de capacités de déplacement de plusieurs dizaines voire centaines de kilomètres », explique Francis Rocard. Cette base serait construite près du pôle Sud de la Lune, une région stratégique où la lumière solaire est quasi permanente et les conditions thermiques sont donc plus stables. Les scientifiques espèrent en outre trouver de la glace d'eau dans le fond de cratères restant toujours à l'ombre. Une ressource qui s'annonce critique pour s'établir sur le long terme à moindre coût. ■

# Avant le choc face à Liverpool, comment le PSG est vu d'Angleterre

Christophe Remise

Quatre journalistes anglais livrent leur regard et celui de leur pays sur les champions d'Europe, adversaires des Reds, mercredi.

**D**éjà vu. Après les avoir écartés en 8<sup>es</sup> de finale l'an dernier (0-1; 1-0 ap, 4-1 tab), le PSG retrouve les Reds de Liverpool ce mercredi (21 heures, Canal+), au Parc des Princes, en quarts de finale de la Ligue des champions. Des Reds globalement décevants cette saison, et encore plus après leur déroute à Manchester City samedi (4-0), en Coupe d'Angleterre. Une nouvelle occasion de tourmenter un club de Premier League pour les Parisiens, qui en ont fait une spécialité depuis 2025. En plus de Liverpool, Manchester City, Aston Villa, Arsenal ou encore Tottenham ont subi la loi des champions d'Europe!

Le public anglais, les joueurs et les clubs de Premier League ont donc été aux premières loges de l'ascension de la machine infernale de Luis Enrique. Le Figaro a contacté plusieurs journalistes anglais pour savoir comment les Rouge et Bleu sont perçus outre-Manche. Lesquels Rouge et Bleu ne visent pas seulement à gagner sur le terrain face à la toute-puissante Premier League, mais aussi à devenir le deuxième club favori des fans britanniques, comme l'a récemment énoncé Victoriano Melero, directeur général du club.

**■ Paul Joyce (The Times) :**  
« C'est le football que je veux voir, courageux, enthousiaste, toujours vers l'avant »

« Il y a encore quelques années, le PSG était perçu comme une addition d'individualités. Avec ce qu'ils ont fait sur les dix-huit derniers mois et leur victoire en CI, ça m'a appris à les voir autrement. C'est le football que je veux voir, courageux, enthousiaste, toujours vers l'avant... Des individualités fondées dans un collectif réglé comme une horloge. Avec les résultats de l'année dernière, les victoires sur les clubs anglais, je ne vois pas comment on peut ne pas admirer le football que joue le PSG. La façon dont Luis Enrique a galvanisé l'équipe, c'est une histoire très spéciale. Je pense que beaucoup de gens voient dans ce Paris Saint-Germain ce qu'ils voudraient que leur équipe fasse en termes de jeu et de collectif. »

Le PSG en deuxième club des supporters anglais ? Je pense que c'est moins fou que ça l'aurait été il y a quelques années. Pour moi, qui suis dans la cinquantaine, cette idée est un peu bizarre. Mais la nouvelle génération de supporters suit les joueurs plutôt que les clubs. Donc pourquoi pas... Un favori entre Paris et Liverpool ? Tout le monde pense que le PSG va gagner parce que Liverpool est dans un moment difficile. Après la défaite à Manchester City, Virgil van Dijk soulignait que Liverpool a lâché. Ce sont des mots forts, ça a fait grand bruit... Plus globalement, je ne sais pas à quel point la disparition de Diogo Jota a affecté l'équipe, il y a différentes écoles à ce sujet. Il va y avoir beaucoup de pression sur les joueurs. Certains fans veulent changer le coach. »

**■ Jerome Pugmire (Associated Press) :** « Un peu comme le Barça il y a quelques années »

« Après la qualification face à Liverpool en 2025, la perception du PSG a commencé à basculer. Je crois que ce qui a vraiment impressionné les fans anglais et les journalistes, c'est surtout le milieu, sa vitesse, la rapidité à la fois du pressing et des passes. (...) Les fans anglais ne connaissent pas vraiment les joueurs européens avant qu'ils arrivent en Premier League, sauf les grands noms. Ils ne connaissent sans doute pas vraiment des garçons comme Désiré Doué ou Bradley Barcola. »

En Angleterre, je pense qu'il y a de l'admiration pour leur façon de jouer, un jeu très offensif, beaucoup de buts.

De l'admiration un peu comme pour le Barça il y a quelques années, même si Paris n'a pas encore atteint cette dimension sur la durée. Le PSG, deuxième club des supporters anglais ? Je crois que c'est un peu trop espérer. Ça pourrait venir, mais ça prendra du temps. Un favori ? Le PSG. Aucun doute là-dessus. Je dirais que 90 % des fans neutres diront le PSG. Même ceux de Liverpool, je pense qu'ils ne sont pas très confiants... »

**■ Nizaar Kinsella (BBC) :**  
« À Londres, il est courant de voir des jeunes porter des maillots du PSG »

« Il y a longtemps, le PSG était un club cool, associé à Ronaldinho et à plusieurs autres grands joueurs. Mais, depuis son rachat par le Qatar, c'est devenu tout autre chose. Les arrivées de Neymar, Kylian Mbappé et plus tard Lionel Messi ont marqué le tournant où le PSG est passé sous pavillon qatarien et est devenu une nouvelle menace en CI pour les plus grands clubs anglais. Suivre ces stars, que ce soit à travers de courtes vidéos sur les réseaux sociaux ou lors des matchs européens, est devenu très populaire, surtout auprès des jeunes. À Londres, où je vis, il est d'ailleurs courant de voir des jeunes porter des vêtements du PSG. Mais ce projet a aussi été critiqué par les fans plus traditionnels, qui voyaient le PSG comme un autre Manchester City. L'accent mis sur des superstars peu impliquées défensivement a souvent été pointé du doigt, d'autant plus que l'équipe échouait régulièrement en Europe. Après avoir enfin soulevé la CI avec une équipe bien différente, le PSG semble avoir gagné le respect, même à contrecœur, de certains de ceux qui le méprisaient autrefois, même si beaucoup ne s'attacheront jamais vraiment au club. En vue de leur confrontation avec Liverpool, de nombreux observateurs attentifs, tant de Liverpool que de la Premier League, estiment que le PSG se qualifiera. Liverpool a connu des difficultés à Anfield cette saison, accentuant la pression sur une équipe déjà éliminée de la Coupe d'Angleterre et dont les performances en championnat risquent de la contraindre à disputer une compétition européenne de moindre importance la saison prochaine. »

**■ Tom Williams (The Athletic) :**  
« Les gens ont appris à respecter le PSG »

« Avant, il n'y avait pas beaucoup de respect pour le PSG. En Angleterre, les fans de football sont plutôt traditionnels. Le fait qu'un club soit acheté par un État et tout cet argent dépensé faisait que, pendant longtemps, ils étaient curieux, mais beaucoup espéraient que le PSG échouerait dans sa quête du sacre européen. Il s'est passé la même chose quand Chelsea et City ont été achetés par des propriétaires étrangers. Donc, quand le PSG a été humilié saison après saison en CI, les gens en Angleterre ont trouvé ça plutôt drôle. Ce qui a changé sur les derniers dix-huit mois, c'est qu'ils ont été vraiment impressionnés par le PSG, qu'ils se sont mis à aimer leur jeu, le football que Paris pratique. Avec de nombreuses victoires face à des clubs de Premier League, les gens ont appris à respecter le PSG. »

Je pense que c'était une équipe très populaire en Angleterre la saison dernière, en reconnaissant qu'ils étaient clairement la meilleure équipe en Europe et qu'ils avaient mérité de gagner la CI. De là à devenir le deuxième club préféré des Anglais ? Je ne pense pas que le PSG soit aussi populaire que cela. Mais, en vivant à Londres, je vois beaucoup de jeunes qui portent des maillots ou autres vêtements estampillés PSG. Je ne sais pas si on peut en conclure qu'ils sont fans



MUSTAFA YALCIN/ANADOLU VIA AFP

du PSG ou juste des vêtements. Pour les jeunes fans en particulier, le PSG est vraiment cool. Ils s'identifient à des joueurs comme Dembélé, Doué... Pour ce qui est des fans plus âgés, ils n'ont généralement pas de deuxième club. (...) Aucun ressentiment de voir le PSG battre les clubs anglais ? Non. On est fair-play en Angleterre. Je pense qu'il faut accepter que ce PSG, sous Luis Enrique, est une équipe exceptionnelle. Ils étaient meilleurs que Liverpool, Aston Villa, Ar-

senal ou Chelsea. Un favori entre Paris et Liverpool ? La plupart des gens miseraient sur le PSG, qui est le club français le plus suivi ici. Sans doute pas autant que le Real ou le Barça, mais disons comme le Bayern. On a vu les difficultés du début de saison, mais aussi ce qu'ils ont fait contre Chelsea. On a l'impression que ça clique, comme l'an passé. Dans le même temps, Liverpool vit une saison terrible, les joueurs clés sont presque tous en méforme. » ■

L'année dernière, le PSG avait éliminé Liverpool en 8<sup>es</sup> de finale de la Ligue des champions. Ici, le match aller, à Paris, le 5 mars 2025.

## QUARTS DE FINALE ALLER LIGUE DES CHAMPIONS

REAL MADRID	mardi	BAYERN MUNICH
SPORTING	-	ARSENAL
PARIS SG	mer.	LIVERPOOL
	21 h C+	
BARCELONE	-	ATLÉTICO MADRID

**NOUVEAU GLC ÉLECTRIQUE**

À l'extérieur, la vue est tout aussi belle : le Nouveau GLC arbore une silhouette de caractère, sublimée par sa calandre lumineuse et son toit panoramique Sky Control<sup>(1)</sup>. Il offre jusqu'à 715 km d'autonomie et une recharge rapide de 300 km en 10 minutes<sup>(2)</sup>.

Welcome home.

140 YEARS OF INNOVATION

Mercedes-Benz

A 0 g CO<sub>2</sub>/km

(1) Équipements en option. (2) Autonomie cycle mixte WLTP et vitesse de recharge sur borne ultra rapide DC 800V du GLC 400 4MATIC Avantgarde Line avec Pack Technique et Pack Long Range. Consommations électriques : 14,9-18,9 kWh/100km (données cycle mixte WLTP du 21/10/25). Photo non contractuelle. Détails sur mercedes-benz.fr. Welcome home : Bienvenue chez vous. 140 years of innovation : 140 ans d'innovation. Mercedes-Benz France. RCS Versailles 622 044 287.

Pensez à covoiturer. #SeDéplacerMoinsPolluer

01 56 52 27 27

carnetdujour@media.figaro.fr

**communications**

**62<sup>e</sup> Opération d'entraide régionale (ODER)** au profit des personnes âgées, handicapées et des familles en difficulté.

Ramassage gratuit les samedi 9 mai et dimanche 10 mai 2026, à Paris et en banlieue. Sur rendez-vous, des bénévoles passeront chez vous enlever : antiquités, bibelots, meubles montés, vêtements, chaussures, jouets, tapis, tableaux, vaisselle, vélos, appareils multimédias, bricolage, électroménager, disques, livres, matériel de jardin et de sport, maroquinerie, puériculture, tout objet utilisable, qui sera vendu à la grande brocante d'entraide à Montmorency (Val-d'Oise) à l'Ascension

- le jeudi 14 mai 2026 de 9 heures à 18 heures,  
- le samedi 16 mai et le dimanche 17 mai de 10 heures à 18 heures.

**ODER**  
12 bis, avenue Victor-Hugo, 95160 Montmorency, téléphone : 01 39 64 39 87 ou 01 39 64 52 46, site : www.oder95.fr

**deuils**

En union avec Jacqueline (†), son épouse,

Lionel et Philippe, ses fils,  
Céline et Anne-Flore, ses belles-filles,

Marie, Paul, Mathieu, Erwan, Emmanuel, Luc, ses petits-enfants,

Dominique et Marie-Paule, son frère et sa sœur,

ont la tristesse de vous faire part du décès de  
**Claude AGARD**

survenu le 4 avril 2026, à l'âge de 90 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 9 avril, à 10 h 30, en l'église Saint-Louis-en-l'Île, Paris (4<sup>e</sup>).

M. et Mme Thierry Barbier, M. et Mme Clementi, M. et Mme Lemarié, M. et Mme Monnot, ses enfants et leurs conjoints,

Thibault, Mahaut, Héloïse, Tiphaine, Pauline, Martin, Théo, Charlotte, Julie, Pierre, Anaïs, Luc, ses petits-enfants,

Lana, Léandre, Arthur, ses arrière-petits-enfants,

ont la tristesse de vous faire part du décès de  
**Mme Edmée BARBIER**

le 3 avril 2026.

La cérémonie religieuse aura lieu ce mercredi 8 avril, à 15 heures, en l'église de Saint-Clément-de-Rivière (Hérault).

Christel Biérix, Jacques Biérix, Laure Biérix, Florence Biérix, ses enfants, Sylvie Biérix, sa belle-fille,

ses petits-enfants des familles Biérix, Bravard, Gindre et Deplacé,

Victoire, son arrière-petite-fille,

ont la tristesse de vous faire part du rappel à Dieu de

**Françoise BIÉRIX** née Douillet,

le 5 avril 2026, à l'âge de 86 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 10 avril, à 14 heures, en l'église Sainte-Blandine, place de l'Hippodrome, Lyon (2<sup>e</sup>).

Pau, Le Faget-d'Oloron (Pyrénées-Atlantiques).

Claire et Pierre Devineau, Gwénoïde et François de Saint-Exupéry de Castillon, Laure de Biré, Véronique de Biré, ses filles et gendres,

ses 11 petits-enfants et leurs conjoints,

ses 17 arrière-petits-enfants

ont la tristesse de vous faire part du décès de

**Françoise de BIRÉ** née Pujol de Molliens,

rappelée à Dieu le 7 avril 2026, à l'âge de 96 ans.

La messe d'obsèques sera célébrée le vendredi 10 avril 2026, à 11 heures, en l'église Saint-Joseph de Pau.

L'inhumation suivra, à 16 h 30, au cimetière du Faget d'en-haut, Oloron-Le Faget.

Tours (Indre-et-Loire).

Le père Xavier Bizard, François et Christelle de Becdelièvre, Frédéric et Marianne Bizard,

leurs enfants et petits-enfants

font part du rappel à Dieu de

**Mme René BIZARD** née Jeanne-Marie Baillou,

le 5 avril 2026, à l'âge de 87 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 10 avril 2026, à 10 heures, en l'église Sainte-Jeanne-d'Arc de Tours, suivie, à 14 h 30, d'une prière au cimetière de Germond (Deux-Sèvres).

Il a plu au Seigneur de rappeler à Lui, dans la nuit de Pâques,

**Mme Jean-Claude CÉLÉRIER** née Marie-Alix Aubin de la Messuzière,

dans sa 101<sup>e</sup> année.

De la part de Emmanuel et Sophie Célière, Evelyne et Willy Vignoble, Alain Célière, Bernadette Célière et Pierre Alégoët, Armelle et Yves Assouad, Gérard et Geneviève Célière, Olivier Célière, François et Anne-Laure Célière, ses enfants,

ses 22 petits-enfants, ses 32 arrière-petits-enfants.

La cérémonie religieuse aura lieu dans l'intimité familiale, le samedi 11 avril 2026, à 15 heures, en l'église de Saint-Michel-de-Volanges (Cher), suivie de l'inhumation.

Une messe de requiem sera célébrée ultérieurement, en l'église Notre-Dame-de-Grâce-de-Passy, à Paris (16<sup>e</sup>).

On nous prie d'annoncer le rappel à Dieu de

Antoinette Delisle, née Berthier de Grandry, son épouse,

Bérengère et Xavier Santos, Édouard et Elise Delisle, Clémence et François-Guy Lébeaupin, ses enfants,

Charlotte, Paul, Charles, Astrid, Hortense, Grégoire, Marthe, Margault, Léonie, Diane, Antoine et Olivia, ses petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

**Xavier DELISLE**

rappelé à Dieu le 5 avril 2026, à l'aube de ses 81 ans.

La messe d'À-Dieu sera célébrée le vendredi 10 avril 2026, à 15 heures, en l'église de La Chapelle-en-Juger (Manche), suivie de l'inhumation.

Mme Hubert Dugueyt, son épouse,

Laetitia Dugueyt et Lucas Olmedo, Sophie et Matthieu Cousin, Grégoire et Josépha Dugueyt, ses enfants et leurs conjoints,

Alice, Ariane, Victor, Estelle et Sandro, ses petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

**M<sup>r</sup> Hubert DUGUEYT**

le 4 avril 2026, à l'âge de 76 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 10 avril, à 14 heures, en l'église Sainte-Marie-des-Batignolles, à Paris (17<sup>e</sup>).

L'inhumation aura lieu le samedi 11 avril, à 14 h 30, au cimetière de Chauceaux-sur-Choisille (Indre-et-Loire).

Yves Chassagnon et Marie-Laure Baud, Evelyne et Philippe Contant, François-Xavier Grignon-Derenne, Sarah Bros, ses enfants, Marie-Elisabeth et Irène, Nicolas, Matthieu, Pierre (†) et Margaux, Viviane, Joseph, Benjamin et Elena, ses petits-enfants, Paul, Louis, Jules, Marin, Lino, Robin et Salomé, ses arrière-petits-enfants,

ont la tristesse de vous faire part du décès de

**Renée GRIGNON** ancien avocat, magistrat honoraire, chevalier de l'ordre national du Mérite,

survenu le 2 avril 2026, à l'âge de 95 ans.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Augustin, Paris (8<sup>e</sup>), le vendredi 10 avril, à 10 h 30. Elle sera inhumée au cimetière parisien de Bagneux (Hauts-de-Seine), dans le caveau familial.

16, rue de la Bienfaisance, 75008 Paris.

On nous prie d'annoncer le rappel à Dieu de

**Ghislaine de LASTEYRIE du SAILLANT de COMBORN**

le 3 avril 2026, dans sa 107<sup>e</sup> année.

En union de prière avec ses neveux et nièces,

The Hon. Mrs Anthony Grigg, Mlle Alexandra de Miramon, le marquis de Miramon, Mme Diane de Miramon, et ses petits-neveux de la famille d'Halluin,

la comtesse Gérard de Nicolay, Mme Amaury de La Raudière, Mme Dominique du Chayla, la comtesse de Mac Mahon, Mme Laetitia du Chayla,

le comte et la comtesse Paul de Lasteyrie du Saillant, May de Lasteyrie du Saillant, M. et Mme Henri de Bodinat, M. et Mme Nicolas ver Hulst,

et leurs enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 10 avril 2026, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-d'Auteuil, à Paris (16<sup>e</sup>), suivie de l'inhumation au cimetière des Champeaux de Montmorency (Val-d'Oise).

Mme de La Villeguérin, née Chantal Jonglez de Ligne, sa mère,

Mme Erik de La Villeguérin, née Hélène Hadengue, son épouse,

Alix de La Villeguérin, Axel et Raphaëlle Heyser, Jean et Alison-May de La Villeguérin, Olivier et Pauline de La Villeguérin, Quentin et Violaine Raguin, ses enfants,

Victoire, Augustin, Térrence, Blanche, Mathilde, Louis, Martin, Thibault, Lucie, Henry, Blandine, Jérôme, Armand, Astrid, Isabelle, Faustine, Roxane, Léonore, ses petits-enfants,

ont la douleur de vous faire part du décès de

**Erik de LA VILLEGUÉRIN** HEC 76, chevalier

de l'ordre national du Mérite,

rappelé à Dieu le 5 avril 2026, à l'âge de 75 ans, à Paris, muni des sacrements de l'Église.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 10 avril, à 14 h 30, en l'église Saint-Philippe-du-Roule, Paris (8<sup>e</sup>).

L'inhumation aura lieu le samedi 11 avril, à 14 h 30, au cimetière de Brainville (Manche).

La famille remercie chaleureusement Catherine, Tina, le personnel de l'hôpital Cochin, à Paris et celui de la maison médicale Jeanne-Garnier, pour leur dévouement.

Paris (10<sup>e</sup>).

Mme Madeleine Leloup, son épouse, Sarah Le Mesre de Pas, sa fille, le général François Le Mesre de Pas, son frère, et leurs familles

ont la douleur de faire part du décès de

**M. Gilles LE MESRE DE PAS**

survenu le 31 mars 2026.

Les obsèques auront lieu au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, à Paris (20<sup>e</sup>), le vendredi 10 avril, à 15 h 30.

M. et Mme Louis de Reboul, sœur Marie-Lys Philip de Laborie, o.cist., M. et Mme Loïc Philip de Laborie, M. et Mme Jean-Luc Vandenbrouck, en union avec Elisabeth Philip de Laborie (†), ses enfants,

ses 21 petits-enfants, ses 15 arrière-petits-enfants,

Mme Alain Meniolle d'Hautuille, sa sœur, et ses neveux

vous font part du rappel à Dieu, le jour de Pâques, dans sa 97<sup>e</sup> année, de

**M. Alain PHILIP de LABORIE** (2 mai 1929 - 5 avril 2026), veuf de **Joëlle Lefebvre d'Argencé**

La messe de funérailles sera célébrée le samedi 11 avril 2026, à 10 heures, en l'église Saint-Eutrope des Essentes (Gironde), suivie de l'inhumation au cimetière.

En union avec Henri (†), son époux,

Bernard, Pierre, Claire (†), Françoise, Jean-Louis (†), Jean-Marie, ses enfants, Damien, Maud, Charlotte, Claudie, Pauline, Sylvain, Thibault, Olivier, Clément, Perrine, Laura, Lucie et Marie, ses petits-enfants,

et ses 27 arrière-petits-enfants

ont la tristesse de faire part du décès de

**Mme Andrée RASCLE** née Sommet,

le 4 avril 2026, à l'âge de 101 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 13 avril, à 10 heures, en l'église Sainte-Thérèse, 7, rue Ernest-Renan, à Saint-Étienne (Loire).

Le docteur Alain Rimailho, son époux, Vincent, Olivier et Christophe, ses fils, Caroline et Florence, ses belles-filles, ses petits-enfants et toute la famille

ont la tristesse de vous faire part du décès de

**Marie-Christine RIMAILHO** née Court, docteur en médecine, ophtalmologiste, ancienne attachée au Centre hospitalier national d'ophtalmologie des Quinze-Vingts, à Paris,

survenu le 3 avril 2026, à l'âge de 76 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église de la Madeleine, à Paris (8<sup>e</sup>), le vendredi 10 avril, à 10 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Mme Paul Sabatié-Garat, née Jacqueline Palluat de Besset,

Jacques Sabatié-Garat, Anne et Hubert Mongon, François Sabatié-Garat, Henri et Dorothee Sabatié-Garat, ses enfants, son gendre et sa belle-fille,

Alix et Jean-Samuel de Boissieu, Ghislain Mongon, Priscille et Thibault Décré, Jean Mongon,

Laëtitia, Philippine, Mireille et Christiane Sabatié-Garat,

Valentine, Géraud et Rémi Sabatié-Garat,

ses petits-enfants,

Antoine, Astrid, Alban, Édouard, Mayeul, Amaury, Zita, Augustin, ses arrière-petits-enfants,

font part du rappel à Dieu de

**Paul SABATIÉ-GARAT** croix de la Valeur militaire,

le 4 avril 2026, dans sa 100<sup>e</sup> année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption-de-Passy, 88, rue de l'Assomption, à Paris (16<sup>e</sup>), le samedi 11 avril 2026, à 10 h 30, suivie de l'inhumation, à 16 heures, au cimetière de Vauxbuin (Aisne).

**remerciements**

Olmeto (Corse-du-Sud). Paris.

Marie-Michèle Mozziconacci, sa sœur, Marc-Antoine et Jennifer de Peretti, Victoria de Peretti et François-Joseph Sollacaro, ses neveux et nièces, Antoine, Joseph et Elena, ses petits-neveux, Mme veuve Jean-Baptiste Mozziconacci, Mme veuve Pierre Mozziconacci, Mme veuve Jean Balisoni, ses tantes, les enfants et petits-enfants de feu Joseph Mozziconacci, les enfants et petits-enfants de feu Pierre Mozziconacci, M. et Mme Alexandre Balisoni, ses cousins, et leurs enfants, toute sa famille et ses amis,

très touchés des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

**Joseph Antoine MOZZICONACCI**

le mercredi 25 mars 2026,

vous prient de trouver ici leurs sincères remerciements.

**messes**

Une messe sera célébrée le lundi 13 avril 2026, à 18 heures, en l'église Saint-Philippe-du-Roule, Paris (8<sup>e</sup>), à l'intention du

**comte Philippe d'HARCOURT**

rappelé à Dieu le 24 février 2026, dans sa 97<sup>e</sup> année et sa 72<sup>e</sup> année de mariage.

En vente vendredi 10 et samedi 11 avril avec votre Figaro



En vente actuellement



Le Figaro Histoire : Groenland

En vente chez votre marchand de journaux et sur www.figarostore.fr

## RÉCIT



PAR  
**Adrien Jaulmes**  
Correspondant à Washington

Les forces américaines ont mené avec succès au cours du week-end une vaste opération de sauvetage qui a permis la récupération de deux aviateurs abattus au-dessus de l'Iran. Leur recherche et leur récupération, menées en plein territoire ennemi, et qui a mobilisé des centaines d'aéronefs pendant plus de 48 heures, a été « l'une des plus vastes, des plus complexes et les plus difficiles jamais entreprises par les forces américaines », a expliqué Donald Trump dans une conférence de presse tenue lundi à Washington. Le président américain, parfois enclin à l'hyperbole, n'exagère cette fois sans doute pas.

L'appareil, un F-15E Strike Eagle, répondant à l'indicatif DUDE 44, a été abattu vendredi matin vers 4h40 locales au centre de l'Iran, près du village de Talkhuncheh, dans une partie rurale de la province d'Ispahan. L'avion aurait été touché par un missile infrarouge sol-air portable Verba, l'équivalent russe du Stinger américain, et livré récemment par la Russie à l'Iran. « Ça a été un coup de chance », a commenté Trump, qui avait auparavant expliqué que les Iraniens n'avaient plus de défenses antiaériennes.

Les deux membres de l'équipage, le pilote et l'officier chargé des systèmes d'armement réussissent à s'éjecter, mais atterrissent séparément à une grande distance l'un de l'autre. L'alerte est déclenchée et une mission de sauvetage est lancée. Les deux aviateurs ont activé leurs balises de détresse, qui permettent leur localisation, mais qui sont aussi détectables par les Iraniens.

Le pilote, surnommé DUDE 44 Alpha, est localisé le premier. Une première opération d'extraction est lancée, en plein jour, au centre de l'Iran. Elle comprend les forces spéciales du Pararescue, l'unité de sauvetage de l'US Air Force. Ces unités spécialisées dans la récupération de pilotes abattus ont pris place à bord de deux hélicoptères HH-60W Jolly Green, spécialement équipés pour ce genre de

**« J'ai pris une décision risquée, car nous aurions pu nous retrouver avec une centaine de morts, au lieu d'un ou deux. C'est une décision difficile à prendre, mais dans l'armée américaine, nous n'abandonnons personne »**

**Donald Trump** Lors de la conférence de presse tenue lundi à Washington

mission. Selon le chef d'état-major interarmées, le général John Daniel Caine, les hélicoptères sont accompagnés par des Hercules HC-130 Combat King II. Ces avions sont conçus pour servir de ravitailleurs et de centres de commandement à des opérations spéciales.

Des vidéos tournées par des civils iraniens montrent les hélicoptères se ravitaillant en carburant à partir des HC-130. Ces aéronefs sont appuyés et protégés par des avions d'attaque au sol A-10 Warthog. Ces appareils, blindés, et conçus dans les années 1970 pour le combat antichars pendant la guerre froide ont depuis régulièrement trouvé de nouveaux usages, justifiant chaque fois leur maintien en service, dont ceux d'appui au sauvetage, surnommés « Sandy ». « Un Sandy a une seule mission : rejoindre le pilote survivant et se placer entre lui et l'ennemi », a expliqué le général Caine. Tous ces aéronefs évoluent en plein jour et à basse altitude au-dessus de l'Iran et essuient des tirs. L'un des A-10, dont le pilote est en contact avec le pilote abattu, est touché à son tour. Mais il parvient à quitter l'espace aérien iranien et son pilote s'éjecte au-dessus du Koweït.

Les hélicoptères HH-60W sont aussi touchés par des tirs d'armes automatiques, mais ils arrivent à rejoindre le pilote, à le prendre à bord et à quitter la zone. « Nous avons un hélicoptère qui a reçu de nombreuses balles, a expliqué Trump. Les équipages et les combattants à bord de ces appareils ont pris des risques extraordinaires pour secourir leurs camarades. »

Manque le deuxième aviateur, Dude 44 Bravo. Ce lieutenant-colonel, chargé des systèmes d'armement, s'est blessé lors de son atterrissage, mais il est parvenu à s'éloigner à pied du lieu du crash, conformément aux règles particulières de survie en territoire ennemi qui visent à éviter la capture. Il parcourt au moins 20 kilomètres, gravit 2000 mètres de dénivelé en terrain montagneux, et se cache dans une anfractuosité rocheuse dans un massif montagneux. « Il était blessé, mais il a escaladé des parois rocheuses en saignant abondamment », a expliqué Trump. « Il a soigné ses propres blessures et a contacté les forces américaines pour leur transmettre sa position. » Les autorités iraniennes ont mis sa tête à prix pour 60 000 dollars, et appelé les habitants de la région à fournir des renseignements permettant sa capture, tout en donnant la consigne d'empêcher qu'il soit maltraité. Une chasse à l'homme commence dans les montagnes. « Des milliers de ces sauvages le traquaient, a déclaré Trump. Même la population le recherchait. Ils offraient une prime à ceux qui le captureraient. »

Pour détourner l'attention des Iraniens, la CIA sème la confusion en diffusant des informations selon lesquelles les forces américaines ont déjà récupéré l'aviateur disparu et sont en train de l'évacuer par la voie terrestre, espérant ainsi que les Iraniens



Lors de cette mission de sauvetage complexe, les Américains ont été contraints d'abandonner et de détruire deux MC-130J, d'une valeur de plus de 100 millions de dollars, ainsi que des hélicoptères MH-6. SOCIAL MEDIA VIA REUTERS

## Pilotes américains en Iran : reconstitution d'un sauvetage hors norme

Une double mission menée en plein territoire iranien a démontré le professionnalisme des forces américaines et, grâce à un mélange de chance et d'audace, évité à Donald Trump de voir des pilotes tomber entre les mains de l'Iran.

concentrent leurs efforts sur les routes menant hors de la région. « Une grande partie de l'opération reposait sur la ruse », a dit Trump. « Nous voulions leur faire croire qu'il se trouvait à un autre endroit, car (les Iraniens) avaient déployé une force militaire considérable sur place, des milliers de personnes étaient à sa recherche. Nous voulions donc qu'ils cherchent dans d'autres zones. Nous avons donc dispersé nos forces un peu partout. »

L'armée américaine prend aussi des mesures pour tenir les forces iraniennes à l'écart de la zone de récupération en brouillant les communications électroniques. En tout, 155 appareils sont mobilisés, dont quatre bombardiers, 64 chasseurs, 48 ravitailleurs, 13 hélicoptères de sauvetage. Des drones MQ-9 Reaper surveillent la position de l'aviateur, et attaquent les Iraniens qui s'approchent du secteur. Deux drones auraient été abattus en attaquant les équipes de recherche des gardiens de la révolution.

Le sauvetage a lieu dans la nuit de samedi à dimanche. Il est mené par l'unité des forces spéciales SEAL Team 6, spécialisée dans les missions d'extraction d'otages et de sauvetage. Deux MC-130J Hercules des forces spéciales établissent en pleine nuit une base avancée temporaire près de la ville Mahyar, à une cinquantaine de kilomètres au sud d'Ispahan. Les avions atterrissent sur une piste agricole de fortune habituellement utilisée par les avions de pulvérisation d'insecticide. Ils transportent les commandos, et trois petits hélicoptères MH-6 Little Bird du 160<sup>e</sup> régiment d'aviation des opérations spéciales, les Night Stalkers, qui ont mené le raid qui a abouti à la capture de Nicolas Maduro au centre de Caracas en janvier dernier. Ces petits hélicoptères légers sont assemblés, et transportent les SEALs au sommet de la montagne où se trouve l'aviateur. Celui-ci sort de sa cachette au dernier moment, et est recueilli par les SEALs qui retournent à la piste de fortune.

L'opération manque alors de tourner au désastre. Les deux MC-130J Hercules sont enlisés dans le sable humide et ne parviennent pas à redécoller. Les commandos et l'aviateur secouru sont à présent bloqués au centre de l'Iran. Une mission de secours est envoyée. Pendant plusieurs heures, drones et hélicoptères ouvrent le feu contre les forces iraniennes et les milices Basij, qui se rapprochent du site pour les tenir à l'écart. « Il était tard dans la nuit et nous attendions l'arrivée de ces avions de secours, a dit Trump, qui a décrit en détail les opérations. Ils attendaient sur ce sol détrempé et boueux, du sable mouillé qui avale les avions. Et on attendait, en se disant : "J'espère qu'ils pourront atterrir et décoller." » Trois avions de transport des forces spéciales Dash-8, plus légers, parviennent à se poser sur le terrain. « Ils sont arrivés les uns après les autres, pas

en même temps », a dit Trump. « Il n'y avait pratiquement pas de place pour atterrir, juste un tout petit bout de terre très humide et de sable... et, comme par magie, ils ont décollé l'un après l'autre. J'ai été très impressionné, parce qu'on était un peu inquiets. On s'est dit : "Bon sang, s'ils n'arrivent pas et ne décollent pas vite, on va se retrouver coincés là-dedans." » Les Dash-8 embarquent les commandos et l'aviateur.

Les Américains sont contraints d'abandonner les deux MC-130J, appareils spécialement équipés pour les opérations spéciales, d'une valeur de plus de 100 millions de dollars, et les hélicoptères MH-6. Ils les détruisent pour éviter qu'ils ne tombent entre les mains ennemies.

Mais les seules pertes sont matérielles. L'aviateur est sain et sauf. Les Américains n'ont perdu aucun personnel. « Nous l'avons ! », annonce alors Trump sur son réseau social. « Le facteur le plus déterminant pour la réussite d'une opération de sauvetage, c'est la combativité qui anime le pilote dont l'appareil s'est écrasé », a expliqué le général Caine, qui fut lui-même pilote dans l'US Air Force. « Sa volonté de survivre, sa volonté de s'échapper, sa volonté de s'en sortir, c'est tout ce qui compte. Dans ce cas précis, c'est grâce à la détermination sans faille de l'officier à survivre que nos efforts ont pu aboutir. »

Le président américain a décrit l'opération comme « très historique ». Il a expliqué avoir « pris une décision risquée, car nous aurions pu nous retrouver avec une centaine de morts, au lieu d'un ou deux. C'est une décision difficile à prendre, mais dans l'armée américaine, nous n'abandonnons personne. »

Les images des carcasses fumantes des aéronefs ont été diffusées par les Iraniens comme s'ils avaient été abattus. Elles évoquaient celles des avions détruits accidentellement pendant l'opération Eagle Claw, ordonnée en avril 1980 par Jimmy Carter pour tenter de libérer les 53 otages de l'ambassade américaine à Téhéran. Une explosion causée par la collision accidentelle entre un C-130 Hercules et un hélicoptère sur une base avancée temporaire dans le désert iranien avait tué plusieurs membres de l'opération et conduit à son abandon. Cet échec avait été une humiliation pour l'Administration Carter, et avait marqué l'opinion américaine. C'est après ce fiasco qu'avait été créée l'unité Team 6 des Navy SEALs, spécialisée dans les difficiles missions d'extraction. Une meilleure préparation, un matériel plus performant et la dose de chance sans laquelle même les opérations les mieux préparées peuvent échouer, ont permis aux Américains de réussir ce sauvetage de deux aviateurs en territoire ennemi. Ce succès a permis d'éviter que Téhéran puisse utiliser des prisonniers de guerre comme un moyen de faire chanter les États-Unis. ■



Sous la houlette de son président, Hervé Morin, et de son vice-président chargé des affaires européennes et internationales, François-Xavier Priollaud, la région Normandie a capitalisé sur son histoire emblématique pour faire de son territoire un carrefour d'échanges sur les tumultes de notre monde et un lieu de formation privilégié des jeunes générations à la géopolitique et à la résolution des conflits.

## ENTRETIEN

L'ancien président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale met en garde contre l'incapacité des Européens, et tout particulièrement des Français, à reconnaître l'urgence de revoir la dépense sociale et de repenser notre projet étatique au profit du réarmement du pays.

# À Caen, un grand rendez-vous géopolitique



Par  
Laure Mandeville

La région Normandie s'est trouvée une vocation. Promouvoir la paix, ouvrir des espaces de dialogue pour la favoriser, alors même que le monde brûle. Ainsi le forum Normandie pour la paix ouvre-t-il ses travaux ce jeudi et ce vendredi, sous le titre « Des espoirs de paix », dans un contexte d'embrasement du Moyen-Orient et de la longue guerre d'Ukraine, dont personne ne voit le bout.

Il s'agit de la 8<sup>e</sup> édition de cette grande conférence annuelle. Accueillies dans le cadre magnifique de l'abbaye aux Dames de Caen, quelque 100 personnalités comptant chercheurs, diplomates, journalistes, artistes et politiques livreront témoignages et analyses géopolitiques devant un public de milliers de participants, dont 3000 lycéens, qui sont ainsi sensibilisés aux grandes questions internationales de notre temps. « Dans un contexte international marqué par une fragmentation croissante, il est essentiel de redonner du sens à la coopération et à la compréhension du monde... », note le président de la région Normandie, Hervé Morin. Les sujets choisis laissent de manière générale une grande place à la transversalité, en sus de conférences consacrées aux grandes zones de tempête. Ainsi l'édition 2026 fait-elle la part belle

à des sujets émergents de grande actualité, comme la place de l'intelligence artificielle dans la guerre moderne, ses risques majeurs, mais aussi le rôle qu'elle peut jouer au service d'une paix durable.

### Démarche transversale

L'initiative, lancée il y a huit ans par la Normandie, vise à faire de l'histoire de ce territoire marqué par les grands combats du Débarquement, un levier pour construire la paix et la défendre. Elle se donne aussi pour mission de former les nouvelles générations à la géopolitique et aux thématiques de la guerre et de la paix et de susciter leur engagement civique. « Quand nous avons réfléchi à l'après, alors que nous préparions les commémorations historiques du Débarquement avec quelques-uns des derniers grands témoins, nous nous sommes dit qu'il serait

## Jean-Louis Bourlanges : « Sans vrai effort bud la défense, l'Europe restera un mollusque »

LE FIGARO. - Quelle réflexion vous inspire la situation de l'Europe, prise entre la guerre de Poutine et la menace de rupture brandie par Trump ?

JEAN-LOUIS BOURLANGES. - Les États européens sont confrontés à une situation inédite et insolite. Nous nous étions habitués à lutter contre la menace soviétique en consultation étroite avec les États-Unis, qui avaient formé avec nous une communauté atlantique. Ils y jouaient le rôle de protecteur et de médiateur des États européens qui sortaient d'un long passé de conflit et avaient sans doute besoin d'un arbitre pour vivre en confiance. Je pense à l'Allemagne et à la France. Mais nous sommes maintenant pris entre la menace de la Russie poutinienne et une menace américaine réelle et profonde. Il ne s'agit plus de reprocher simplement aux Européens - grief légitime - de ne pas en faire assez pour leur défense. Il s'agit de souligner l'incompatibilité profonde entre les valeurs supposées des États-Unis, si tant est que les États-Unis suivent le président Trump, et les valeurs démocratiques libérales classiques des Européens. Cette opposition de valeurs s'ajoute à une opposition d'intérêts, comme l'a montré la guerre commerciale. Et même une opposition territoriale, vu les menaces de Trump sur le Groenland. Nous ne sommes pas habitués !

N'est-il pas prématuré de parler d'une opposition de valeurs entre les deux rives de l'Atlantique ? Le stratège Bruno Tertrais note qu'on n'a pas passé le point de non-retour dans la rupture. Sans doute Bruno Tertrais a-t-il raison. Nous pouvons espérer qu'une présidence différente per-

mette de rétablir des relations plus confiantes. Mais ce que dessine Trump est une promesse d'abandon total de l'Alliance ! Nous n'en sommes pas là. Mais nous avons perdu confiance en la fiabilité de l'engagement américain. L'article 5 de l'Otan, jamais précis dans ses implications, avait beaucoup de force parce que c'est ainsi que l'avaient interprété les présidents Truman, Eisenhower et les autres. Les Américains seraient aux côtés des Européens en cas d'agression soviétique. C'est vraiment fini. La relation américaine ne sera plus jamais aussi automatique, complète et confiante.

Pour compliquer le tableau, la contestation trumpiste gagne aussi l'Europe. Les partis contestataires populistes européens sont d'accord avec les arguments de JD Vance sur la crise civilisationnelle de l'Europe.

Il y a deux choses. D'une part le fait que les valeurs universelles qui sont celles des Européens - la démocratie, l'État de droit, la pluralité des pouvoirs... - sont remises en cause de l'extérieur. Mais à cela s'ajoutent des rébellions de l'intérieur, au Royaume-Uni, en Allemagne, en France, en Italie... Cela touche particulièrement la France, où le candidat présidentiel du Rassemblement national, Jordan Bardella, a voté contre l'aide à l'Ukraine au Parlement européen. M<sup>me</sup> Le Pen a rappelé aussi son soutien aux initiatives de Viktor Orban. Ce qui témoigne à la fois d'une défiance profonde à l'encontre des institutions européennes et une complaisance non moins profonde à l'égard des options poutiniennes. Or c'est le RN qui tient la corde dans la prochaine présidentielle. Avec une certaine ambiguïté de l'attitude des Français, qui sont favorables à l'Ukraine mais vont pour beaucoup voter pour le Rassemblement national. Il y a là quelque chose de contradictoire.

Est-ce si contradictoire ? L'échec des partis dits « mainstream » à apporter des réponses satisfaisantes sur la question de l'immigration, de l'islamisme et de la violence poussent les Français vers le RN. Mais, sur la question russe, ils s'en dissocient car il y a, chez les populistes, une incapacité à penser la menace poutinienne...

Vous avez raison : il y a une incapacité des partis populistes de droite et de gauche à comprendre la question russe. Il est vrai que la Russie a habilement laissé croire qu'elle était un rempart contre la désagrégation de nos sociétés. Or la menace russe teste notre capacité politique, militaire, culturelle de résistance à une entreprise très résolue de mise sous tutelle de l'Europe ! Il y a aussi une très grande difficulté des partis du bloc central à traiter la question démographique et l'immigration. Mais je crois que le manichéisme avec lequel le Rassemblement national aborde la question migratoire n'est pas sérieux, vu la complexité de cette question... Pouvons-nous nous passer totalement d'immigrés ? La réponse est non comme l'a montré la politique de Giorgia Meloni, une fois aux affaires.

On voit l'Europe mettre en avant le « droit international », mais souvent de manière déclarative, sans levier de puissance. C'est l'Europe mollusque ? Le droit international mérite d'être honoré et

défendu. Mais ce n'est pas le problème central. Il est bafoué partout. Le problème est d'avoir la force nécessaire pour défendre ce que nous sommes et contribuer au mieux à un ordre coopératif international. On n'est plus dans une question de droit. Jamais les intérêts de chacun n'ont été aussi dépendants des intérêts du monde. Nous sommes dans une internationalisation des défis et des solutions. Mais en même temps, la planète n'a jamais été aussi profondément fragmentée. C'est ce qui explique le repli national de nos concitoyens. Cette contradiction, nous ne pouvons la résoudre que par un effort de puissance. Or si vous regardez le budget de la France, vous voyez que le débat intérieur exclut que nous puissions tenir notre rôle internationalement. Le président fait ce qu'il peut

**C'est vraiment fini. La relation américaine ne sera plus jamais aussi automatique, complète et confiante »**

pour que la défense ne soit pas l'éternel sacrifié des arbitrages budgétaires, mais il est seul. La réalité budgétaire de notre pays, c'est que les enjeux internationaux, industriels, technologiques n'ont compté pour rien par rapport aux exigences de l'État-providence... Le Rassemblement national comme LFI, participent de cette indifférence. C'est le cœur du problème ! Nous, Français, sommes caricaturaux sur ce sujet mais personne n'est très vaillant à part peut-être les Polonais qui font un gros effort pour leur armée. On va voir ce que feront les Allemands qui ont plus d'argent car ils ont été « fourmis », quand nous étions « cigales ». Les Anglais sont aussi dans une situation très difficile. En Europe, l'effort de défense est à 2% du budget, alors que 34% des dépenses portent sur le système social. Il suffirait de passer de 2% à 4% ou 5%, et de diminuer de 3% les dépenses sociales pour faire face. C'est faisable et ce ne serait pas déshabiller l'État-providence. Mais ce type de transfert est considéré par une très grande partie des politiques et de nos concitoyens comme illégitime. C'est en cela que nous sommes des mollusques.

### Comment créer un levier de puissance ?

Concernant la construction d'un levier de puissance européen, j'ai une approche peu dogmatique. À la différence des militants européens, je n'ai jamais regretté l'échec de la Communauté européenne de défense (CED), car c'était une idée fautive. Il était parfaitement utopique de vouloir une défense intégrée associant les Français et les Allemands, sans avoir un État fédéral doté d'une autorité politique. Comme il n'y avait pas d'autorité politique européenne, ce sont les États-Unis qui s'en sont chargés. Le choix du réarmement allemand a été le bon. Il était inconsideré d'imaginer qu'on allait se battre pour les Allemands pendant qu'ils resteraient chez eux. On a donc opté pour un réarmement allemand encadré par les États-Unis. Aujourd'hui, je ne vois aucune volonté des États européens de s'orienter vers un État fédéral, en tout cas à court terme. Il faut donc que le réarmement se fasse entre États européens avec l'appui de l'UE. On a besoin de coordination. Il faut mener une montée en puissance rapide à 5% du PIB comme le font les Polonais et se mettre d'accord sur une planification opérationnelle. C'est possible. Le seul problème auquel on va se heurter, c'est le problème américain.



# au chevet d'un monde en plein bouleversement

intéressant d'être un territoire de paix. Pas naïvement. Il s'agit d'être un territoire destiné à rapprocher les points de vue. Nous pensons que rapprocher des parties en conflit en Normandie, donne une tonalité différente aux échanges», raconte le vice-président de la région François-Xavier Priollaud, qui est, avec le président, Hervé Morin, la cheville ouvrière de ce vaste projet. En 2018-2019, le forum a, par exemple, invité des Ukrainiens et des Russes (de Russie) à un dialogue à Caen, puis suscité, après le début de la guerre de 2021, des conversations entre Ukrainiens et représentants de l'opposition démocratique russe. Une forme de diplomatie informelle, à hauteur d'homme.

Mais réduire Normandie pour la paix à son forum annuel serait passer à côté de l'essentiel. Car le projet global, qui représente un budget de

1,5 million d'euros, n'a cessé de prendre de l'ampleur, se déclinant tout au long de l'année comme un axe majeur de la vie de la région. Programmes éducatifs, partenariats universitaires, initiatives internationales, contenus pédagogiques : la démarche se veut transversale. Elle mobilise à la fois le monde académique, les ONG, les institutions et, point central, le monde éducatif.

## Circulation des idées

Normandie pour la paix a ainsi développé, au fil des années, un véritable « kit pédagogique », organisant des parcours pour lycéens, des voyages d'étude, des contenus numériques, des webseries et des interventions dans les lycées normands. Une chaire universitaire dédiée a même été créée, en lien avec l'université de Caen, témoi-

gnant de l'ancrage académique du projet. L'objectif est clair : donner aux jeunes les outils pour comprendre un monde complexe, mais aussi les inciter à s'engager. À terme, l'ambition est même d'esquisser de nouveaux parcours professionnels autour des « métiers de la paix ». En liaison avec le Parlement européen, Normandie pour la paix a même développé un indice « Normandie », permettant de définir de manière pertinente les facteurs qui permettent de détecter les signaux faibles de futurs conflits.

Reste une question de fond : quel rôle peut jouer une région dans un domaine aussi régalié que les relations internationales ? La réponse de Normandie pour la paix est pragmatique. Il ne s'agit pas de faire de la diplomatie au sens classique, mais de contribuer, à une autre échelle, à la

circulation des idées, à la mise en relation des acteurs et à la diffusion d'une culture de paix et de compréhension du monde dans une logique de rayonnement territorial. François-Xavier Priollaud évoque l'exemple des contacts noués avec la Corée du Sud. La région s'appuie d'ailleurs sur un réseau international en expansion, qui compte aujourd'hui des dizaines de partenaires sur plusieurs continents. Il s'agit de décloisonner les générations. Et de décloisonner les disciplines, en faisant entrer la géopolitique à l'école plus concrètement, et vice versa. « La présence de jeunes nous force à réfléchir à d'autres approches, d'autres chemins vers la paix, même quand les choses paraissent sombres », note Priollaud. ■

Retrouvez le programme de l'événement sur : [www.normandiepourlapaix.fr](http://www.normandiepourlapaix.fr)

## gétaire sur

Ne faut-il pas aller, en accord avec les États-Unis, vers une européanisation de l'Otan, avec une prise de contrôle des commandements et une garantie américaine en back-up ?

Ce serait le développement logique. Et je pense que c'est ainsi que le président Biden concevait la relation : une Otan équilibrée et cimentée par des valeurs communes, avec une autonomisation croissante des plans. Mais l'Administration Trump veut garder je pense un contrôle complet. L'Otan, pour eux, n'a d'intérêt que s'ils en font un levier, comme on l'a vu dans la négociation des affaires commerciales en pleine guerre d'Ukraine. Trump ne veut pas l'autonomie des Européens et surtout pas une industrie de défense européenne. L'autre problème est que Macron est le seul à vraiment vouloir d'une défense européenne autonome. Staline avait inventé le socialisme dans un seul pays. Là c'est un peu l'Europe dans un seul pays : la France ! C'est l'une des raisons pour lesquelles Mme Kaja Kallas ne peut lever l'étendard de la révolte contre les États-Unis. La France pourrait prendre le leadership, car c'est une puissance dotée, avec une armée crédible. Mais nous sommes plombés par nos choix budgétaires. Quant à l'Allemagne de Merz, mon analyse est que la nouvelle identité allemande d'après-guerre, son insertion « heureuse », s'est formée dans un lien consubstantiel avec la construction européenne et la construction atlantique, comme l'a magnifiquement exprimé le chancelier Schmidt dans un discours qui passe pour son testament politique. L'Allemagne est « fille des États-Unis ». Voilà pourquoi la rupture, ou au moins le relâchement du lien transatlantique, a été vécue par Merz, comme quelque chose d'inimaginable et de très inquiétant. Je crois que cela conduit aussi à une dissociation de l'Allemagne de l'Europe, car le concept fondamental était précisément le lien entre construction atlantique et européenne. Comme l'a écrit Richard Holbrooke dans la revue *Foreign Affairs*, la présence américaine a été au cœur de l'unité européenne, pour la cimenter. Le retrait américain signifie donc pour les Allemands un repli sur eux-mêmes.

Mais Merz n'a-t-il pas exprimé un choix géopolitique plus ambitieux d'assurer le leadership de l'Europe face au danger russe ?

Je ne pense pas que les Allemands aient une aspiration à conduire les autres. Ils aspirent à la prospérité et à la sécurité. Je ne vois pas d'idée géopolitique plus large. Si vous pensez Bismarck, il n'a jamais voulu dominer l'Europe, cherchant plutôt à maintenir un équilibre, et à unifier l'Allemagne. Ce que veulent les Allemands, c'est défendre leurs intérêts. Ils ne vont jamais consentir à des efforts d'ambition partagée. L'idée de l'unité de l'Europe est une idée française, celle de l'Europe napoléonienne, voire hugolienne, nous peignant en leaders du monde. L'Allemagne reste une super Suisse.

Comment construire la défense de l'Europe, si les Américains venaient à nous lâcher brutalement ? La Sparte ukrainienne apparaît en partenaire évident pour l'Europe !

Le discours de l'île Longue du président est assez complet de ce point de vue. Il avait été préparé en amont avec pas mal de pays et sa proposition de dissuasion élargie me paraît assez astucieuse, combinée avec ce qu'on appelle l'épaulement conventionnel. Le grand problème est de savoir comment on organisera cet épaulement, si on met tout notre argent dans la dissuasion nucléaire.

Les Allemands semblent penser qu'ils s'en chargeront avec les Polonais.

Oui, mais ça n'est pas satisfaisant, car c'est sur l'épaulement conventionnel que se jouera le vrai rapport de force avec les Russes. Il faudrait que nous nous débrouillions pour mettre de l'argent au pot. On en revient à la difficulté budgétaire. Quant à l'Ukraine, pour nous, c'est l'ordalie, le jugement des dieux. L'aider est notre destinée manifeste. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR L. M.

## L'ombre de Donald Trump sur une planète en effervescence

C'est une chevauchée stupéfiante dans laquelle Trump s'est lancé depuis un an sur la scène du monde, tout aussi éfrénée et multiforme que celle qu'il a lancée sur la scène intérieure américaine ; se posant au départ en faiseur de paix multiterrain, pour finalement déclencher tambour battant une guerre moyen-orientale dont nul ne voit comment elle va finir.

Tandis que « ruades » et « galops » trumpiens se succèdent avec un succès plus qu'inégal du Venezuela à l'Iran, en passant par la médiation de Gaza, la création du Conseil de la paix trumpien, les tentatives de négociation sur le conflit d'Ukraine en Alaska avec Poutine, les menaces d'annexion manu militari du Groenland ou de sortie de l'Otan, tous tentent frénétiquement de déceler un fil conducteur à cette cavalcade, et d'en prédire des conséquences à plus long terme, deux tâches sans doute vouées à l'échec. « Car qui peut dire quelle logique est à l'œuvre entre l'oreille droite et l'oreille gauche de Trump », se demande la chercheuse israélienne Sarah Fainberg, mi-ironique, mi-inquiète. La multiplication des fronts, le rythme éfréné auquel le président enchaîne ses coups d'éclat, et la rhétorique bruyante et abrasive dont il accompagne ses initiatives pour désarçonner l'adversaire, brouiller les cartes ou simplement saturer l'espace médiatique, créent une incapacité à penser sereinement ce qui se passe, poussant les commentateurs à changer constamment de pied. C'est parfois tout à fait délibéré et destiné à entretenir le brouillard sur ses intentions, mais cela semble aussi souvent relever d'une forme de « radotage gratuit et incohérent ».

Trump apparaît en réalité plus que jamais comme un objet géopolitique non identifié, à la fois insaisissable, explosif et aléatoire, capable de débloquer des dossiers avec audace (au Venezuela) comme de donner malencontreusement à l'Iran (pour l'instant au moins) les clés du détroit d'Ormuz. « C'est une boule de démolition », note le géopoliticien Jean-Sylvester Mongrenier, parlant d'un affaïssement vertigineux de la puissance hégémonique stabilisatrice. « Ce qui me frappe le plus aujourd'hui, c'est le sentiment d'une hégémonie américaine mais sans responsabilité ! », note pour sa part Tara Varma, directrice du German Marshall Fund, qui donnera la réplique au directeur adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique, Bruno Tertrais, et à la spécialiste des États-Unis de l'Ifrî, Laurence Nardon, lors de la discussion sur « America First et ses conséquences » au Forum Normandie pour la paix, ce jeudi. Bruno Tertrais parle dans ses interventions d'un « mouvement brownien » défini par « l'ego » de Trump, « sa jouissance de la puissance », et les intérêts sonnants et trébuchants de son clan familial. Mais on aurait tort de penser qu'il n'y a dans son action aucune suite dans les idées.

Même si la Doctrine de sécurité nationale américaine publiée en novembre prônait un désengagement du Moyen-Orient, tout en signalant la nécessité de gérer l'adversaire iranien « militairement et idéologiquement », pour Trump, comme pour l'Amérique, régler les comptes avec l'Iran pour laver l'affront de la prise d'otages de 1979 est une vieille idée. Si tous les présidents américains se sont finalement fait happer par le Moyen-Orient après avoir promis de s'en éloigner, Trump est le seul à avoir osé lancer une opération contre le régime des mollahs malgré les risques immenses qu'il avait clairement sous-estimés. De ce point de vue, on voit un facteur Trump majeur et unique, mais inscrit dans une ornière américaine à répétition. Quand Trump débarque à la Maison-Blanche pour son deuxième mandat, tout le monde s'attend à une redite, en plus musclée, de la politique étrangère de sa première présidence, de la confrontation/compétition avec la

Chine au rejet des organisations internationales et des interventions armées longues et coûteuses. On espère aussi que l'utilisation de l'image de « gagnant » que sa victoire électorale éclatante confère au président américain sera utilisée pour imposer une paix à Poutine en Ukraine, à l'aide notamment d'une politique énergétique agressive, Trump ayant voué aux gémonies les « guerres longues et insensées ».

Mais dès les premiers jours de 2025, c'est la stupéfaction qui s'abat. Le ton est différent. Plus agressif. Plus arrogant. Plus révolutionnaire. Avec les attaques violentes contre Zelensky dans le Bureau ovale, puis les sorties intempestives de Trump sur Panama, sur le Canada comme 51<sup>e</sup> État américain et sur la nécessité d'annexer le Groenland, suivies d'une politique d'agressivité commerciale visant à faire des « tarifs » une arme économique et politique, on découvre une puissance impériale et mercantile rappelant le caractère décomplexé de l'Amérique au XIX<sup>e</sup> siècle. Les analystes se ruent pour relire la doctrine Monroe et scruter l'ère du président protectionniste McKinley, auquel Trump voue une vive admiration. On en déduit qu'il va se concentrer sur l'hémisphère occidental et accepter l'idée d'un monde dominé par les nouveaux empires, chinois et russe, dotés de leurs sphères d'influence. Les experts s'empressent de discourir sur le repli « territorial » de la puissance américaine sur son ancien pré carré.

**Loin de donner dans l'isolationnisme, et de se cantonner au commerce et à l'énergie, le président américain se mêle de tout, s'improvisant médiateur dans les conflits du monde** »

Mais c'est prématuré. Car si l'hémisphère occidental apparaît comme une priorité dont il faut éjecter Chinois et Russes, Trump s'est trouvé un nouveau rôle de « faiseur de paix ». Loin de donner dans l'isolationnisme, et de se cantonner au commerce et à l'énergie, il se mêle de tout, s'improvisant médiateur dans les conflits du monde, entre Azéris et Arméniens, Indiens et Pakistais, puis au Congo, en Thaïlande, et bien sûr entre Russes et Ukrainiens, allant jusqu'à recevoir Poutine en Alaska. Avant finalement de militariser son approche au Venezuela, et de s'engager en Iran.

Sans doute est-il impossible de comprendre ce kaléidoscope d'actions si l'on oublie que Trump a surgi sur la scène politique américaine comme un « insurgé », décidé à révolutionner l'Amérique, qu'il juge empêtrée dans une crise de la globalisation dont il tient les élites occidentales responsables. À l'impulsion révolutionnaire de son action sur l'immigration ou sa tentative de destruction de « l'État profond » américain, se superpose une vision de politique étrangère tout aussi disruptive, qui veut s'affranchir des anciens modes de pensée des élites de sécurité nationale. Bref, Trump veut renoncer au statut de chef du monde

libre et de pilier de l'ordre mondial qui était celui des États-Unis depuis 1945, délier la nation américaine du fardeau d'alliances qui, selon lui, ne lui profitent plus. Son idée est d'accoucher d'une nouvelle donne au bénéfice des intérêts américains et du camp trumpiste, à coups de deals et coups de canon. « Il veut réinitialiser le monde », mais « au risque d'une autodestruction », note Tara Varma, qui souligne « l'explosion des normes, des principes et même des intérêts américains » qui accompagnent cette approche révolutionnaire. « On est presque dans une hégémonie suicidaire », insiste-t-elle, notant que la sortie de l'Otan, tout en posant un lourd problème de sécurité à l'Europe, priverait les États-Unis de points d'appui vitaux pour leurs opérations en Iran, par exemple. Une désinvolture stratégique qui lui paraît mal coller avec le pragmatisme flexible dont Trump est capable. « J'avoue avoir du mal à comprendre la logique », dit-elle. Elle n'est pas la seule...

Pour nombre d'analystes, l'hyper activité de Donald Trump est une réponse à l'inquiétude que suscite le défi chinois qui grandit au Levant, tandis que les puissances du Ponant fatiguées sont en pleine remise en cause de leur raison d'être. Ces experts voient ainsi les opérations au Venezuela et en Iran sous l'angle d'une tentative géostratégique d'affaiblissement majeur de la Chine et même de la Russie (pour l'instant peu probante !). Mais derrière ces explications, les choix d'America First sont avant tout ceux de Trump, dont la personnalité et les obsessions colorent toute l'action extérieure américaine. « C'est ce que j'appelle les tendances lourdes (trend lines) par rapport aux gros titres (headlines) », dit Tara Varma. Ces tendances correspondent à ce que Trump répète depuis quarante ans : à savoir qu'il aurait fallu intervenir en Iran en 1979, que les Alliés profitent de l'Amérique qui se fait avoir, que la Russie de Poutine est un interlocuteur valable. Et enfin que lui, Trump, est si génial et si différent des autres présidents qu'il n'a nul besoin de s'adosser aux experts chevronnés pour prendre ses décisions. Bref, que son instinct vaut les conseillers les mieux informés.

La grande question est de savoir quelles conséquences émergeront de ce chaos international trumpien. Ce qui est frappant, note Bruno Tertrais, est que Trump « n'a pas passé les points de non-retour », ni sur l'Otan ni sur l'agression militaire d'un pays allié, même si ce n'est pas exclu. Il se pourrait même qu'il réussisse en Iran s'il persiste aux côtés d'Israël, ce qui changerait la face du monde et du Moyen-Orient et redonnerait de l'oxygène à Israël et aux Occidentaux face aux islamistes, note le champion d'échecs Garry Kasparov, qui suit pourtant avec effacement l'impréparation de l'Administration américaine à la guerre et note chez Donald Trump « une addiction au pouvoir croissante », qui n'augure selon lui rien de bon.

Que la guerre d'Iran devienne le cercueil de la présidence Trump est aussi une possibilité. « Personne ne sait exactement dans quel moment on est », conclut Tara Varma, notant que la manière dont les États réagiront aux ruades de Trump est un facteur que ce dernier ne pourra pas contrôler. Elle s'inquiète de voir le président s'obstiner dans l'aventurisme militaire, en cas de revers électoraux. Mais note que Trump, en « secouant le système », pourrait être en train d'accoucher d'un monde multipolaire où les acteurs agiraient de manière à la fois plus autonome et plus aléatoire. Ce sera un monde plus chaotique, dans lequel les Européens n'auront d'autre choix que de saisir l'opportunité de construire leur puissance, note l'ancien député Jean-Louis Bourlanges, qui appelle à saisir l'occasion du « test historique » ukrainien. « Aider l'Ukraine est notre destinée manifeste », dit-il. ■

L. M.

# « La société civile iranienne ne se mobilise pas massivement contre la guerre »

**STÉPHANIE ROZA  
ET AMIRPASHA TAVAKKOLI**

La philosophe et le politiste iranien publient « Lumières et anti-Lumières en Iran » (PUF), un essai qui décortique le rapport contrarié des Iraniens à la modernité et à l'Occident. Celui d'un peuple qui aspire à la liberté mais a souffert des ingérences étrangères avant que Donald Trump ne menace d'« anéantir » le pays.

➤ Lire aussi PAGES 8 ET 9

PROPOS RECUEILLIS PAR  
**Martin Bernier**

LE FIGARO. – Six semaines après le début de l'intervention américano-israélienne, les Iraniens croient-ils en un changement de régime imposé par l'extérieur et l'espèrent-ils encore ?  
AMIRPASHA TAVAKKOLI. – L'intervention étrangère est une question complexe en Iran, car le dernier Pahlavi avait aussi été imposé de l'extérieur en 1953. La grande différence aujourd'hui, c'est que la société civile iranienne ne se mobilise pas massivement contre la guerre. Quand les hauts dirigeants ont été visés par des bombes, les gens l'ont célébré. Mais il y a aussi une partie de l'opinion publique qui met l'accent sur le fait que le changement de régime ne peut pas venir par ce type d'intervention ; ils estiment que c'est au peuple iranien de faire tomber le régime. Parmi ceux qui condamnent la guerre, on retrouve l'idée que c'est précisément la République islamique qui a mené les Iraniens vers cette catastrophe. Je ne crois pas que le régime des mollahs se soit renforcé grâce à la guerre : idéologiquement, le régime est dépassé. Il est vrai que son appareil répressif est arrivé au sommet de son développement. Ils ont récemment commencé à recruter des enfants ; ils donnent des armes à des enfants de 12, 13 ans, qui sont complètement endoctrinés. Mais cela ne veut pas dire que le régime va rester en place.

L'Iran fut le premier pays de la région à connaître une révolution constitutionnelle, en 1906. Puis le premier à se transformer en théocratie, en 1979. Comment expliquer ce grand écart ?  
STÉPHANIE ROZA. – L'Iran est un exemple particulièrement intéressant de réception des idées de la modernité et des Lumières au Moyen-Orient. La révolution de 1906 était inspirée effectivement des idéaux de 1789. Un code civil a été promulgué, qui prenait pour modèle le code civil napoléonien. À cette époque, parmi les opposants à la monarchie qadjare, on observe une alliance entre l'aile libérale et le clergé, qui s'oppose au chah dans un premier temps avant de se détacher de la révolution, car il s'oppose aux progrès des droits civils et à l'amoindrissement du rôle de l'islam chiite dans la Constitution. Dès le début du XX<sup>e</sup> siècle, les forces en présence sont donc déjà en place : l'aile libérale d'où est issue la gauche, la monarchie, et le clergé chiite, qui entre en résistance contre cette modernité qui émerge.

Est-ce à partir de 1941 et de 1953, avec les interventions étrangères, que la modernité politique devient indissociable de l'interventionnisme étranger pour une partie des intellectuels iraniens ?  
S. R. – La difficulté des idéaux issus des Lumières et de la Révolution est que leur réception est contemporaine de l'arrivée de l'impérialisme occidental. Un certain nombre d'intellectuels au Moyen-Orient en ont conclu que les deux étaient inséparables ; que l'héritage des Lumières était un héritage impérialiste, que l'aliénation était inséparablement économique, politique et culturelle. La tendance à assimiler impérialisme et modernité s'est renforcée après le coup d'État contre Mossadegh en 1953. Car Mossadegh incarnait une voie vers la modernité iranienne indépendante des puissances impérialistes. Mais l'implication des Américains dans le coup d'État a définitivement convaincu une partie des intellectuels qu'il n'y avait rien à faire avec l'Occident.  
A. T. – Au début du XX<sup>e</sup> siècle, il y avait un très grand enthousiasme pour les valeurs progressistes venant d'Occident. Dès la deuxième moitié du

XIX<sup>e</sup> siècle, on se rend compte que quelque chose s'est passé en Occident et que l'Iran l'a manqué. La défaite de la Russie face au Japon est un très grand moment de questionnement : comment se fait-il que le Japon parvienne à battre la Russie là où l'Iran échoue ? C'est un grand moment de remise en question de ce que nous sommes. Mais avec la destitution de Reza Chah par l'alliance anglo-soviétique en 1941 et plus tard avec le coup d'État contre le gouvernement de Mossadegh, l'héritage des Lumières commence à être associé à l'impérialisme. Pourtant au début du XX<sup>e</sup> siècle, chez les partisans de la révolution constitutionnelle, cet héritage était surtout universel et humaniste.

En France, certains intellectuels comme Michel Foucault vont défendre l'idée qu'il existe un clivage anthropologique indépasseable entre Orient et Occident. Pourquoi était-ce une erreur selon vous ?  
S. R. – Cette idée d'un clivage anthropologique irréductible est aussi défendue par les mollahs. Ils défendent une identité iranienne figée, qu'ils ne puisent même pas dans le passé zoroastrien, mais réduisent arbitrairement à l'islam chiite. Le paradoxe est que l'idée d'un clivage anthropologique majeur se retrouve précisément dans la littérature antimoderne occidentale. En Orient comme en Occident, on a ces deux grands camps qui s'affrontent depuis la Révolution française : les universalistes et les culturalistes. En Iran, le camp antimoderne a fini par gagner. Et en Occident, des intellectuels comme Michel Foucault se sont retrouvés du côté des antimodernes en défendant la thèse culturaliste. Il s'opposait à des intellectuels universalistes comme Simone de Beauvoir qui, contrairement à ce qu'on entend parfois, n'a jamais soutenu Khomeyni. Au nom de son féminisme universaliste, elle a protesté dès 1979 contre le voile obligatoire. Ce clivage ne se situe donc pas entre les cultures, mais à l'intérieur de chaque culture.

A. T. – Nous avons voulu éviter toute essentialisation des peuples et des identités avec des considérations qui mettraient l'accent sur un bloc occidental et un bloc oriental. Rappelons que l'Iran n'est pas du tout un cas isolé : même que l'Afghanistan des années 1950 prenait modèle sur la Constitution de la V<sup>e</sup> République ! Dans le monde d'aujourd'hui, cela paraît surréaliste, mais ce sont des réalités qui ont existé au Moyen-Orient. Peu de temps après le printemps des peuples en 1848, les idéaux progressistes sont arrivés en Iran. Si on tombe dans une vision figée des peuples, on ne parvient pas à rendre compte de la complexité de la lutte politique en Iran. Foucault, très clairement, ne s'est pas rendu compte de la multiplicité des acteurs en jeu en 1979. Ce qui l'intéressait, sous le prisme de la spiritualité politique, c'était surtout le fanatisme religieux dans les mouvements politiques iraniens de la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle.  
S. R. – Foucault avait son propre agenda antimoderne. Il écrivait contre les Lumières, pour en finir avec ce qu'il considérait comme une dévotion à cet héritage. C'est dans cette perspective-là qu'il faut comprendre son enthousiasme pour la révolution islamique : c'était une manière de prouver à son public occidental que l'universalisme ne fonctionnait pas.

Une des thèses fortes de votre livre est que l'islamisme en général, et iranien en particulier, appartient à la même famille idéologique que le fascisme européen. Quels sont les éléments qui l'attestent ?  
S. R. – Les raisons qui président à la naissance du courant antimoderne occidental sont les mêmes que celles qui président à la naissance de l'islamisme. L'islamisme naît dans les années 1920, au moment où al-Banna fonde les Frères musulmans en réponse à la modernisation et à la sécularisation à l'œuvre dans le monde musulman. Atatürk vient de proclamer la fin du califat et le gouvernement égyptien a promulgué une Constitution apportant un certain nombre de progrès civils et politiques inspirés de l'héritage des Lumières. L'islamisme naît en réaction à cela, de la même manière que la tradition conservatrice européenne est née en réaction à la Révolution française.  
L'islamisme est une tradition qui, contrairement à la façon dont elle se présente, est nouvelle. Il n'est pas question de restaurer des pratiques et des institutions qui existaient avant l'arrivée de la modernité. Il s'agit de proposer une contre-modernité en puisant dans l'islam fantasmé, dans le califat omeyyade médiéval, et en s'inspirant par ailleurs des mouvements fascistes européens.

Al-Banna a calqué une partie de l'organisation des Frères musulmans sur ce qu'il voyait faire en Italie et en Allemagne à la même époque, avec un culte du chef, une organisation pyramidale, des organisations de jeunesse en uniforme, une forme de militantisme et de propagande moderne inspirés du fascisme. Et leur doctrine s'appuie sur un antisémitisme qui mêle l'antijudaïsme classique de l'islam et l'antisémitisme européen qui arrive dans les pays musulmans à partir des années 1920.

A. T. – L'antijudaïsme musulman existait depuis l'époque des Safavides, et l'Iran n'a pas été épargné par les pogroms. Mais le discours islamiste, dans son rejet des valeurs progressistes, a effectivement incorporé des éléments de l'antimodernité occidentale, y compris sa forme singulière d'antisémitisme. Le discours négationniste en Iran est par exemple un produit importé. Personne ne tenait de discours négationniste en Iran après la Seconde Guerre mondiale. Mais une littérature négationniste abondante se répand à partir de 1990. Ce discours est devenu un pilier idéologique du régime, car nier l'Holocauste permet de contester la légitimité historique de l'État d'Israël.  
Mein Kampf est traduit dès l'époque des Pahlavis, mais la première traduction intégrale, comprenant les passages sur le « rôle » des Juifs dans la corruption de l'humanité, n'est publiée en Iran qu'après la Révolution islamique. Dans certaines préfaces, écrites par des idéologues du régime, Hitler est présenté comme un « humaniste ».

Comment expliquer que la gauche iranienne se soit alliée à ces islamistes pour renverser le chah ? Et comment comprendre la « radicalisation antimoderne » des intellectuels iraniens jusqu'à la révolution de 1979 ?

S. R. – Cela paraît incroyable et en même temps pas si improbable quand on regarde ce qui se passe dans le champ politique français. En Iran, cela s'explique d'abord par la faiblesse structurelle de la gauche, qui a fait l'objet d'une répression constante de la part du chah à partir de la fin de la Seconde Guerre mondiale. Quand la révolution éclate en 1978, elle n'est donc pas en position de force. Cela est aussi lié au fait que le Parti communiste, le Tudeh, était aux ordres de Moscou depuis longtemps et qu'il s'est discrédité au moment de l'affaire Mossadegh en n'apparaissant pas comme un véritable défenseur de l'indépendance nationale.  
Par ailleurs, il n'y a jamais eu de critique radicale de la religion dans la gauche iranienne. Même les plus critiques des mollahs n'osent pas s'attaquer frontalement à la religion. Au contraire, les militants de gauche restent imprégnés de pratiques héritées de la religion chiite, notamment la séparation hommes-femmes et le culte du martyr, que l'on retrouve chez les guérilleros iraniens. Certains intellectuels sont allés jusqu'à prôner une synthèse entre les idéaux socialistes et le chiisme. Pour Ali Shariati, qui a théorisé le « chiisme rouge », tous les éléments du socialisme européen étaient déjà présents dans le chiisme. Il a donc servi de rabatteur philosophique pour toute une génération et a armé idéologiquement les Moudjahidins du peuple. Enfin, il y a eu une alliance stratégique entre les islamistes et la gauche contre leur ennemi commun, le chah. C'est cette conjonction de facteurs qui a conduit à la catastrophe que l'on sait et à ce suicide collectif.

A. T. – Cette alliance s'explique aussi par le clivage entre l'Iran rural et l'Iran urbain. La gauche a rencontré un certain enthousiasme dans la population éduquée et urbanisée. Mais le Parti communiste, depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle, a eu du mal à gagner les zones rurales. Dans les villages, au contraire, l'opposition religieuse des islamistes a beaucoup de sympathisants. La gauche a donc cru que cette alliance lui permettrait de pénétrer des endroits qu'elle ne parvenait pas à conquérir.

Comment expliquer la propension des Iraniens à se révolter depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle ? Croyez-vous qu'ils réussiront à venir à bout de la République islamique ?

A. T. – Cela fait plus de trente ans que la société iranienne est sans cesse en révolte contre la République islamique. Force est de constater que ce régime n'est pas réformable : même les présidents modérés n'ont pas réussi à changer quoi que ce soit à l'appareil d'État. On s'est toujours retrouvé ensuite avec des personnalités politiques encore plus dogmatiques que celles qui précédaient. Donc aujourd'hui la société iranienne ne peut que réclamer la fin du régime et une transition démocratique.  
S. R. – La tradition révolutionnaire en Iran s'explique aussi par le fait qu'il y a un profond sens de l'identité nationale. Depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les Iraniens se demandent ce qu'est l'Iran en tant que nation, par rapport aux impérialistes, à la religion et à la liberté politique. Au cours du XX<sup>e</sup> siècle, ils ont apporté des réponses différentes à cette question. Aujourd'hui, la réponse qu'ils donnent massivement, c'est qu'ils veulent un Iran démocratique. Ils ont montré à plusieurs reprises qu'ils étaient prêts à donner leur vie pour cela. Mais le problème est qu'ils n'ont pas d'armes. Les armées américaine et israélienne ont largué des bombes depuis le ciel, mais cela n'a pas armé le peuple. Or on ne mettra pas fin à la République islamique sans armes.  
A. T. – C'est impossible de renverser le régime à mains nues. Mais l'aspiration du peuple iranien à la liberté, à l'égalité et aux valeurs progressistes ne fait pas de doute. Les mosquées se sont vidées et le taux de participation aux élections présidentielles s'est effondré pour atteindre moins de 20 %. Cela montre à quel point ce régime est délégitimé. La sécularisation de l'Iran par le bas est la preuve que le pouvoir n'a pas réussi à faire ce qu'il souhaitait du peuple iranien. C'est aussi une singularité de l'Iran par rapport à d'autres peuples de la région : ici, l'islam politique a échoué. ■



■ LUMIÈRES  
ET ANTI-LUMIÈRES EN IRAN  
De Stéphanie Roza  
et Amirpasha Tavakkoli,  
PUF, 304 p., 23 €.



# TotalEnergies est toujours le « salaud utile »



CHRONIQUE  
Bertille Bayart

➤ Lire aussi PAGE 27

Les Français ont probablement mieux compris que beaucoup de politiques que, cette fois, l'État serait de peu de secours face à la flambée des prix à la pompe. Le quoi qu'il en coûte appartient au passé, parce que la France n'en a plus les moyens. Le gouvernement occupe le terrain, multiplie les réunions de concertation, souvent davantage destinées à écouter qu'à répondre, débloque au compte-goutte des mesures d'aides. Après plus de cinq semaines de guerre, ses membres font profil bas. C'est la jurisprudence Édouard Philippe (époque Covid) : mieux vaut dire qu'on ne sait pas. « Je ne sais pas vous dire comment évoluera ce conflit », reconnaissait ainsi mardi à l'Assemblée la porte-parole Maud Bregeon.

Ce n'est donc pas le gouvernement que les Français écoutent avec le plus d'attention. Les communiqués de TotalEnergies sont beaucoup plus attendus que les comptes rendus du Conseil des ministres. Et pour cause. Depuis début mars, le groupe plafonne ses prix. À 1,99 euro le litre d'essence ou de diesel pour ses clients gaz et électricité ; à 1,99 euro le litre d'essence et 2,09 euros celui de diesel, relevé à 2,25 euros à partir de ce mercredi, pour les autres. Pour l'automobiliste, cette politique ne vaut pas une bonne ristourne gouvernementale de 30 centimes comme en 2023, ni une franche baisse de taxes comme en Italie ou en Espagne depuis quelques semaines, mais elle constitue un bouclier, privé, qui protège à la fois les consommateurs et le gouvernement. C'est l'exact contraire de ce qui se passe en Italie où c'est l'État qui paie l'essence - avec une baisse de taxes - et pas la compagnie nationale, l'ENI, pourtant à 30 % publique.

TotalEnergies avance avec prudence. Ses annonces successives de plafonds valables à chaque fois pour quelques jours ou pour quelques semaines le prouvent. Comment s'engager sur un prix que l'évolution du conflit au Moyen-Orient peut faire exploser en quelques heures ? « Ces conditions sont susceptibles d'évoluer », précise la publicité matraquée sur les ondes radio ces derniers jours.

La compagnie peut y mettre un terme à tout moment en cas de « circonstances exceptionnelles impliquant une hausse significative des prix des carburants », indiquent les conditions générales de vente adressées à ses clients.

Avec ses nouveaux tarifs annoncés pour le mois d'avril, le groupe cale ses plafonds sur la moyenne du marché. Ces deux dernières semaines, la politique commerciale de TotalEnergies a franchement décalé les prix de ses stations par rapport à la concurrence, en particulier sur le gazole dont le prix sur autoroute approche parfois les 3 euros.

**Le gouvernement ne se fait aucune illusion : il devra à un moment ou à un autre ouvrir la boîte de Pandore de la taxe**

L'afflux de clients a créé l'inévitable : des ruptures d'approvisionnement, qui ont atteint jusqu'à un quart des stations lundi. Il ne fallait pas être grand clerc pour prévoir un tel résultat en annonçant une échéance pour le plafond à l'issue d'un week-end prolongé, ce qui ajoutait à la consommation des grands départs celle des pleins de précaution. Peut-être serait-il judicieux de mieux anticiper la prochaine, fin avril, à la veille du week-end du 1<sup>er</sup> mai...

Le problème, alors que l'approvisionnement de la France n'est pas menacé, c'est que cette situation a créé une ambiance de pénurie. Le Rassemblement national s'en délecte ; c'est, a dit Sébastien Chenu à l'Assemblée nationale, un des « sept mensonges du gouvernement » dans cette crise. Autre difficulté : les stations à sec de TotalEnergies risquent d'aspirer le plus gros des stocks stratégiques de carburant libérés ; cela fait mauvais genre. Enfin, la vision des stations-service TotalEnergies cernées de rubalises vient contredire le message essentiel : la contribution de la compagnie française à la sécurité d'approvisionnement du pays.

Un argument dont il faut encore convaincre une grande partie de la classe politique. Lors des questions au gouvernement mardi, l'entreprise a été autant sinon plus attaquée que l'exécutif. L'information selon laquelle TotalEnergies s'est porté acquéreur de la cargaison d'environ 70 tankers début mars n'est envisagée que sous l'angle des profits réalisés par ce bon coup de trading ; jamais sous l'angle de la sécurisation de la ressource. Et pourtant. Si cette crise énergétique dure, elle promet une bataille pour les hydrocarbures aussi dure que celle pour les masques pendant la pandémie du Covid, quand les agents de l'État allaient sur les tankers s'assurer que les cargaisons commandées n'étaient pas détournées vers d'autres clients. Cela a déjà commencé, avec des tankers de carburant et des méthaniers remplis de gaz naturel liquéfié qui se détournent vers l'Asie, où l'on manque déjà d'hydrocarbures et où on est déjà prêt à les payer encore plus cher. Avec une major nationale, la France est l'un des rares pays purement importateurs à pouvoir s'assurer son approvisionnement autrement que par le seul argument du carnet de chèques.

« TotalEnergies fait la loi dans le pays, s'est emportée l'écologiste Marie Pochon. Il est là l'enjeu de souveraineté nationale. » Comme d'autres députés, elle réclame la taxation des superprofits. Ceux de « la France qui se gave », dit l'Insoumis Damien Maudet. Le gouvernement ne se fait aucune illusion : il devra à un moment ou à un autre ouvrir la boîte de Pandore de la taxe. D'autant que plusieurs gouvernements européens, dont l'Allemagne et l'Italie, réclament à la Commission une mesure de cette nature. Le sujet est à l'instruction en France, « à la demande du premier ministre », a précisé Maud Bregeon. Il n'y a pas davantage d'illusion à avoir sur le résultat. Dans le pétrole, les profits se font dans les pays de production. La taxe ad hoc adoptée en 2023 n'avait rapporté que 69 millions d'euros, et celle sur les énergéticiens avait été payée, pour l'essentiel, par EDF... Nous l'écrivions à l'époque, TotalEnergies est le « salaud utile » de la crise : il prend les coups et gagne des sous. C'est un métier. ■

# Pour une droite de nouveau au service des Français

Je suis chiraquien de cœur et RPR de raison. Gaulliste dans l'âme, héritier d'une certaine idée de la France. Aujourd'hui, le temps dont je dispose me permet de lire, de réfléchir, de dialoguer ; bref, de prendre du recul sans jamais renoncer à l'essentiel. Après la carrière sportive qui m'a amené au titre olympique dont c'est le cinquantenaire cette année, mon parcours de vie a été marqué par des figures qui ont façonné ma vision de l'engagement public : Charles de Gaulle, Georges Pompidou, que j'ai eu la chance de rencontrer, Jacques Chirac, Alain Peyrefitte, Philippe Seguin, Philippe de Villiers, Pierre Mazeaud, François Fillon ou encore François Baroin, Michèle Alliot-Marie et tant d'autres, hommes et femmes, auprès desquels j'ai mené de belles campagnes politiques. Tous m'ont permis de me forger une certaine idée de la droite. Cette droite qui croit au peuple sans le flatter, à l'autorité et à la souveraineté de l'État, à la liberté, à la nation, et qui n'a pas honte d'elle-même. Une droite attachée à la souveraineté, à la dignité de la fonction publique, au respect de la parole donnée, celle qui assume l'exercice du pouvoir sans jamais renoncer à ses principes.

Au vu des municipales et de la période qui a suivi, le constat qui s'impose est celui d'une France fracturée. Une partie des élites politiques est désormais déconnectée du pays réel, qui ne se reconnaît plus dans ces discours. LFI s'enracine, et tire toute la gauche vers la radicalité. Ce bloc, lorsqu'il s'unit, est redoutable et dévastateur, même si, fort heureusement, les électeurs l'ont parfois sanctionné. Une droite locale existe encore, et certaines belles conquêtes l'ont prouvé, mais malheureusement ces nouveaux conquérants ont trop souvent revendiqué comme étiquette le fameux « divers droite » à défaut de toute autre. Pourtant, une droite claire, assumée, décomplexée, peut gagner.

L'union des droites n'est pas une incantation, elle n'a de sens que lorsqu'une convergence existe et que le peuple l'approuve. Arrêtons de traiter l'évidence comme une faute, le sectarisme a déjà assez coûté à notre camp. Paris est, à ce titre, l'exemple de ce qu'il ne faut plus faire. La droite y enregistre un recul du nombre d'élus, résultat de

trop d'hésitations et de concessions faites à Pierre-Yves Bournazel, candidat d'un macronisme « à bout de souffle » qui ne sait jamais ce qu'il veut. « Avec des amis comme cela, nul besoin d'ennemis. » Cela va sans dire pour la présidentielle s'agissant de son chef, Édouard Philippe, qu'à titre personnel je classerais plutôt au centre gauche, choix que je respecte mais que je réprouve. À l'inverse, je salue la position courageuse de Sarah Knafo, qui s'est révélée tout au long de cette campagne et nous a montré son sens des responsabilités. La question maintenant vaut pour elle comme pour tous ceux qui, à droite, accumulent les jolis scores sans construire de projet commun.

**Georges Pompidou ou Philippe Seguin, que j'ai tant admiré, voulaient une droite enracinée, lucide, capable de parler au pays réel sans céder ni à la démagogie ni à la lâcheté**

La droite a des talents, beaucoup, mais ce n'est pas dans des combines de notables qu'elle trouvera le chef qui lui manque. L'une des rares bonnes nouvelles de cette période post-électorale, pour la droite que j'appelle de mes vœux, vient de l'émancipation de David Lisnard, maire brillamment réélu avec 81 % des suffrages. David Lisnard a un projet fort et l'étoffe d'un chef. Depuis douze ans à la tête de Cannes et président de l'Association des maires de France, il a bâti sa légitimité dans l'action, non par des coups médiatiques, des envolées verbales floues ou des arrangements d'appareil. Il a un cap, et sait ce qu'est une décision et ce qu'est l'autorité lorsqu'elle s'exerce au service d'une liberté concrète, d'un ordre juste et d'une gestion sérieuse.

David Lisnard a surtout une qualité devenue rare : il peut unir la droite sans la défigurer. Il comprend le besoin d'ordre sans sombrer dans l'agitation. Il ne cherche ni à flatter ni à effrayer, il cherche à gouverner. Georges Pompidou ou

Philippe Seguin, que j'ai tant admiré, voulaient une droite enracinée, lucide, capable de parler au pays réel sans céder ni à la démagogie ni à la lâcheté. Dans le paysage actuel, David Lisnard est celui qui incarne cette ligne. À droite, certains croient encore que la victoire est possible avec des barrières d'étiquettes, des querelles d'appareil et des pudeurs tactiques. Ils se trompent. Face à une gauche qui, malgré ses défaites, reste capable de se rassembler sous pression, face à un bloc central sans colonne vertébrale, face à une France qui penche à droite mais doute de ses représentants, il faut autre chose qu'un gestionnaire de parti. Il faut une incarnation non compromise avec le macronisme, ou ce qu'il en reste.

Quand on veut s'adresser au peuple, il faut parler son langage. Si la droite veut cesser de perdre, par timidité, ce qu'elle pourrait gagner par courage, si elle veut parler à nouveau au peuple français et non à ses seules élites, alors elle doit se donner un homme d'expérience, de caractère et de rassemblement ! Cela ne m'a pas toujours rendu service, mais dire ce que je pense n'a jamais été pour moi un calcul, c'est une exigence. Je sais les critiques qui ne manqueront pas de pleuvoir à la lecture de ces lignes assumées. Elles viendront toutes de celles et ceux qui s'imaginent détenir la vérité exclusive, ces dépositaires autoproclamés du récit national. Ces fans du Guépard pour lesquels il faut que tout change pour que rien ne change. Ne sont-ils pas les premiers responsables de la situation qui est la nôtre aujourd'hui ?

Jacques Chirac, alors que nous évoquions les partis gaullistes successifs, m'a dit un jour : « Tu sais, Guy, les premiers militants du RPF venaient en grande partie de la Résistance. Ce que ces femmes et ces hommes avaient vécu a ancré chez eux des convictions solides et donné foi en la nation. Cela doit rester un exemple pour nous. » Aujourd'hui, je fais ce choix de résistance en rejoignant David Lisnard. Ce choix s'impose comme une évidence. Il est temps d'en prendre conscience. ■

\* Ancien champion olympique d'athlétisme et ancien ministre de la Jeunesse et des Sports, Guy Drut est aujourd'hui membre du Comité international olympique.



GUY DRUT

Face à une gauche radicalisée par LFI, la droite doit s'unir, et le maire de Cannes, David Lisnard, homme d'expérience et de caractère, peut incarner ce rassemblement, plaide l'ancien ministre et ancien champion olympique\*.

## LE FIGARO

Dassault Médias  
(actionnaire à plus de 95%)  
23-25, rue de Provence  
75009 Paris  
Président-directeur général  
Eric Trappier  
Administrateurs  
Thierry Dassault,  
Olivier Costa de Beauregard,  
Benoit Habert,  
Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS  
(société éditrice)  
23-25, rue de Provence  
75009 Paris  
Président  
Eric Trappier  
Directeur général,  
directeur de la publication  
Marc Feuillée

Directeur des rédactions  
Alexis Brézet  
Directeur délégué de la rédaction  
Vincent Trémolet de Villers  
Directeurs adjoints de la rédaction  
Gaëtan de Capelle (Économie),  
Laurence de Charette  
(pôle audiovisuel), Anne-Sophie  
von Claer (Style, Art de vivre, F),  
Philippe Gélle (International),

Anne Huet-Wuilleme (Édition,  
Photo, Révision, DA),  
Jacques-Olivier Martin (directeur  
de la rédaction du Figaro.fr),  
Étienne de Montety (Figaro  
Littéraire), Yves Thérard  
(Enquêtes, Opérations spéciales,  
Sports, Sciences, Culture,  
Télévision).

Rédacteur en chef  
Frédéric Picard (Web)  
Directeur du pôle news  
Bertrand Glé  
Éditeurs  
Robert Mergui  
Anne Pican

FIGAROMEDIAS  
23-25, rue de Provence, 75009 Paris  
Tél. : 01 56 52 20 00  
Fax : 01 56 52 23 07

Président-directeur général  
Aurore Domont  
Direction, administration, rédaction  
23-25, rue de Provence  
75009 Paris  
Tél. : 01 57 08 50 00  
direction.redaction@lefigaro.fr

Impression L'Imprimerie, 79, rue de Roissy  
93290 Tremblay-en-France  
Midi Print, 30600 Gallargues-le-Montueux  
ISSN 0182-5852

Commission paritaire n° 0426 C 83022  
Pour vous abonner Lundi au vendredi de 7h 30 à 18h ;  
sam. de 8h à 13h au 01 70 37 31 70 ou a.abo@client.lefigaro.fr  
Gérez votre abonnement sur www.lefigaro.fr/client  
Formules d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine  
Club Prestige : 599 €. Club : 439 €. Semaine : 385 €. Week-end Prestige : 464 €. Week-end : 329 €.

Imprimé sur papier issu de forêts gérées durablement.  
Origine du papier : Allemagne. Taux de fibres recyclées : 100%.  
Ce journal est imprimé sur un papier LPM porteur de l'écocollable européen  
sous le numéro FI/011/001. Eutrophisation : Ptot 0,002 kg/tonne de papier.



Le journal se compose de :  
Édition nationale  
1<sup>er</sup> cahier 24 pages  
Cahier 2 Économie  
8 pages  
Cahier 3 Le Figaro  
et vous 8 pages



**PRODUIRE  
L'ÉLECTRICITÉ  
DONT LA FRANCE  
A BESOIN**

Produire plus d'électricité  
made in France\*, pour importer  
moins d'énergies fossiles\*\*.  
Bâtir une nouvelle génération  
de nucléaire.  
Produire, depuis 80 ans.

RCS PARIS 552 081 317

\* produite en France.

\*\* GIEC, 2023 : Rapport de synthèse sur le changement climatique. L'électricité d'EDF est à 99% sans émissions de CO<sub>2</sub> en France. Émissions directes, hors analyse du cycle de vie des moyens de production et des combustibles - Périmètre EDF SA, 2024. [edf.fr/climat](https://www.edf.fr/climat)

L'énergie est notre avenir, économisons-la !





# PRODUIRE L'ÉLECTRICITÉ DONT LA FRANCE A BESOIN

Produire en France  
et pour toute la France\*  
une électricité parmi  
les moins chères d'Europe\*\*.  
Produire pour tous, tous les jours.  
Produire, depuis 80 ans.

RCS PARIS 552 081 317

\* Périmètre EDF SA.  
\*\* Source : Rapport sur le prix de l'électricité en France et dans l'Union européenne en 2022  
du Ministère de la Transition écologique.

L'énergie est notre avenir, économisons-la !





**PRODUIRE  
L'ÉLECTRICITÉ  
DONT LA FRANCE  
A BESOIN**

Produire plus d'électricité très légère  
en CO<sub>2</sub>\* grâce à l'hydraulique,  
première des énergies renouvelables  
Produire, depuis 80 ans.

RCS PARIS 552 081 317

\* GIEC, 2023 : Rapport de synthèse sur le changement climatique. L'électricité d'EDF est à 99% sans émissions de CO<sub>2</sub> en France.  
Émissions directes, hors analyse du cycle de vie des moyens de production et des combustibles - Périmètre EDF SA, 2024. [edf.fr/climat](https://www.edf.fr/climat)  
\* Source : Bilan RTE 2024. [edf.fr/hydraulique](https://www.edf.fr/hydraulique)

L'énergie est notre avenir, économisons-la !



# LE FIGARO économie



**DÉFENSE**  
200 MILLIARDS DE DOLLARS DE PLUS POUR LA GUERRE D'IRAN : LE « QUOI QU'IL EN COÛTE » DE TRUMP PAGE 29

**LE GRAND TÉMOIN**  
« POUR LES ÉTATS-UNIS D'AUJOURD'HUI, TOUT SEMBLE PERMIS » PAGE 31

Frédéric Nouel, associé senior du cabinet d'avocats Gide.



## Les projets fous de data centers dans l'espace

Jeff Bezos, Elon Musk ou Google veulent exploiter l'énergie quasi illimitée du Soleil. Si la faisabilité semble acquise, le modèle économique reste incertain. PAGE 26

## > FOCUS FRAUDE : 17,1 MILLIARDS D'EUROS RÉCLAMÉS PAR LE FISC EN 2025

Quelque 17,1 milliards d'euros de droits et pénalités ont été réclamés en 2025 à des particuliers ou à des entreprises à la suite d'un contrôle fiscal, a indiqué Bercy, mardi. L'administration fiscale bat ainsi son dernier record : les montants mis en recouvrement avaient atteint 16,7 milliards en 2024. En réalité, cette performance augmente chaque année depuis 2021. « Les montants notifiés liés à la fraude fiscale continuent de progresser, tout particulièrement en matière de fiscalité patrimoniale », s'est réjoui le ministre des Comptes publics, David Amiel. « Mais au-delà de la sanction, la réponse publique la plus efficace reste celle qui rend la fraude impossible. C'est dans cet esprit que nous modernisons en profondeur nos outils et nos méthodes de contrôle », a-t-il ajouté. Selon le ministre, « plus de 57% des contrôles concernant les professionnels et plus de 63% de ceux visant les particuliers » sont désormais orientés grâce à l'intelligence artificielle. L'année dernière, ce « data mining » a permis de recouvrer 2,8 milliards d'euros. Dans le détail, les montants réclamés à la suite de contrôles fiscaux externes (réalisés sur place) ont atteint 9,8 milliards d'euros et ceux liés à des contrôles fiscaux sur pièces 7,3 milliards. Quant aux montants encaissés dans le cadre du contrôle fiscal en 2025, ils ont atteint 11,4 milliards d'euros, en baisse de 0,6% sur un an. Par ailleurs, les députés examinaient en première lecture ce mardi le projet de loi de lutte contre les fraudes sociales et fiscales qui pourrait rapporter jusqu'à 1,5 milliard d'euros aux caisses de l'État, selon le gouvernement.

J.R.P.

## Le Printemps annonce la suppression de 229 postes

Les temps sont durs pour les grands magasins, autrefois locomotives commerciales des centres-villes. La direction du Printemps a annoncé aux représentants du personnel, mardi, la suppression de 229 postes sur 3 000. Ce plan social (PSE) d'envergure vise à réorganiser les points de vente ainsi que le siège et prévoit la fermeture du magasin situé à Rennes. Il sera né-

gocié pendant trois mois. Sa finalisation est prévue à la fin de l'année. « Depuis plusieurs années, le Printemps évolue sur un secteur confronté à un ralentissement durable des ventes des biens de consommation, lié aux incertitudes économiques et à la baisse du pouvoir d'achat des ménages », explique la direction du groupe fondé en 1865. Et de pointer du doigt l'essor

d'acteurs de la mode éphémère et ultra-éphémère comme Shein ainsi que des plateformes de seconde main dont Vinted, qui créent une nouvelle concurrence. En 2020, en pleine pandémie de Covid, le groupe avait déjà décidé de fermer trois magasins (Strasbourg, Metz et Paris 13<sup>e</sup> arrondissement), resserrant son réseau autour de vingt points de ventes en

France (dont trois affiliés), à Doha et à New York. Avec ce plan, le Printemps souhaite recentrer son activité sur l'expérience client sans pour autant remettre en cause son positionnement, avec une offre qui reste accessible. Parallèlement à la suppression des 229 postes, il propose d'en créer 91 et d'en modifier 17.

MANON MALHÈRE

### le PLUS du FIGARO ÉCO

#### ÉNERGIE

Le nucléaire, vecteur de réindustrialisation

PAGE 30

#### LA SÉANCE

DU MARDI 07 AVRIL 2026

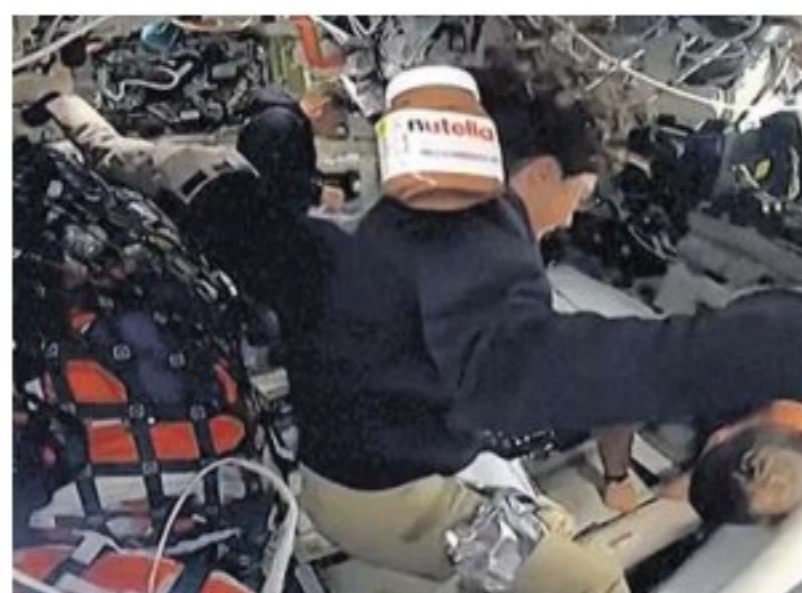
<b>CAC 40</b>	7908,74	-0,67%
<b>DOW JONES</b>	46442,86	-0,49%
<b>ONCE D'OR</b>	4090,00	(4370,00)
<b>PÉTROLE (Brent)</b>	110,630	(109,000)
<b>EUROSTOXX 50</b>	5610,76	-1,44%
<b>FOOTSIE</b>	10352,49	-0,80%
<b>NASDAQ</b>	24025,66	-0,69%
<b>NIKKEI</b>	53429,56	+0,03%

### L'HISTOIRE

## Quand un pot de Nutella apparaît en plein direct de la mission Artemis 2

Un coup de pub... cosmique. Lors de la retransmission en direct, lundi, de la mission spatiale Artemis 2, diffusée par la Nasa, un pot de Nutella a été vu flottant en apesanteur à bord de la capsule Orion. La séquence insolite a pu bénéficier d'une audience massive : entre 700 000 et 1 million de spectateurs ont été enregistrés en simultané sur NASA TV et YouTube durant ce live stream, auxquels s'ajoutent plus de 10 millions de vues cumulées. Quant à l'extrait montrant le pot de Nutella flottant, il a été relayé sur X, Instagram, TikTok et YouTube, atteignant plusieurs dizaines de millions de vues en quelques heures. Nutella a sauté sur l'occasion, partageant la séquence sur X avec le commentaire : « Honoré d'avoir voyagé plus loin que n'importe quelle pâte à tartiner

dans l'histoire. Emmenons la propagation de sourires à de nouvelles hauteurs. » Le géant italien de l'agroalimentaire Ferrero, propriétaire de la marque, affirme qu'il ne s'agissait en aucun cas d'« une publicité ou d'un placement de produit ». La Nasa l'avait déjà précisé au média en ligne Futurism, expliquant que l'agence spatiale américaine « ne choisit pas les repas ou la nourriture de son équipage en lien avec des partenariats avec des marques ». « La perception visuelle "parfaitement cadrée" est due au hasard et à la dynamique des objets flottants en impesanteur »,



explique Ferrero. Si aucune hausse du cours de l'action ou des ventes de Nutella n'a été observée à ce stade, l'événement constitue néanmoins une exposition médiatique exceptionnelle pour la marque. ■

CHLOÉ COSTECALDE

## Le retour des primes à l'achat soutient le marché automobile allemand

Le marché automobile allemand s'est redressé en mars, soutenu par la forte croissance du secteur électrique. Environ 294 000 voitures ont été immatriculées outre-Rhin le mois dernier, soit une hausse de 16% par rapport à mars 2025, selon l'Agence fédérale de l'automobile (KBA). Les ventes de voitures électriques ont fortement augmenté (+66,2%), portant leur part de marché à près d'un quart des véhicules (24%). Selon le cabinet EY, ce bond s'explique en partie par la nouvelle prime à l'achat de voitures électriques et hybrides allant jusqu'à 6 000 euros, rétablie en début d'année par le gouvernement allemand. À l'inverse, les motorisations essence (-4,9%) et diesel (-0,6%) ont reculé, bien que leur part de marché commune s'élève encore à 35,6%. Mais cette croissance ne doit pas faire oublier que « le niveau des ventes en Allemagne reste faible par rapport à 2019, l'an-

née d'avant-crise », selon le cabinet EY. En mars, la marque Volkswagen est restée leader avec 17,9% de part de marché. D'autres marques allemandes ont gagné du terrain, comme Smart, qui affiche la plus forte progression (+189,6%), Opel (+43%), Mini (+42,3%). Dans le segment du luxe en déclin, Porsche a subi une baisse d'environ 12% de ses immatriculations. À l'international, les constructeurs chinois, comme BYD (+327,1%) et Xpeng (+211,9%), ont poursuivi leur percée sur le marché, renforçant la pression qu'ils exercent sur les groupes européens en crise, malgré des volumes encore faibles. Tesla a également affiché une croissance à trois chiffres (+315,1%). La guerre au Moyen-Orient et la hausse des prix des carburants devraient toutefois conduire les entreprises comme les particuliers à rester prudents cette année, estime Constantin Gall, analyste chez EY.

V.C.

Lucas Mediavilla

**Elon Musk, Jeff Bezos ou Google veulent exploiter l'énergie quasi illimitée du Soleil. Si la faisabilité semble là, le modèle économique reste incertain.**

L' image n'a pas fait le tour du monde, comme le Tesla Roadster envoyé en orbite par Elon Musk autour de la Terre en 2018, ou les images transmises par les astronautes d'Artemis 2 lors de leur survol lunaire ce week-end de Pâques. Elle n'en relevait pas moins d'un moment historique, à en croire certains observateurs de l'industrie. En novembre dernier, la start-up Starcloud, créée aux États-Unis deux ans plus tôt et employant à ce jour 15 personnes, envoyait son premier satellite dans l'espace à partir d'une fusée Falcon 9 de SpaceX.

À bord de l'engin de 60 kg, une charge un peu particulière : une puce H100, l'une des plus puissantes développées par Nvidia. Présenté par Starcloud comme le premier déploiement en orbite d'un centre de données dans l'espace, l'envoi de cet ordinateur miniaturisé a offert suffisamment de puissance de calcul informatique pour faire fonctionner un des sous modèles de langage de Gemini (Gemma), du géant américain Google. À une requête transmise depuis la Terre lui demandant sa réaction comme première IA déployée dans l'espace, Gemma a répondu, non sans esprit : « Salutations, Terriens ! Ou, comme je préfère vous appeler, fascinante mosaïque de bleu et de vert. »

La start-up ne compte pas s'arrêter là. Dès octobre, elle compte lancer sa deuxième mission, Starcloud 2. Avec cette fois-ci un satellite de 450 kg, alimenté par des panneaux solaires et qui embarquera une poignée de GPU Nvidia. De quoi proposer de la puissance de calcul pour des acteurs du cloud comme AWS et Google. L'ambition finale est plus forte encore. Fort d'une levée de 170 millions de dollars bouclée il y a une semaine tout juste, Starcloud veut exploiter à terme une constellation de 88000 satellites dans l'espace, connectés les uns avec les autres et proposant des services comme ceux que fournissent AWS, Google Cloud et Microsoft Azure sur la terre ferme. Plus loin encore dans le futur, la jeune pousse veut bâtir une véritable infrastructure géante en orbite terrestre d'une puissance de 5 GW. Des conteneurs truffés de puces informatiques seraient reliés les uns aux autres et alimentés par des panneaux solaires couvrant une superficie de 16 kilomètres carrés.

**« Dans les prochaines années, nous serons capables de baisser le coût des centres de données depuis l'espace en dessous de ceux développés sur Terre »**

Jeff Bezos

Fondateur de Blue Origins

Une question posée à ChatGPT, le pilotage d'une voiture autonome, la touche d'une photo ou la traduction d'une visioconférence... Toutes ces tâches nécessitant l'IA et aujourd'hui traitées dans des centres de données sur Terre, pourraient-elles un jour être réalisées en orbite, à 1000 kilomètres au-dessus de nous ? Déplacer les opérations de calculs informatiques dans l'espace n'est pas une idée nouvelle. On la trouve sous la plume de futurologues dans les années 1960 ou encore comme l'un des axes de réflexion de la Strategic Defense Initiative, sous la présidence Reagan. Ce projet visant à créer une protection contre les missiles balistiques en pleine période de prolifération nucléaire faisait du calcul orbital un moyen efficace pour repérer et neutraliser la menace venue du ciel.

Un peu moins de cinquante ans plus tard, les industriels comme Starcloud y voient surtout un moyen de répondre à la demande exponentielle induite par l'IA. « Tout ce que l'on peut faire dans un



Selon la start-up Starcloud, les centres de données lancés en orbite pourraient bénéficier du froid spatial pour leur refroidissement.

## Les projets de centres de données dans l'espace sont-ils si fous ?

centre de données terrestre, je m'attends à ce qu'on puisse le faire dans l'espace», expliquait récemment Philip Johnston, cofondateur et patron de Starcloud, dans une interview pour CNBC. « Et la raison pour laquelle on le ferait tient uniquement aux contraintes énergétiques auxquelles nous sommes confrontés sur Terre. »

Du côté d'Austin, au Texas, Elon Musk a martelé le même message lors du lancement de son projet de méga usine de puces IA Terafab le mois dernier. L'entrepreneur estime lui aussi que les ressources électriques fournies sur Terre et l'accès au foncier pour construire ces monstres de bétons que sont les centres de données sont incompatibles avec la trajectoire exponentielle de l'IA. Notamment lorsqu'elle passera le cap du déploiement des véhicules autonomes et de la robotique humanoïde.

« L'énergie solaire spatiale coûte moins cher que l'énergie solaire terrestre. Dès que le coût de la mise en orbite baissera suffisamment, il deviendra tout à fait logique de mettre l'IA dans l'espace », estime Elon Musk. Le 23 mars, il a ainsi dévoilé un prototype de satellite, l'AI Mini Sat dont l'amplitude pourrait atteindre 170 mètres une fois ses ailes photovoltaïques déployées. Il embarquerait jusqu'à 100 kilowatts de puissance de calcul (une cinquantaine de GPU Nvidia). Toujours prolixes lorsqu'il s'agit de fixer à ses équipes des objectifs ambitieux, Musk estime pouvoir envoyer un million de ces satellites dans l'espace, y compris en les assemblant et les catapultant de façon électromagnétique depuis une usine qu'il construira sur la Lune.

Un projet fou auquel souscrit le fondateur milliardaire de Blue Origins, Jeff Bezos. « Dans les prochaines décennies, nous serons capables de baisser le coût des centres de données depuis l'espace en dessous de ceux développés sur Terre », a récemment déclaré le fondateur d'Amazon. La société aérospatiale, comme Musk ou Starcloud, a déposé une autorisation devant le gendarme américain des télécoms (FCC) pour envoyer jusqu'à 51600 satellites centres de données au titre de son projet « Sunrise » avec des premiers lancements en 2027. Google a également l'espace en ligne de mire avec son projet « Suncatcher », prévu pour 2027. Dans un papier de recherche publié en novembre, il rappelait que « sur la bonne orbite (l'orbite basse, NDLR), un panneau solaire peut être jusqu'à 8 fois plus productif que sur Terre et produire de l'électricité presque en continu ». Flairant la bonne opportunité pour

vendre toujours plus de puces, Nvidia a dévoilé le 17 mars dernier une puce spécialement dédiée à l'espace - la Space-1 - et 25 fois plus puissante que la H100 envoyée par Starcloud en novembre.

Autant de projets lunaires ? « Le danger serait de se dire que c'est n'importe quoi et de le balayer d'un revers de main », prévient au contraire Yves Durand, ancien directeur des technologies chez Thales Alenia Space. En 2023, ce vétéran de l'industrie spatiale avait lancé pour la Commission européenne le projet Ascend (pour Advanced Space Cloud for European Net zero Emission and Data Sovereignty). L'idée était de démontrer la faisabilité technique et la pertinence en matière d'environnement des centres de données orbitaux. Les travaux menés avec Thales Alenia Space, Carbone 4, Hewlett Packard Enterprise ou encore Orange ont non seulement conclu à la possibilité de créer cette infrastructure, mais à un certain intérêt d'un point de vue écologique, par rapport aux centres de données terrestres. « On voit encore le spatial par le filtre Apollo ou Artemis. Mais c'est une industrie qui a atteint une maturité assez incroyable », indique-t-il.

**« Rien ne paraît insurmontable d'un point de vue technologique, mais il y a des étapes avant que cela devienne viable. On parle de quinze ans au moins »**

Pierre Lionnet Économiste et directeur de recherche à Eurospace

Pierre Lionnet, économiste et directeur de recherche à Eurospace, se montre plus prudent. « Rien ne paraît insurmontable d'un point de vue technologique, mais il y a des étapes avant que cela devienne viable. On parle de quinze ans au moins », explique-t-il. Avant d'énumérer : « Il faut des puces GPU qui chauffent moins et soient moins sensibles aux radiations, des cellules solaires six à sept fois plus puissantes pour ne pas emporter trop de charge utile dans l'espace, un système de dissipation thermique plus efficace pour éviter d'emporter de trop gros radiateurs. Il faudra un lanceur pas cher et 100 % réutilisable. On nous dit que la fusée Starship d'Elon Musk (qui pourrait emporter jusqu'à 150 tonnes de charge utile, NDLR) est à portée de main depuis deux ans, mais elle n'a pas encore réalisé d'atterrissage complet. »

Reconnaissant que les industriels avancent vite sur ces sujets, Pierre Lionnet souligne le risque de congestion de l'espace. « Vous comptez 88000 satellites pour Starcloud, 1 million pour SpaceX, 51600 pour Blue Origins, ça va vite faire beaucoup. Cela pose des enjeux de réglementation. » Enfin, le spécialiste juge que si l'accès à l'énergie illimitée du Soleil ainsi que la disparition des enjeux liés à l'eau ou au foncier sont séduisants sur le papier, certains champs restent inexplorés.

« Arrivera-t-on à déployer ces satellites en si grande quantité ? », se demande-t-il, citant des externalités en matière de nuisances sur les pas de tirs, la consommation des gaz nécessaires aux lancements comme le méthane ou l'oxygène liquide ainsi que leurs impacts sur la couche d'ozone. « Si le but d'Elon Musk est d'envoyer 100 GW par an à terme dans l'espace, on parle de plusieurs lancements d'une trentaine de fusées Starship par heure, alors qu'on n'en a pas envoyé encore une seule », insiste Paul Lasserre, chargé des projets IA pour la start-up franco-américaine du spatial Loft Orbital.

« La faisabilité est réelle, mais les délais annoncés par Elon Musk ne le sont pas », indique ce dirigeant. « Si l'on fait les calculs honnêtement, la physique ne rend pas l'idée impossible, mais l'aspect économique est impitoyable », insistait il y a peu de temps Andrew McCalip, un dirigeant du spatial américain, dans une vaste étude consacrée au sujet. Déployer 1 GW de calcul informatique en orbite coûterait selon lui l'équivalent de 51 milliards de dollars actuellement, contre 16 milliards pour son équivalent sur Terre. Ramener le prix du spatial à son équivalent terrestre « ne devient envisageable qu'avec des hypothèses très optimistes. Le nombre d'organisations capables ne serait-ce que d'essayer se limite pratiquement à une seule. » Autrement dit SpaceX, intégré verticalement sur toute la chaîne de valeur depuis la conception des satellites jusqu'au lanceur réutilisable.

Elon Musk l'a bien compris. L'entrée à Wall Street de SpaceX, qui s'annonce comme la plus grosse opération boursière de l'histoire, doit permettre de lever des fonds pour financer ce nouveau projet de rupture. « Tout l'essor médiatique autour des centres de données dans l'espace doit beaucoup à SpaceX », insiste Antoine Lebourgeois, analyste spécialiste du spatial chez Stifel. En attendant Mars, Elon Musk a besoin de débouchés commerciaux pour sa fusée Starship. Sur

l'IA, son laboratoire xAI est aujourd'hui dépassé par OpenAI, Anthropic et Google. Les centres de données dans l'espace, c'est sa façon de faire tapis. » Et de renouveler l'appétit des investisseurs, toujours avides de la prochaine frontière technologique sur laquelle miser. S'il rappelle que l'accès au foncier comme celui à l'électricité sont deux contraintes physiques qui frustreront les géants de l'IA, Antoine Lebourgeois juge que, d'un point de vue financier, ce nouvel axiome de la conquête spatiale ressemble pour le moment à une fuite en avant. « L'industrie du spatial a plus besoin des centres de données que les centres de données n'ont besoin du spatial », indique encore cet analyste.

**« L'industrie du spatial a plus besoin des centres de données que les centres de données n'ont besoin du spatial »**

Antoine Lebourgeois  
Analyste du spatial chez Stifel

Yves Durand appelle pourtant les autorités européennes à ne pas laisser Elon Musk, Jeff Bezos et les start-up américaines prendre trop d'avance. Selon lui, ces constellations ont aussi un objectif militaire. « L'Administration Trump pourrait investir massivement pour créer une infrastructure de calcul en orbite, essentielle à un bouclier antimissile (golden dome). » Pour les usages civils, il estime que seulement une petite part de la puissance de calcul de l'IA, environ 10 %, pourrait être déployée dans l'espace. Mais confier ces capacités à des géants du cloud comme Google ou Amazon représenterait un risque pour une Europe déjà très dépendante sur le plan numérique.

À entendre l'ancien dirigeant de Thales Alenia Space, l'Europe dispose de nombreux atouts dans le domaine du spatial (robotique de maintenance, liaison intersatellitaire, radiateurs), et le développement d'une activité visant à envoyer des serveurs dans l'espace « pourrait justifier à elle seule de travailler de façon commune pour un gros lanceur réutilisable », estime-t-il. Pierre Lionnet abonde : « Les briques technologiques ne sont pas intéressantes que pour les centres de données orbitaux. Le lanceur réutilisable, les systèmes de dissipations thermiques ont bien d'autres intérêts sur lesquels l'Europe pourrait capitaliser. » ■

# Une pénurie de carburant chez TotalEnergies, mais pas dans les autres réseaux

Pauline Landais Barrau (avec AFP)

Le groupe est victime de son succès : le plafonnement des prix à la pompe séduit les automobilistes.

Y a-t-il une pénurie de carburant en France ou pas ? Maud Bregeon, ministre de l'Énergie et porte-parole du gouvernement, a un message simple : marteler qu'il n'y en a pas. Une position difficile à tenir quand il manquait un ou plusieurs carburants dans près d'une station-service sur cinq après le week-end prolongé de Pâques. « Il y a environ 18 % des stations dans lesquelles il manque au moins un carburant, reconnaissait-elle mardi matin au micro de RMC/BFM TV. Ces difficultés sont dues à des problématiques logistiques de transport », notamment dans les stations du réseau TotalEnergies, du fait du plafonnement du prix des carburants pratiqué par le groupe.

Dans le détail, « 83 % des stations dans lesquelles il y a des difficultés sont des stations du réseau TotalEnergies », a poursuivi la ministre. Depuis le début de la guerre au Moyen-Orient, la compagnie française plafonne le prix des carburants dans ses 3300 stations-service en métropole. Jusqu'à ce 7 avril, c'était 1,99 euro le litre d'essence et 2,09 euros pour le diesel. TotalEnergies a annoncé passer celui du diesel à 2,25 euros jusqu'à la fin du mois, tout en arrêtant la commercialisation de l'Excellium, plus onéreux. « Depuis la fin mars, TotalEnergies constate la très forte remontée des cours internationaux du diesel, un

**« Nous aurons un nouveau dispositif d'aide dans les prochains jours pour les Français qui travaillent, qui font face à des difficultés »**

Maud Bregeon

Porte-parole du gouvernement

carburant dont la France est largement importatrice, et doit donc adapter le niveau du plafonnement du diesel », explique le groupe, qui détient trois des six raffineries présentes sur le territoire. TotalEnergies espère que l'annonce du maintien de prix bas va encourager les automobilistes à temporiser leur passage à la pompe, et donc, que cela va réduire les difficultés d'approvisionnements de ses stations.

Avant la révision à la hausse du prix du diesel chez TotalEnergies, « l'écart de prix était significatif avec les autres réseaux de distribution », a pointé Maud Bregeon, demandant à l'ensemble des distributeurs « d'être le plus raisonnable possible ». Les automobilistes votent avec leur portefeuille, boudant les autres enseignes qui affichent, de ce fait, un taux de rupture d'au moins un carburant d'environ 4 %.

Pour le gouvernement, il n'y a pas lieu de paniquer. Le gouvernement a « mis en place tous les moyens nécessaires pour permettre ce réapprovisionnement rapide », a déclaré Maud Bregeon. Ainsi, des dérogations de transport ont été accordées pour le lundi de Pâques, permettant à plus de 200 camions de circuler malgré le jour férié. « Aujourd'hui (7 avril, NDLR), 900 camions circulent, contre 600 en temps normal. On peut s'attendre à une amélioration progressive dans la journée », a souligné la ministre.

Un peu plus tôt, Olivier Gantois, le président de l'Union française des industries pétrolières (Ufip), avait estimé sur RTL qu'une station-service sur quatre (soit 25 %) se trouvait mardi matin en « rupture de stock » d'au moins un carburant, en raison de problème de livraison durant le week-end prolongé de Pâques. Le site du gouvernement data.gouv renvoie d'ailleurs ses visiteurs vers un autre site, penurie-carburant.fr. Le site fait état de niveaux de « pénurie

parfois en total décalage avec les chiffres avancés par le gouvernement. Jusqu'à 20 % des stations se trouveraient ainsi en rupture de gazole, 33 % en pénurie de SP98, 37 % en pénurie de de E10 et jusqu'à 70 % de SP95. Alors qui croire ?

Ce week-end déjà, Bercy évoquait des « chiffres parfois fantaisistes » et une « méthodologie douteuse qui circulent sur certains sites ». Le site

penurie-carburant.fr reconnaît que les données qu'il diffuse étaient « issues du système d'information gouvernemental Prix Carburants ainsi que des signalements effectués par nos internautes sur notre site ». De sorte que tous les points de ventes ouverts n'y étaient « pas forcément référencés ». Des données à prendre avec des pincettes donc.

Enfin, les automobilistes ne doivent pas s'attendre à un coup de

pouce massif du gouvernement pour faire baisser les prix à la pompe. Contrairement à ce qui avait été mis en place en 2022-2023, il n'y aura pas de ristourne massive. La porte-parole a balayé l'idée, estimant que « nous ne pouvons pas nous le permettre » financièrement. « Nous aurons un nouveau dispositif d'aide dans les prochains jours pour les Français qui travaillent, qui font face

à des difficultés », a-t-elle néanmoins fait savoir, confirmant une promesse du premier ministre, Sébastien Lecornu, la semaine dernière. À ce sujet, elle a notamment parlé des « aides-soignantes », des « aides à domicile » et « certains agriculteurs qui font encore face à des difficultés particulières ». Sans donner plus de précision sur les montants ou le calendrier. ■



Le gouvernement a mis en place le site penurie-carburant.fr, qui vise à référencer l'état d'approvisionnement des stations-services, au niveau national.

## Flambée du gazole : les pêcheurs corses bloquent les ports

Antoine Giannini  
Bastia

Des bateaux de pêcheurs en travers des ports, les ferries bloqués et des passagers empêchés d'embarquer. La hausse du prix des carburants provoquée par la guerre au Moyen-Orient n'en finit plus d'impacter la Corse. Depuis ce mardi 7 avril, à 6 heures du matin, le syndicat des pêcheurs de Corse bloque les cinq principaux ports de l'île. Un temps entravé pendant quelques heures, celui de l'Île-Rousse a finalement été débloqué pour des raisons médicales : « Le manque d'écoute des institutions face à nos alertes répétées nous contraint aujourd'hui à organiser ce blocage. Cette situation nous déplaît, mais elle est devenue nécessaire », explique Joseph Sanna, porte-parole du Syndicat pour la défense des pêcheurs corses. Aujourd'hui, nous, pêcheurs corses, bloquons les ports de l'île pour tirer un signal d'alarme clair. Nous sommes à l'agonie. » Dans leur viseur, la récente augmentation du prix du gazole, qui « a un impact direct et brutal sur nos entreprises », poursuit le syndicaliste. Les professionnels de la pêche bénéficient d'un tarif préférentiel en France, car leur carburant est détaxé. Le prix moyen du litre de gazole pêche s'établissait ainsi à 1,09 euro le 2 avril,

contre 64 centimes le 2 mars, au début de la crise énergétique, selon l'observatoire du carburant Amarrée. Sauf que, souligne Joseph Sanna, « nous subissons déjà, hors période de crise, un écart de prix avec le continent d'environ 0,40 euro par litre. Cette situation n'est plus tenable. » Ce surcoût est lié à l'insularité. La logistique est plus chère, tandis que la petite taille du marché et la vétusté des infrastructures contribuent à cet écart de prix.

« Je ne vois pas pourquoi on le paierait 40 centimes de plus que sur le continent », s'insurge Jean-Michel Dimenza, pêcheur à Saint-Florent et présent sur le blocage du port de Bastia. Le prix du gazole est à 75 centimes sur le continent, contre 1,40 euro pour nous. Le préfet peut intervenir. On attend une réunion avec le préfet et les acteurs des dépôts pétroliers. On est déterminés, et, tant qu'il n'y a pas quelque chose, on bloque. Pour l'instant, on n'a rien. » « Nous demandons des mesures concrètes pour compenser le surcoût du carburant et une table ronde avec les dépôts pétroliers corses afin d'aligner le prix du carburant sur celui du continent », revendique Joseph Sanna. Notre métier est en danger. Derrière nous, ce sont des familles, un savoir-faire, une culture et un territoire qui risquent de disparaître. »

Sur le port de Bastia, des centaines de passagers font le pied de grue devant les grilles qui mènent au quai.

En majorité, des touristes qui veulent rentrer de ce long week-end de Pâques. Ils vont devoir patienter jusqu'à mercredi pour pouvoir embarquer. Si les pêcheurs ont laissé entrer les ferries dans les ports à la mi-journée, le blocage des navires a repris dans la foulée. Aucun bateau ne pouvait, dans l'après-midi, entrer ou sortir de Corse.

**« Nous subissons déjà, hors période de crise, un écart de prix avec le continent d'environ 0,40 euro par litre. Cette situation n'est plus tenable »**

Joseph Sanna Porte-parole du Syndicat pour la défense des pêcheurs corses

Une réunion est prévue ce mercredi au sein de la préfecture de région, mais la grogne prend de l'ampleur. La remise de 20 centimes d'euro par litre de gazole accordée par le gouvernement n'a visiblement pas convaincu les professionnels, qui jugent la mesure largement insuffisante. Plutôt en retrait jusque-là, les agriculteurs annoncent, par le biais d'un communiqué de soutien du syndicat Via Campagnola, qu'ils rejoignent la mobilisation.

D'autres griefs refont surface chez les pêcheurs. Joseph Sanna déplore la « pression réglementaire croissante de la part des instances européennes, totalement déconnectée de la réalité de notre métier. Nous pratiquons une pêche artisanale, avec de fortes contraintes liées à notre territoire. Nous refusons d'être assimilés à la pêche industrielle. » Les pêcheurs corses critiquent notamment le dispositif d'aide à l'installation, qui exclut les candidats de 40 ans, alors que la filière manque de relève. Ils dénoncent aussi une surtransposition des normes européennes par la France ou encore l'obligation d'équipements coûteux comme certaines balises de sécurité maritime.

Alors que certains professionnels s'inquiètent de la durée du blocus, de la perte économique mais aussi de l'image renvoyée, la majorité souhaite aller jusqu'au bout : « On va dormir à bord et on va continuer à bloquer », affirme Jean-Michel Dimenza. Les premières conséquences du conflit se font déjà sentir, alors que l'île a déjà connu, en mars, un blocus des dépôts pétroliers organisés par les stations-services concurrentes de Total, qui protestent contre le bouclier tarifaire du géant pétrolier. Sur les quais des ports corses, les passagers qui comprennent la mobilisation des pêcheurs commencent toutefois à s'impatienter. Ils vont néanmoins devoir prendre leur mal en patience. ■

# La crise prend les comptes publics en tenaille

Julie Ruiz Perez

La France n'a presque plus de marge de manœuvre budgétaire.

Tout le monde savait : la Cour des comptes, les instances internationales, les économistes... Tous ont alerté sur l'état des finances publiques. Tous ont souligné le même danger : « La France n'a plus de marges de manœuvre pour faire face en cas de crise. » Aujourd'hui, la crise n'est plus hypothétique. Le conflit au Moyen-Orient a entraîné une flambée des prix du carburant, une hausse drastique des taux d'intérêt, une remontée en flèche de l'inflation. Résultat : les caisses de l'État sont prises en tenaille.

Les revendications ont commencé dès le déclenchement du conflit. Les professionnels les plus touchés ont exhorté Bercy à mettre en place des mesures de soutien. Après avoir temporisé tant qu'il a pu au nom, justement, du rétablissement des comptes publics, le gouvernement s'est résolu à soutenir transporteurs, pêcheurs et agriculteurs, à hauteur de près de 130 millions d'euros (mensuellement). Ces mesures pourraient donc potentiellement coûter jusqu'à 1,3 milliard d'euros si elles étaient appliquées jusqu'à la fin de l'année, soit presque 0,05 % du PIB.

Pire encore, à mesure que les prix à la pompe s'installent au plus haut, les secteurs à la peine et les représentants des

salariés durcissent le ton. Barrage filtrant à Nantes, blocages des ports corses, exigence de la CGT en une de la presse... La pression monte sur l'équipe de Sébastien Lecornu, qui a assuré qu'il reviendrait cette semaine avec de nouvelles mesures pour les gros rouleurs. Ce mardi, presque tous les syndicats étaient reçus à Bercy. Ils avaient sous le bras une liste de doléances aussi longue que potentiellement coûteuse. Mais le ministre des Comptes publics, David Amiel, a déjà prévenu : le gouvernement ne peut faire aucun cadeau. Toutes les aides « ciblées » de l'État face à l'envolée des prix du carburant devront être compensées par des coupes dans les dépenses, a-t-il redit ce dimanche.

En réalité, le gouvernement dispose de peu de leviers. La loi de finances 2026 ayant déjà été adoptée - à grand-peine, d'ailleurs -, Bercy n'a quasiment plus la main sur les dépenses sociales et les dépenses des collectivités. Il pourrait repasser par le Parlement pour faire voter de nouvelles mesures d'économies, mais dans l'état actuel du paysage politique ce scénario semble impraticable. Plus crédible : le gouvernement peut encore couper plusieurs milliards dans les crédits des ministères. C'est la méthode, d'ailleurs, qui avait été employée pour faire accepter aux oppositions un budget



Presque tous les syndicats étaient reçus, mardi, à Bercy. Mais le ministre des Comptes publics, David Amiel, a déjà prévenu que le gouvernement ne peut faire aucun cadeau. FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

affichant une cible de déficit à 5 % du PIB pour 2026. Amélie de Montchalin, alors ministre des Comptes publics, avait notamment réduit au dernier moment de 1,7 milliard d'euros la « réserve de précaution » qui sert justement à faire face aux crises. Selon toute logique, le gouvernement sera tenté de piocher à nouveau dans ce qu'il reste de ce bas de laine.

## Contre la hausse des prix des carburants

D'autant plus que la crise va engendrer de nouvelles dépenses au-delà des mesures ciblées présentes et à venir pour contrer la hausse des prix des carburants. D'abord, l'État doit faire face à l'augmentation de ses taux d'emprunt (ils ont augmenté d'environ 0,5 point depuis le début du conflit). Ce surcoût

annuel de la charge de la dette française a été chiffré à près de 3,6 milliards d'euros par Bercy, soit environ 300 millions d'euros par mois.

Le rebond de l'inflation pourrait également entraîner une hausse de certaines dépenses publiques. Passée de 0,9 % en février à 1,7 % en mars, elle devrait aller au-delà des 2 % « au cours du printemps », selon l'Insee. Les achats publics, à l'instar du reste de l'économie, en subiront les conséquences. Par ailleurs, « lorsque l'inflation dépasse 2 %, le smic est revalorisé, c'est automatique », rappelle François Ecalte, directeur de Fipeco. Dans ce contexte, les allègements de cotisations sur les bas salaires deviendront plus coûteux, de même que « certains salaires dans la fonction publique qui suivent la hausse du smic », souligne l'expert.

Si l'inflation continue sa course folle, les revendications pourraient s'orienter vers une revalorisation de certaines prestations sociales en cours d'année. Lors du prochain budget, cette question sera, en tout état de cause, au centre des débats puisque la plupart des allocations (retraites, famille, logement...) sont automatiquement indexées sur la hausse des prix dans le projet de loi de finances. Pour rappel, la revalorisation des seules retraites de 1 % coûte près de 3,5 milliards à l'État sur un an.

Sur le front de l'emploi, la crise assombrit les perspectives. L'Insee a récemment relevé sa prévision de chômage à 8,1 % à la fin du premier semestre, ce qui aura le double effet négatif de faire perdre des cotisations mais aussi d'augmenter les prestations. ■

# Assurance-maladie : cet efficace régime d'Alsace-Moselle

Jean Citti

Un échelon supplémentaire de la Sécurité sociale permet aux habitants d'être mieux remboursés, à moindre coût.

« Les gens sont attachés au régime local, un peu comme à la cathédrale de Strasbourg ou à la mirabelle de Lorraine... mais sans forcément bien le connaître », résume Sophie Pernin, attachée de direction au sein du régime local d'assurance-maladie d'Alsace-Moselle (RLAM). Derrière cet acronyme se cache une mini-Sécurité sociale ambitieuse, qui rembourse à ses 2,1 millions de bénéficiaires 100 % de leurs séjours hospitaliers et 90 % de leurs passages chez le médecin (contre 80 % et 70 % pour la Sécurité sociale dans le reste du pays). Un modèle atypique, dont la gestion efficace pourrait servir

d'inspiration dans le chantier à venir de la réforme de notre modèle social.

Alors que la Sécurité sociale est l'héritière du Conseil national de la Résistance (CNR) et de son programme Les jours heureux, le RLAM puise ses racines dans les lois sociales bismarckiennes. « C'est un héritage de l'histoire allemande sur notre territoire », résume Anne-Céline Freiss, directrice du régime. Un droit spécifique s'applique en effet sur ce territoire de 3 millions d'habitants, ballotté entre deux nations tout au long du XX<sup>e</sup> siècle. En 1871, et jusqu'en 1918, l'Alsace-Lorraine fut cédée à l'Empire allemand, qui posa durant cette période les bases d'une sécu-

rité sociale assurantielle. La région a ensuite été annexée par l'Allemagne nazie entre 1940 et 1945. Rattaché à la France depuis, ce territoire regroupe de nos jours deux entités limitrophes : la collectivité européenne d'Alsace et le département de la Moselle.

Ce régime local est devenu un échelon supplémentaire entre le régime général de la Sécurité sociale (commun à tous les Français) et le régime complémentaire (les mutuelles). Il a la particularité d'être à la fois obligatoire et complémentaire, mais n'a rien à voir avec une assurance ou une mutuelle. Les salariés du privé cotisent sur leurs revenus (à un taux fixé

entre 0,75 % et 2,5 %) et bénéficient en échange d'une Sécurité sociale élargie. Un modèle vertueux, dont les frais de gestion sont inférieurs à 1 % (0,73 %), alors qu'ils peuvent grimper à 20 % pour les mutuelles et les assurances-santé. « Sur 100 euros dépensés en cotisations, 99 sont restitués sous forme de prestations », résume Jean-Claude Jully, directeur comptable et financier du RLAM.

Autre spécificité de ce régime, l'État n'a pas son mot à dire : il est géré exclusivement par des représentants désignés par les organisations syndicales. La cotisation n'étant versée que par les salariés et une partie des retraités, et non par les entreprises, il n'y a pas de représentant des employeurs avec une voix délibérative au conseil d'administration. « Ce sont seulement ceux qui payent qui décident », explique Anne-Céline Freiss.

Le conseil d'administration, bienveillant, dispose par ailleurs de prérogatives particulièrement importantes puisqu'il décide à la fois des prestations prises en charge, du taux de remboursement des soins et du taux de cotisation sur les salaires, le tout dans le respect du code de la sécurité sociale. « Les prestations ne peuvent par exemple intervenir qu'en complément du régime général, il faut que la prestation soit déjà prise en charge », précise la directrice. Là où les mutuelles peuvent prendre en charge certains soins de confort, le RLAM s'ajoute exclusivement au taux de remboursement des prestations de santé déjà prises en charge par la Sécurité sociale.

Autre atout du régime local, il n'est pas en déficit chronique. La Sécurité sociale n'a pas cette chance : elle affiche un solde négatif de 21,6 milliards d'euros en 2025 et un retour à l'équilibre n'est pas envisageable de sitôt, avec une dette sociale de 122 milliards d'euros en 2025. Une situation alarmante, liée à des choix politiques. Alors que les dépenses, notamment pour les retraités et les malades, sont irrémédiablement tirées vers le haut par le vieillissement de la population et l'essor des maladies chroniques et des affections de longue durée, les recettes ne suivent pas, tirées vers le

bas par des exonérations et des allègements de cotisations sociales.

Le régime local est quant à lui un bon gestionnaire de l'argent cotisé. Au vu d'un résultat supérieur à ses dépenses en 2020 (+40,7 millions d'euros) et en 2021 (+62,2 millions d'euros), le conseil d'administration a décidé de baisser le taux de cotisation, le faisant passer de 1,5 % à 1,3 %, jugeant que le RLAM n'a pas vocation à théoriser ni à effectuer de gros placements financiers. Ses réserves sont suffisantes pour assumer un déficit piloté, avant d'envisager de relever le taux de cotisation pour maintenir le régime à l'équilibre. « Ce taux de cotisation est une prérogative exceptionnelle qui n'existe nulle part ailleurs dans le paysage administratif français, rappelle Jean-Claude Jully. Le conseil d'administration de l'Assurance-maladie ne peut pas fixer le taux de CSG ni le taux de cotisation pour les entreprises et les salariés. »

**« Sur 100 euros dépensés en cotisations, 99 sont restitués sous forme de prestations »**

Jean-Claude Jully Directeur comptable et financier du RLAM

Géré par les syndicats, économe et protecteur, le régime local d'Alsace-Moselle a ainsi tout pour plaire. Alors que les mutuelles, aux frais de gestion quatre fois plus élevés que ceux de la Sécurité sociale, ont augmenté leurs tarifs de 4,3 % en moyenne en 2026, l'efficacité du régime local donne du grain à moudre aux partisans d'une « grande Sécu ». Celle-ci pourrait généraliser le modèle hérité du CNR - au détriment des complémentaires santé - avec à la clé un système plus solidaire, plus lisible, et des milliards d'euros économisés chaque année en frais de gestion. Une pétition en ce sens a été déposée sur le site de l'Assemblée nationale le mois dernier. Cette « grande Sécu », véritable bête noire des mutuelles et des assureurs, ne manquera pas de faire parler d'elle d'ici à l'élection présidentielle de 2027. ■

## LA SÉANCE DU MARDI 7 AVRIL

LECAC						LECAC							
COUR	%VAR.	HAUT JOUR	BAS JOUR	%CAP.ECH	SI/12	COUR	%VAR.	HAUT JOUR	BAS JOUR	%CAP.ECH	SI/12		
ACCOR	41,75	-1,76	43,19	41,75	0,546	-13,42	L'OREAL	350,8	-2,07	363,9	348,15	0,075	-4,31
AIR LIQUIDE	181,5	+0,54	183,08	180,72	0,161	+13,25	LEGRAND	135,65	-0,22	138,1	134,7	0,14	+6,6
AIRBUS	162,62	-1,53	163,08	160,82	0,15	-18,03	LVMH	466,85	-0,89	481,95	464,7	0,09	-27,62
ARCELOMITTAL SA	45,64	-0,04	47,15	45,32	0,23	-16,76	MICHELIN	29,22	-1,58	30,13	29,22	0,265	+3,21
AXA	40,33	-0,44	41,15	40,23	0,207	-1,54	ORANGE	18	+0,61	18,125	17,935	0,145	-26,76
BNP PARIBAS ACT.A	83,72	+0,5	85,12	82,8	0,198	+3,63	PERNOD RICARD	62,96	-0,1	64,42	62,44	0,309	-13,87
BOUYGUES	50,08	-0,52	51	50,08	0,209	+12,92	PUBLICIS GROUPE SA	73,3	+1,13	75,52	73,04	0,271	-17,29
BUREAU VERITAS	26,34	-0,3	26,84	26,27	0,222	-3,09	RENAULT	29,42	-2,26	30,4	29,28	0,455	-16,94
CAPGEMINI	101,75	-1,07	105,75	101,6	0,363	-28,47	SAFRAN	283	-1,5	290,9	281,8	0,161	-4,84
CARREFOUR	16,04	-0,96	16,38	16,04	0,364	+12,72	SAINT GOBAIN	70,9	+0,54	73,2	70,32	0,465	-18,47
CREDIT AGRICOLE	16,415	+0,31	16,73	16,335	0,12	-6,47	SANOFI	80,51	-2,51	83,42	80,29	0,204	-2,67
DANONE	69,26	+0,03	70,46	69,16	0,136	-9,79	SCHNEIDER ELECTRIC	233,25	-1,23	239,55	231,075	0,14	-0,7
DASSAULT SYSTEMES	17,4	-1,25	17,86	17,325	0,196	-27,01	SOCIETE GENERALE	64,61	+0,58	66,1	63,78	0,278	-5,98
EFFAGE	134,55	-0,85	137,5	134,2	0,205	+9,93	STELLANTIS NV	6,326	-3,77	6,615	6,259	0,238	-32,7
ENGIE	29,03	+0,21	29,14	28,82	0,17	+29,54	STMICROELECTRONICS	30,3	+4,18	31,07	29,855	0,406	-35,03
ESSILORLUXOTTICA	190,2	-0,55	195,15	189,85	0,127	-29,53	THALES	264,9	-0,97	268,4	262,3	0,144	+15,27
EUROFINS SCIENT.	65,04	-2,78	67,42	65,04	0,177	+4,23	TOTALENERGIES	79,26	-0,2	80,35	78,78	0,264	-42,58
EURONEXT	143,8	+0,35	145,1	142,7	0,198	+12,34	UNIBAIL-RODAMCO-WE	97,82	-0,65	99,98	97,8	0,268	+5,45
HERMES INTL	1648,5	-1,14	1712	1643	0,071	-22,31	VEOLIA ENVIRON.	33,43	-0,09	33,88	33,38	0,246	-12,48
KERING	257,75	-2,83	268,1	255,8	0,214	-14,37	VINCI	130,6	-0,76	133,8	130,4	0,153	+8,79

## LES DEVISES

AUSTRALIE	DOLLAR AUSTRALIEN	1,6665	AUD
CANADA	DOLLAR CANADIEN	1,6078	CAD
GDE BRETAGNE	LIVRE STERLING	0,8726	GBP
HONG KONG	DOLLAR DE HONG KONG	9,0564	HKD
JAPON	YEN	184,73	JPY
SUISSE	FRANC SUISSE	0,9242	CHF
ETATS-UNIS	DOLLAR	1,1557	USD
TUNISIE	DINAR TUNISIEN	3,381	TND
MAROC	DIRHAM	11,103	MAD
TURQUIE	NOUVELLE LIVRE TURQUE	51,5551	TRY
EGYPTE	LIVRE EGYPTIENNE	63,2729	EGP
CHINE	YUAN	7,9251	CNY
INDE	ROUPIE	107,4895	INR
ALGERIE	DINAR ALGERIEN	133,7567	DZD

## L'OR assuré par le Comptoir National de l'Or

	Cours	%VAR.
Lingot 1KG	128 200€	+9,57%
Lingotin 100g	13 100€	+3,07%
Lingotin 50g	6 570€	+2,82%
Lingotin ONCE (31,10g)	4 090€	+10,54%
Lingotin 10g	1 432€	+8,9%
Lingotin 5g	720€	+9,09%
20F NAPOLÉON	742€	+3,79%
20F SUISSE	779€	+9,24%

## CRYPTOMONNAIES

	Cours	%VAR.
Bitcoin	68 129,33€	-22,82%
Ethereum	2 079,97€	-30,38%
BNB	599,23€	-30,45%
Solana	79,79€	-37,11%
XRP	1,297€	-30,57%



# 200 milliards de dollars pour la guerre en Iran : le « quoi qu'il en coûte » de Trump

Pierre-Yves Dugua Correspondant à Washington

Le président américain va demander une rallonge au Congrès sur un budget initial militaire de 1 000 milliards.

« **T**uer les méchants coûte de l'argent. » La formule synthétique de Pete Hegseth, secrétaire à la Défense, rebaptisé secrétaire à la Guerre par la Maison-Blanche, prépare une demande au Congrès de quelque 200 milliards de dollars supplémentaires pour financer les opérations militaires en Iran. De l'ordre de 3,5 fois le budget défense de la France. Pour mémoire, le budget déjà tardivement voté par le Congrès fixait à près de 1 000 milliards de dollars les crédits militaires pour l'exercice 2026, soit 22,6 % des dépenses fédérales.

Tout porte à croire que Donald Trump gère le budget fédéral comme il gère la guerre non déclarée à l'Iran : en faisant d'énormes paris, sans précaution pour les cas où ses hypothèses optimistes ne seraient pas validées par la réalité. Ne pas avoir anticipé un blocage du détroit d'Ormuz participe de la même démarche que de ne pas anticiper que la croissance puisse tomber en dessous de 2,9 % au cours des dix prochaines années...

Même les élus républicains, qui ont jusqu'à présent donné au président Trump le bénéfice du doute, et n'ont pas osé remettre en question publiquement sa décision d'entamer une guerre en Iran sans les consulter, s'étonnent de l'énormité de l'enveloppe qu'on va leur demander. Les quelques réunions d'information tenues par le Pentagone pour les leaders du Congrès ont été pauvres en détails, tant sur les objectifs, que sur les moyens de la guerre, si l'on en croit les démocrates, résolument opposés à cet engagement militaire aux répercussions économiques mondiales. On comprend en tout cas que l'opération Furie épique coûte entre un à deux milliards de dollars par jour.

Ces crédits supplémentaires que le Pentagone va demander s'ajoutent à la proposition d'augmentation de 40 % du budget de la défense, formulée par la Maison-Blanche dans le cadre de la procédure obligatoire de soumission au Congrès d'un projet de budget pour l'année fiscale 2027 qui commencera le 1<sup>er</sup> octobre prochain. Si Donald Trump

obtenait ce qu'il souhaite, le département de la Défense disposerait l'an prochain de 1500 milliards de dollars de dollars. Il est vrai qu'en termes de proportion du PIB, les dépenses militaires américaines sont tombées à 3 %, contre 6 % dans les années 1980 sur la lancée de l'effort de réarmement de Ronald Reagan. Dans les années 1960, guerre au Vietnam oblige, elles avaient grimpé à 8 %.

## Éclairage sur les méthodes de gouvernement de Trump

Depuis de nombreuses années, les projets de budget de la Maison-Blanche ne sont jamais adoptés en l'état par le Congrès. Et l'exercice 2027 n'échappera pas à cette règle. Le catalogue de propositions faites par Donald Trump offre néanmoins un éclairage sur ses intentions et sa méthode de gouvernement. Joe Biden cherchait à moyen terme à équilibrer les dépenses civiles et militaires. Donald Trump vise clairement à privilégier les crédits militaires. Au cours des dix prochaines années, ces derniers représenteraient un total de 13 500 milliards de dollars, contre 6 000 milliards seulement pour les dépenses civiles. Pour un président qui a été qualifié d'isolationniste, Donald Trump est résolument militariste et cherche explicitement à entretenir la domination des États-Unis sur tous les théâtres, quoi qu'il en coûte.

Il demande par exemple 65,8 milliards de dollars dès 2027 pour commander 18 navires de guerre et 16 autres pour appuyer et alimenter leurs opérations. Si l'on ajoute à cela la demande de 123 vaisseaux pour les gardes-côtes, Donald Trump veut déclencher le plus grand effort de construction navale depuis la Seconde Guerre mondiale. Son argument massue : au cours des dernières années la Navy a retiré de service davantage de navires qu'elle n'en a mis en service. En revanche, la capacité de la Chine à augmenter la puissance et la taille de sa marine de guerre dépasse clairement celle des États-Unis depuis quelques années.

Rien ne semble contenir l'audace de la Maison-Blanche. Alors que la Cour suprême a invalidé en février pour



Le président Donald Trump lors d'une conférence de presse à la Maison-Blanche, à Washington le 6 avril.

175 milliards de dollars de droits de douane perçus au titre d'une loi commerciale de 1977, l'Administration Trump continue de budgéter des recettes douanières en hausse pour 2027 et au-delà. Elle les estime à 406 milliards de dollars pour 2026, contre 195 milliards seulement en 2025. Elle compte sur 464 milliards de dollars l'an prochain et même 500 milliards en 2029. D'autres lois commerciales, supposant parfois un feu vert du Congrès pour activer des mesures protectionnistes sectorielles ou ciblant des pays particuliers, sont censés remplacer les dispositions invalidées par la Cour suprême. Le scénario est très optimiste. S'il ne se

vérifie pas, le déficit budgétaire des États-Unis sera encore plus lourd.

L'extrême optimisme des hypothèses économiques retenues par la Maison-Blanche pour étayer ses exigences en matière budgétaire illustre bien la « méthode Trump ». Le président table sur 3,1 % de croissance en 2027, alors que le consensus des économistes est de 2 %, et l'estimation du Bureau du budget du Congrès de 1,8 %. « Les déficits budgétaires du projet de président ne sont sur le cap important d'un retour à 3 % du PIB que grâce au recours à des hypothèses excessivement optimistes », juge le Comité pour un budget fédéral responsable, organisme bipartite

d'analyse économique. Sans une croissance constante de l'ordre de 3 % pendant dix ans, il est hautement improbable que la promesse faite aujourd'hui d'un retour du déficit de 6,4 % du PIB en 2026 à 2,6 % en 2036 soit tenue.

D'autres présidents, dans le passé, ont certes eu recours à ces artifices pour faire illusion. La différence est que l'endettement des États-Unis dépasse désormais 100 % du PIB, contre 80 % il y a seulement sept ans. L'aveuglement érigé en mode de gouvernement, ou en stratégie militaire, provoque des catastrophes. ■

➤ Lire aussi PAGES 8, 9 ET 20

## La hausse du coût de la vie, talon d'Achille de Viktor Orban

Albert Kornél Budapest

Au pouvoir depuis 2010, le premier ministre hongrois est en difficulté à la veille des élections législatives.

À 7 heures du matin, les retraités de Visegrad sont les premiers à arriver à la supérette CBA, à vélo généralement, le moyen de locomotion encore privilégié par les anciens dans les campagnes hongroises. En face du magasin, un petit groupe de jeunes hommes indiens attend le minibus qui les conduit chaque matin dans les hôtels des collines qui offrent aux touristes des vues panoramiques sur le coude du Danube, quarante kilomètres en amont de Budapest.

Dans la supérette, pour les préparatifs de Pâques, on achète les œufs, le raifort et la brioche, sans oublier bien sûr le jambon fumé. Le compteur s'affole vite à la caisse : dans l'Union européenne, la Hongrie a connu la plus forte inflation cumulée depuis que la pandémie de Covid-19 a frappé : +50 % sur l'alimentation. 1,20 € le litre de lait, 4,50 € le kilo de pâtes, fruits et légumes en forte augmentation... Désormais se nourrir revient aussi cher en Hongrie qu'en France. Comme avant les élections en 2022, le gouvernement a imposé le gel des prix sur des produits de base tels le sucre, la farine ou le poulet. Et les enseignes sont tenues d'afficher bien visiblement ces mesures gouvernementales à l'entrée de leurs magasins.

À la station essence, le sans-plomb 95 affiche le prix plafonné par le gouvernement de 595 forints à la pompe, soit 1,50 €. À faire pâlir de jalousie les

voisins européens, alors que les prix s'envolent en raison de la guerre en Iran. Du reste l'aubaine est réservée aux véhicules immatriculés en Hongrie. La même mesure avait été payante électoralement il y a quatre ans, quand les automobilistes payaient le carburant 1,20 € le litre contre 2 € presque partout ailleurs dans l'Union européenne. « Chez nous, le diesel et l'essence sont les moins chers d'Europe », peut-on lire sur de grandes affiches gouvernementales dans le pays.

C'est une spécialité des gouvernements de Viktor Orban qui n'hésitent pas à plafonner les prix quand ils s'envolent... et que des élections approchent, et à le faire savoir. Quitte à mettre sur la paille les pompistes indépendants, quitte à ce que la grande distribution répercute le manque à gagner sur les autres produits. Ces mesures, décriées par beaucoup d'économistes, s'avèrent très populaires et efficaces électoralement. Malgré l'enrichissement vertigineux de son entourage, Viktor Orban jouit encore d'une certaine crédibilité lorsqu'il se pose en défenseur des petites gens contre la voracité des grandes entreprises, en David contre Goliath.

« Le gouvernement nous a beaucoup aidés avec les gels de prix », souligne Margit, électricienne du Fidesz. Sa pension reste très faible comparé aux pays d'Europe de l'Ouest et au regard de l'inflation, mais elle a presque doublé

ces dix dernières années pour atteindre l'équivalent de 550 euros. Le gouvernement lui verse aussi un 13<sup>e</sup> mois et a annoncé un 14<sup>e</sup> à venir, dont un quart a été très opportunément versé en début d'année. Il s'agit de consolider sa popularité chez les personnes âgées, le cœur de son électoral. Il reste que, malgré ces coups de pouce, une majorité des retraités doit vivre très chichement. Après avoir payé les factures, le bois de chauffage et les médicaments, il ne faut pas espérer pouvoir partir en voyage ni offrir de cadeaux aux petits-enfants.

## 50 %

Augmentation du prix des produits alimentaires depuis la pandémie de Covid-19

Quand Viktor Orban reprend les clés du pays en 2010, la Hongrie est encore exsangue après la crise des subprimes. Mais il va profiter d'une décennie de forte embellie mondiale qui va tirer la croissance hongroise et les salaires. À l'instar de Zsófia, professeur de hongrois en lycée avec quinze années d'expérience, qui gagne aujourd'hui 1600 euros, plus du double d'une décennie plus tôt. Le salaire minimum a aussi plus que doublé.

Mais les chocs cumulés de la pandémie et de la guerre russo-ukrainienne ont refermé la parenthèse : une part importante des hausses de salaires a été mangée par l'inflation. Le fameux « rat-trapage », le mirage économique après lequel les Hongrois courent depuis 1990 est finalement arrivé, mais pour ce qui concerne le coût de la vie. Pour le pouvoir d'achat, il faudra encore patienter.

Le premier ministre sortant blâme l'Ukraine, sa bête noire et son bouc émissaire. À chacun de ses meetings, il martèle que Kiev et Bruxelles ont conclu un pacte contre son gouvernement : « Ils veulent installer un gouvernement pro-Ukraine qui nous coupera de l'énergie russe bon marché et vous retirera les baisses des prix de l'énergie. » En ces temps de campagne, les entreprises énergétiques sont entrées dans la grande foire d'empoigne qu'est l'affichage électoral pour vanter « les prix de l'électricité les moins chers d'Europe ».

Les familles de la classe moyenne encore balbutiante en Hongrie ont profité d'une batterie de mesures très sélectives. « On a bien profité des diverses aides aux familles », témoigne Miklós, quadragénaire et père d'une famille avec trois enfants, qui énumère : crédit gratuit pour l'achat d'une maison, prime de rénovation, subvention pour l'achat d'une voiture familiale... « Ce sont surtout les gens qui étaient déjà relativement aisés comme nous qui en

ont profité, plus que ceux qui en avaient le plus besoin. » Toutefois il ne votera pas plus pour le Fidesz ce dimanche que les fois précédentes.

« 2025 sera l'année du renforcement de la classe moyenne. (...) Avec toute ma retenue, je dois dire que nous avons devant nous une année 2025 fantastique », avait décrété Orban à l'automne 2024, avec des accents « trumpiens » qu'on ne lui connaissait pas. Mais le « décollage » annoncé ne s'est pas produit et son challenger, Péter Magyar, favori des sondages, a ironisé sur le fait que « l'avion s'est disloqué avant même de sortir du hangar » et répète dans ses meetings que « sous Orban la Hongrie est devenue le pays le plus pauvre et le plus corrompu de l'UE ».

Avec son « socialisme du gouache » moins rigide, la Hongrie partait avec une longueur d'avance sur les autres pays du « bloc de l'Est » au tournant des années 1990. Elle se trouve aujourd'hui distancée par la plupart des pays de la région. Agacé par un député socialiste qui prétendait au Parlement que « bientôt, les Roumains, les Slovaques et tout le monde nous dépassera » en matière de développement, Viktor Orban avait rétorqué : « Ceux qui prétendent que les Roumains sont mieux lotis que nous n'ont qu'à déménager là-bas. On en reparlera quand ils reviendront... » Il ne peut pas dire la même chose aux électeurs avant les législatives ce dimanche. ■

# Le nucléaire, un outil de réindustrialisation

Elsa Bembaron

Constructions d'usines, 100 000 embauches attendues en dix ans... L'ensemble du territoire français est concerné.

Plus qu'une renaissance, une résurrection. Après un quart de siècle placé sous le signe d'une mort annoncée, les entreprises du nucléaire civil retrouvent le dynamisme de leur jeunesse. Pour le gouvernement, les réacteurs nucléaires d'EDF sont synonymes de souveraineté, d'indépendance énergétique. Ils sont aussi de formidables pourvoyeurs d'emplois, qu'il s'agisse de prolonger la durée de vie du parc existant, de construire des EPR2 ou de développer des petits réacteurs modulaires de troisième génération (SMR) et de quatrième génération (AMR).

Le secteur prévoit 100 000 embauches dans les dix prochaines années, directement liées au métier du nucléaire. À la fin de l'année dernière, il comptait déjà 250 000 salariés, contre 230 000 deux ans plus tôt, selon le Groupement des industriels français de l'énergie nucléaire (Gifen). EDF et ses deux filiales industrielles, Arabelle Solutions et Framatome, sont les chefs de file d'une filière qui compte plus de 2000 entreprises, dont 85 % sont des PME. Tous se mettent en ordre de marche pour la construction de six réacteurs EPR2. Certes, la décision finale d'investissement n'a pas encore été prise, mais EDF a déjà commencé à passer des commandes à ses deux filiales, une anticipation indispensable pour tenir les délais, à savoir la mise en service du premier des six réacteurs en 2038, à Penly (Seine-Maritime). « Plus de la moitié des contrats pour les EPR2 ont été engagés et les deux tiers sont pour des entreprises françaises », explique Nora Signor, directrice en charge de la supply chain (pilotage de la chaîne d'approvisionnement) chez EDF. À Penly, les travaux préparatoires du chantier ont déjà commencé. Plus de 1500 personnes construisent des parkings, des routes, redessinent la falaise, dressent une nouvelle digue sur la mer...

Côté industrie, les principaux contrats concernent Arabelle, le fabricant de turbines, et Framatome, qui produit les cuves, les générateurs de vapeur et une partie du circuit primaire des centrales, notamment. « Nous avons commencé la fabrication des pièces pour les EPR2 en février 2022 avant même d'avoir les commandes », explique Christophe Vergne, directeur des opérations de Framatome. Cela se fait dans la continuité de la fabrication de composants pour les EPR britanniques de Hinkley Point C et de Sizewell C. » Le but est de gagner en compétence pour monter progressive-



À Belfort, le fabricant de turbines Arabelle Solutions a investi 350 millions d'euros pour moderniser son outil industriel et renouveler des machines.

ment en cadence. « La fabrication du premier générateur de vapeur de Sizewell C a commencé en juin 2024, les huit premiers sont désormais lancés (il faut quatre générateurs par réacteur, et les EPR britanniques comme les EPR2 français sont construits par paire, NDLR). Nous avons commencé la production pour la deuxième tranche de Penly (le second réacteur). L'objectif est de fabriquer un générateur de vapeur en 54 mois, contre 72 pour ceux de Hinkley Point C », ajoute Christophe Vergne, illustrant une des grandes préoccupations d'EDF et de ses filiales industrielles : la tenue des délais.

Cela s'accompagne d'un investissement de 300 millions d'euros de Framatome à Saint-Marcel (Saône-et-Loire) pour y doubler la capacité de son usine avec la construction de 40 000 m<sup>2</sup> d'ateliers. « Nous avons commandé les machines pour l'usinage, le soudage, les ponts roulants (des engins de levage dans les ateliers pour transporter les grosses pièces). Les flux sont repensés pour gagner en efficacité et assurer une continuité de production », précise Christophe Vergne. À Belfort (Territoire de Belfort), Arabelle Solutions modernise son outil

industriel, renouvelle des machines, le tout moyennant un investissement de 350 millions d'euros. Framatome renforce aussi les capacités de production de son usine au Creusot (Saône-et-Loire), qui fabrique les pièces forgées, en amont de l'usine de Saint-Marcel. La création d'un nouvel atelier de forge est programmée, mais pas encore formellement lancée, pour augmenter la capacité de production et réinternaliser la fabrication de pièces qui venaient jusqu'à présent du Japon. Ici, ce sont 190 à 240 emplois qui pourraient être créés, s'ajoutant aux 1000 personnes déjà recrutées en trois ans sur les deux sites bourguignons de Framatome.

## Donner de la visibilité

Pour faire face à ses besoins, EDF fait feu de tout bois : recrutements directs, alternances, reconversions, avec des formations assurées par des écoles internes. « Nous avons tous les profils en reconversion, les salariés de l'hôtellerie, du bâtiment, de la boulangerie... On a même un gendarme ! », sourit Christophe Vergne. Une préoccupation partagée par Catherine

Cornand, présidente d'Arabelle Solutions. « Nous veillons à recruter dans toutes les classes d'âge pour ne pas avoir de creux générationnel. Nous portons attention au recrutement des jeunes générations et des femmes dans le domaine de l'industrie. Tous les profils sont concernés : techniciens, ouvriers qualifiés, compagnons, en région, au plus proche de nos usines à Belfort, Ludres et La Courneuve », explique-t-elle. Le groupe présente son activité aux élèves de tout âge : collégiens, lycéens, étudiants. « Les générations qui vont faire les EPR2 sont encore au collège ou au lycée », souligne Catherine Cornand, qui commence aussi à passer des commandes à ses propres fournisseurs, sur l'ensemble des six EPR2, pour leur donner de la visibilité. Ainsi, la relance du nucléaire se répand progressivement dans le tissu des PME françaises. EDF y tient. Son PDG, Bernard Fontana veut faire de ses fournisseurs des « partenaires ». « Nous nous sommes inspirés d'autres industries, notamment de l'automobile et de l'aérospatial, pour accompagner nos fournisseurs dans leur démarche

d'amélioration de la qualité », ajoute Nora Signor. Les objectifs posés sont clairs : améliorer de 10 % le taux de livraison à l'heure pour un fournisseur de vannes, monter de 30 % la conformité des pièces pour un autre.

À une moindre échelle, les développeurs de SMR se mettent aussi en ordre de marche. Otrera a ainsi lancé la construction d'une usine à Cherbourg pour y produire des composants pour ses réacteurs, moyennant 40 millions d'investissement. En rythme de croisière, le site emploiera 200 personnes. Otrera cible notamment la Pologne, en demande de solutions décarbonées pour remplacer ses vieilles centrales au charbon. En outre, la nouvelle forge de Framatome au Creusot servira aussi aux SMR. « Le paradoxe de ces petits réacteurs est qu'ils auront besoin de plus grosses pièces que les réacteurs de puissance. Une grande partie du modèle économique des SMR repose sur la capacité à produire en usine et en série des pièces », explique Raphaël Schellenberger, député alsacien, en charge d'une mission sur l'électrification de l'industrie. ■

# L'opération reconquête de Citroën commence à porter ses fruits

Valérie Collet

La marque centenaire avait vu ses clients fuir chez ses concurrents après les crises en série des dernières années.

« Citroën est de retour », se félicite Xavier Chardon, le directeur général de la marque aux chevrons. Ce message était déjà martelé par son prédécesseur il y a un an. Cette fois, le dirigeant, revenu dans la maison en septembre après quinze ans chez Volkswagen, partage les « bonnes nouvelles » d'un premier trimestre encourageant pour la marque française, en perte de vitesse ces dernières années. De janvier à mars, Citroën a vu ses ventes en volumes progresser de 10 % dans le monde, observe le dirigeant. « Nous sommes au début d'un nouveau cycle positif, résume-t-il. Ce n'est pas parce que Citroën a 107 ans que la marque est vieille et qu'elle va se laisser distancer. »

Il est encore trop tôt pour crier victoire. Mais Citroën a cessé de voir ses ventes dévaler sur le Vieux Continent (+12,3 % en volumes au premier trimestre), où elle réalise 70 % de son chiffre d'affaires. La marque française du groupe Stellantis est passée de 6 % de part de marché en 2010 à 4 % en 2019 puis à 3,5 % en 2024. En France, son principal marché, son poids a

fondu de 10,6 % à 6,5 % entre 2019 et 2024, soit une chute de plus d'un tiers. Aujourd'hui, le sursaut est au rendez-vous dans l'Hexagone avec 9,2 % de part de marché au premier trimestre. La gamme entièrement renouvelée fait mouche, le C3 en tête, dont un tiers des ventes en Europe est réalisé dans la version 100 % électrique. En France, ce modèle à batterie est accessible à moins de 14 000 euros une fois les primes CEE déduites.

Outre le C3 Aircross et le C4, le C5 Aircross, le modèle le plus haut de gamme, fabriqué à Rennes - uniquement disponible en version mild hybride, hybride rechargeable et électrique (à partir de 40 300 euros) -, a trouvé son public. Ses commandes ont grimpé de 60 % au premier trimestre. Ce SUV est actuellement équipé de batteries NMC - nickel, manganèse, cobalt -, plus chères, mais le groupe réfléchit à la possibilité de baisser son coût avec une chimie LFP (lithium, fer, phosphate) plus abordable. Dorénavant, la marque aux chevrons veille à ce que ses prix accessibles ne compromettent pas la qualité des véhicules.

Le cauchemar des moteurs PureTech et des airbags Takata est dans toutes les têtes. Les dirigeants ont décidé de placer au premier plan les sujets de qualité. Citroën a donc créé en décembre dernier une nouvelle direction de la satisfaction client. « Mon rôle est de vérifier que toutes les décisions prises sont dans l'intérêt des clients », explique Anne Fenninger, à la tête de cette

**« Nous sommes au début d'un nouveau cycle positif. Ce n'est pas parce que Citroën a 107 ans que la marque est vieille et qu'elle va se laisser distancer »**

Xavier Chardon  
Directeur général de Citroën

structure. Garantie étendue à huit ans, plateforme de remboursement, assistance technique étoffée par de nouvelles recrues, centres d'appels, analyse des incidents à trois mois... Citroën a mis un point d'honneur à ne plus faire l'autruche. Le lancement du C3 s'est

accompagné d'une série de problèmes logiciels qui ont nécessité des campagnes de rappels que la marque assume pleinement aujourd'hui. « Il faut lancer les campagnes de rappel le plus vite possible pour y faire face en temps et en heure », affirme Anne Fenninger.

Les scandales passés ont laissé des traces qu'il faut désormais affronter et dépasser. « Nous avons constaté que le taux de fidélité de nos clients, de 40 %, est en baisse, reconnaît Xavier Chardon. C'est justement pour progresser dans cette conquête que nous avons créé cette direction. » Les déçus partent généralement chez Dacia, Toyota, Hyundai et Kia, constate-t-on chez Citroën. « La séparation des marques Citroën et DS a aussi contribué à faire baisser le taux de fidélité », remarque Xavier Chardon, qui évoque un pincement au cœur en songeant au divorce entre les deux marques.

La marque ne lésine plus sur les moyens pour redorer son blason. Citroën vient de proposer une prime allant de 3500 à 6000 euros pour la reprise d'un véhicule de plus de 8 ans quelle que soit sa marque. « Le parc

français a 11,6 ans en moyenne. Rien qu'en achetant un véhicule neuf, le niveau moyen d'émissions de CO<sub>2</sub> baisse de 34 grammes au kilomètre », souligne Édouard George, le directeur de Citroën en France.

Fidèle à la nouvelle philosophie du groupe Stellantis de donner la liberté du choix de motorisation à ses clients, la marque aux chevrons propose une parité de prix entre les versions thermiques et électriques de ses modèles. En France et en Allemagne, les modèles à batterie sont déjà moins chers que les thermiques mais c'est grâce aux dispositifs d'aide à l'achat de véhicules zéro émission. En parallèle, la marque promet la parité des loyers lors d'achats de véhicules en leasing quels que soient les niveaux de revenus des clients. « Dans ce cas, c'est Citroën qui compense la différence », explique Xavier Chardon.

Au Mondial de l'automobile, à Paris - du 12 au 18 octobre prochain -, Citroën fera aussi son come-back sur la scène avec un concept car qui prouvera que la vieille dame en a encore sous le pied. ■

# LE GRAND TÉMOIN

## FRÉDÉRIC NOUEL

ASSOCIÉ SENIOR DU CABINET D'AVOCATS GIDE

Propos recueillis par  
Frédéric de Monicault

Fort de cinq cents avocats dont cent vingt associés, Gide est le plus important cabinet d'affaires indépendant en France. Frédéric Nouel en préside le comité exécutif.

LE FIGARO. - Ces dernières semaines, que vous disent vos clients ? Imaginent-ils encore une zone préservée des bouleversements ?  
FRÉDÉRIC NOUEL. - Leurs préoccupations sont maximales. La guerre contre l'Iran intervient alors que les États-Unis, la Chine et la Russie ne cessent d'agresser l'Europe. Mais celle-ci résiste : soixante-quinze ans d'organisation européenne en ont fait une place solide prisée des investisseurs souverains et privés. Ces derniers savent qu'ils investissent dans une région stable, dont le cadre juridique est solide. Pour l'Europe, l'heure de la consolidation a sonné pour unifier un maximum de textes, gommer les spécificités qui fragmentent encore le marché et s'affirmer comme un continent de prospérité, de stabilité et de liberté. Huit projets de directives et de règlements sont actuellement étudiés de manière accélérée. Tous les domaines stratégiques - innovation, industrie, numérique, environnement, et même le cadre juridique des entreprises, avec le « 28<sup>e</sup> régime », qui a l'ambition de créer une nouvelle catégorie de sociétés qui seraient indépendantes des droits nationaux - font l'objet d'une réflexion intense pour parvenir à un marché européen plus efficace et surtout mieux protégé. Le « made in Europe » en est une bonne illustration : le plan porté par Stéphane Séjourné (le commissaire à la Stratégie industrielle) réclame sans doute des précisions, mais ne saurait être indéfiniment discuté. Généralement, il faut deux à trois ans pour élaborer une version définitive d'un texte. Les Vingt-Sept ont compris qu'ils devaient aller plus vite.

Le retour de Donald Trump marque l'avènement de la loi du plus fort. Comment un écosystème juridique fait-il face à cette tornade ?

L'associé senior du cabinet d'avocats prévient qu'il ne faut pas s'attendre à un assouplissement de la volonté des Américains de contrôler les marchés stratégiques de l'énergie, du numérique et de l'IA.



SEBASTIEN SORIANO/LE FIGARO

devons pas attendre d'assouplissement dans leur volonté de contrôler les marchés stratégiques de l'énergie, du numérique et de l'IA. Si, en tant que Français nous sommes respectés, c'est grâce à l'efficacité de l'infrastructure juridique de l'UE qui oblige les autres blocs à négocier. Aujourd'hui, la tech américaine craint de lourdes amendes de la part de l'UE et l'industrie américaine ne veut pas de la nouvelle « préférence européenne ». Préserver nos libertés, notre indépendance stratégique, notre industrie de la défense ainsi que les données et le pouvoir d'achat des citoyens européens est un combat majeur. Nous ne le gagnerons qu'en soutenant nos institutions, qui ont appris à réguler l'accès à nos marchés, comme en témoigne l'expérience amère des Britanniques depuis le Brexit.

En attendant, les cabinets anglo-saxons sont ultra-présents en France, au point d'accompagner la majorité des opérations. Une donne intangible ? C'est indéniable. Entre grands cabinets français, nous nous affrontons sur des fusions-acquisitions emblématiques, et pendant ce temps les cabinets anglo-saxons sont à la manœuvre sur les opérations de private equity qui sont le poumon de la vie économique. Mais ce n'est pas intangible. Gide vient de reprendre une position de leader en private equity grâce à son approche transversale de cabinet « full service » qui lui permet de gérer rapidement les dossiers les plus complexes. La « boutique » ne suffit plus : il faut savoir faire travailler ensemble efficacement des équipes pluridisciplinaires rassemblant les meilleurs experts dans chaque domaine. C'est précisément le modèle que Gide construit patiemment depuis plus de dix ans avec une nouvelle génération d'associés.

## « Pour les États-Unis d'aujourd'hui, tout semble permis »

Faut-il rappeler que tout le monde a été sidéré ? Mais le plus impressionnant, ou le plus inquiétant, n'est pas tant cette logique jusqu'au-boutiste que la manière dont elle a été conçue, pensée, argumentée. Tout cela vient de loin, ce n'est pas le fruit d'un coup de sang, comme on l'entend parfois. Le plus préoccupant est la manière dont la politique de Donald Trump s'applique à remettre en cause les valeurs dont les États-Unis s'étaient fait les champions. Elle écarte le droit international, critique juges et avocats, annule des années de travail en faveur de la diversité et de la protection

de l'environnement. Ces girations finissent par porter atteinte à la sécurité juridique tant il devient difficile d'identifier la règle qui sera demain applicable. Pour l'Europe, critiquée par son allié historique jusque dans ses principes, la seule réponse efficace est une réponse unie qui, face à cette boussole désaxée, maintient le cap et garantit à ses citoyens, entreprises et investisseurs la sécurité juridique indispensable à la liberté et au développement du commerce.

Cette loi du plus fort, la prochaine mandature

à la Maison-Blanche sera-t-elle en mesure de l'atténuer ?

Pour les États-Unis d'aujourd'hui, tout semble permis : les déficits massifs, le prosélytisme du vice-président Vance en Europe, les droits de douane, l'ambiguïté stratégique envers la Russie, etc. La loi du plus fort s'efforce d'exploiter toute potentielle faiblesse de l'Union européenne (UE) ou de l'autorité de Bruxelles. Cela peut-il changer ? Lorsqu'il s'agit, pour les États-Unis, de privilégier leurs intérêts, les Administrations successives font preuve de continuité et nous ne

Jusqu'à quel point l'IA menace-t-elle le métier d'avocat ?

L'avocat est un contradicteur, à l'audience comme en négociation. Le fait qu'hier le client venait chercher une solution et qu'aujourd'hui il arrive avec un mémo généré par l'IA ne change pas notre mission : le défendre et l'aider à prendre la bonne décision. L'IA ne procure pas au client le discernement, l'analyse fine d'un contexte et la maîtrise du narratif qu'il attend de son avocat. Celui-ci s'appuie lui aussi sur l'IA et la valeur ajoutée de professionnel est avant tout son expérience et son savoir-faire accumulé au fil des dossiers. En accélérant le traitement des faits et l'analyse, l'IA nous permet de consacrer davantage de temps à la réflexion, qui est au cœur de notre métier. Pour cette raison, Gide investit massivement dans ces technologies en poursuivant une politique volontariste de recrutement de jeunes avocats qui s'approprient naturellement ces outils et renforcent la performance collective du cabinet. ■

## LES DÉCIDEURS

[nominations@lefigaro.fr](mailto:nominations@lefigaro.fr)

CÉDRIC MAHIEU  
Stokomani

L'enseigne Stokomani désigne Cédric Mahieu DG adjoint offre et chaîne d'approvisionnement. Mélanie Marseault intégrera l'entreprise le 13 avril comme directrice d'exploitation, en charge du développement et du pilotage du réseau. L'objectif : s'imposer comme le « déstockeur de référence des marques aux meilleurs prix ».

ANNE-LAURE TINGRY  
Canal+

Au terme de près de vingt-cinq années chez Orange, Anne-Laure Tingry rallie Canal+ en qualité de directrice de la data et de l'IA, siégeant au comité exécutif. Alors que le groupe de média et de divertissement accélère sur l'intelligence artificielle, elle sera chargée de conduire la stratégie en la matière et piloter la mise en œuvre des projets dans ce domaine.

ANGÉLIQUE BEAUSEIGNEUR  
MAIF

Après le départ de Thierry Biarreau, directeur technique assurance de la MAIF, Angélique Beauseigneur, dans la société depuis 2007, lui succède. Elle cède les commandes du pôle transformation et performance à Élodie Degorce, qui évoluait à la direction de la relation sociétaire et intègre donc le comité opérationnel.

BlaBlaCar annonce deux évolutions au sein de son comité exécutif



Outre leurs promotions simultanées chez BlaBlaCar, Adrien Tahon et Pierre-Antoine Vertray partagent plusieurs points communs.

Le premier, nouveau directeur des opérations, a néanmoins consacré son parcours au réseau de covoiturage, tandis que le second, désormais au volant de la finance, a rejoint l'aventure en 2020. Ils sont tous deux désormais au service du changement de l'image de marque. L'entreprise française réalise désormais l'immense majorité de ses activités à l'international et ne se limite plus aux déplacements automobiles. Leur objectif consiste à l'ériger en plateforme de voyage globale. Adrien Tahon et Pierre-Antoine Vertray ont choisi une voie identique, celle de la classe préparatoire. Plus que la perspective d'intégrer une grande école, le riche contenu du cursus les séduisait. Une opportunité qui les a conduits dans les rangs de HEC.

La suite les distingue cependant. Indécis, Adrien a multiplié les entretiens, sans convictions. Déjà utilisateur - et amateur - de BlaBlaCar, il a tenté sa chance auprès de l'entreprise. L'absence de réponse ne l'a pas freiné, il a persévéré et a finalement décroché le 156<sup>e</sup> badge de la société. « Je considérais ne rien savoir faire, je voulais juste résoudre des défis », glisse-t-il. Il a été recruté en qualité d'analyste data, à

une période charnière pour la structure : son équipe a ainsi grimpé de trois à quinze membres en l'espace de trois ans. En 2017, il souhaitait se diversifier et a opté pour le marketing. Il a continué à gravir les échelons, récupérant les rênes de la division « Daily » pour les trajets du quotidien puis la vice-présidence de l'Europe de l'Ouest. Et d'éayer : « Je m'interroge souvent sur ma place dans le groupe, un alignement d'étoiles m'a toujours assuré d'évoluer comme je l'espérais. » Une providence qui ne doit rien au hasard, à en croire Pierre-Antoine. « BlaBlaCar privilégie des profils jeunes, plutôt que sélectionner systématiquement des cadres extérieurs. Il nous fournit donc de solides arguments pour rester. » Pierre-Antoine a emprunté un chemin différent, en débutant auprès du cabinet Accuracy, à Amsterdam en 2015. L'année suivante, il a quitté le conseil mais pas les Pays-Bas, en ralliant Booking.com qui lui promettait de s'initier au monde de la tech. « J'échangeais avec de nombreux dirigeants, ce qui me garantissait une vue d'ensemble », loue-t-il. De retour dans l'Hexagone pour motifs personnels, il a rencontré son prédécesseur au sein de BlaBlaCar qui lui a créé un poste sur mesure, alors qu'il cherchait le mouton à cinq pattes : un employeur qui dispose d'un rôle positif dans la décarbonation et tourné vers l'étranger.

MAUD KENIGSWALD

ALEXIA VIGNEAU  
Forvis Mazars



Forte de 27 ans d'expérience, dont 15 en ressources humaines, Alexia Vigneau devient DRH de Forvis Mazars en France. Celle qui occupait précédemment cette fonction chez Deloitte Conseil devra dorénavant accompagner les 5300 collaborateurs dans l'Hexagone, en misant sur leurs compétences, leur engagement ainsi que l'employabilité.

MYLÈNE POISSON-LEBEL  
Aon

L'entreprise de services de courtage et de conseil aux entreprises Aon accueille Mylène Poisson-Lebel comme directrice commerciale. Celle qui était déjà passée par Aon entre 2003 et 2011 pilotera la définition et la mise en œuvre de la stratégie commerciale afin d'accélérer la croissance et de renforcer son positionnement.

CAROLINE SASIA  
Forvia

S'appuyant sur plus de deux décennies au sein du groupe Renault et de l'Alliance Renault-Nissan-Mitsubishi, Caroline Sasia devient vice-présidente senior pour la communication et les affaires publiques de Forvia. Elle succède à Victoria Chaniel, qui quitte le groupe et, dans ce contexte, la responsabilité de la RSE sera confiée à Carla Gohin, qui supervise la stratégie.

# L'étonnante offre à 56 milliards d'euros du fonds de Bill Ackman sur Universal Music

Ingrid Vergara

Pershing Square Holdings veut s'emparer de la major de l'industrie musicale pour la coter à Wall Street. Le sort de l'opération est entre les mains de Vincent Bolloré.

Le projet lui tient à cœur depuis des années. L'investisseur activiste Bill Ackman veut que la plus grande maison de disques du monde, Universal Music Group, qui abrite entre autres artistes Taylor Swift, Billie Eilish, Kendrick Lamar, Drake et Lady Gaga, soit cotée à la Bourse à New York. Il n'a jamais manqué une occasion de le clamer haut et fort. Mais cette fois, Bill Ackman sort les grands moyens.

Son fonds d'investissement Pershing Square Holdings est prêt à offrir 56 milliards d'euros pour racheter Universal Music Group, puis fusionner la major avec sa structure d'acquisition Pershing Square Sparc afin de coter l'ensemble sur le New York Stock Exchange d'ici à la fin de l'année. Sparc est ce qu'on appelle en anglais un Spac (« Special Purpose Acquisition Company »), c'est-à-dire une société dont la seule finalité est de lever des fonds en s'introduisant sur une place boursière. L'offre de Pershing sur Universal



Taylor Swift compte parmi les stars accompagnées par la maison de disques Universal Music Group.

Music, non engageante et faite pour partie en cash et en actions du nouvel ensemble, représente une prime de 78 % par rapport au dernier cours de l'action d'UMG avant l'annonce.

Bill Ackman avait déjà évoqué un scénario de fusion avec un Spac en 2021, lorsque Pershing Square Holdings était entré à hauteur de 10 % au capital d'Universal Music Group (il n'en détient plus aujourd'hui que 4,7 % selon le dernier décompte de l'entreprise). C'était juste avant la cotation de la major à la Bourse d'Amsterdam, décidée par Vivendi. L'investisseur activiste estime qu'en étant cotée sur le marché américain, la valeur réelle d'UMG dans le monde du divertissement, dont l'épicentre reste les États-Unis, serait mieux prise en compte. L'action a perdu près de la moitié de sa

valeur sur les douze derniers mois et se négocie actuellement à des multiples deux fois inférieurs à ceux de Spotify, selon les données de London Stock Exchange Group. Or le conseil d'administration de UMG, qui avait déposé un dossier d'introduction à New York à l'été 2025 après un accord avec Pershing, vient de différer son projet sine die le mois dernier, invoquant l'incertitude des marchés.

Pour Bill Ackman, c'en est trop. De son communiqué annonçant l'opération transparaît la frustration de l'investisseur activiste. Tout en saluant « le travail remarquable » et les « excellents résultats financiers » au crédit du directeur général Lucian Grainge et ses équipes, Bill Ackman énumère les éléments qui font stagner, selon lui, le potentiel de la major : le retard de la cotation à

Wall Street, des questions autour de l'actionnariat, une mauvaise communication financière avec les investisseurs, une sous-utilisation de son bilan pour faire plus d'acquisitions, la sous-estimation par le marché de sa participation dans Spotify... Autant de problèmes, selon lui, « qui peuvent tous être résolus grâce à cette opération ». Il chiffre même à 15 milliards d'euros sur cinq ans ce qu'apporteraient ses propositions sur l'affectation des ressources et de la dette d'UMG pour des investissements, des acquisitions et des rachats d'actions.

Le projet de Bill Ackman s'accompagne aussi d'une « refonte » de la gouvernance : l'ancien président de Disney Michael Ovitz prendrait la présidence, « l'un des dirigeants les plus reconnus du secteur mondial du divertissement »

selon lui, et deux représentants de Pershing rejoindraient le conseil d'administration d'UMG. Bill Ackman en était volontairement parti l'an dernier. Lucian Grainge, lui, se verrait offrir un nouveau contrat de travail et un nouvel accord de rémunération.

Pour financer cette opération, Pershing Square contracterait une dette supplémentaire de 5,4 milliards d'euros et UMG céderait sa participation dans Spotify, estimée à environ 1,5 milliard d'euros, après paiement des impôts et rémunération des artistes.

La suite va maintenant dépendre de Vincent Bolloré. L'homme d'affaires français détient, via la Compagnie de l'Odé et le groupe Bolloré, 18,5 % du capital d'UMG auxquels s'ajoutent les 13,43 % détenus par Vivendi, selon le site d'UMG. Bill Ackman estime d'ailleurs que l'incertitude sur ce que Vincent Bolloré veut faire de sa participation dans UMG pèse sur le cours de l'action de la major. « À moins que Vincent Bolloré ne soutienne cette initiative, la proposition semble vouée à l'échec d'emblée », écrit Nicolas Marmurek, analyste chez Square Global, cité par Bloomberg. « Il avait été d'accord, il aurait recommandé l'opération. Il s'agit clairement d'une manœuvre de Pershing Square visant à soumettre la proposition aux actionnaires. » Mardi après-midi, ni le groupe Bolloré, ni Vivendi, ni Universal Music ne souhaitaient réagir.

Les marchés financiers semblaient d'ailleurs assez dubitatifs sur l'issue de l'opération. Si les actions du groupe Bolloré, de Vivendi et d'UMG ont toutes fortement grimpé après l'annonce de l'offre, le titre Universal était bien loin d'approcher le niveau de la prime proposée par Bill Ackman. « Cette proposition n'est pas contraignante et pourrait bien échouer, mais elle a au moins le mérite de soulever des questions pertinentes et de plaider en faveur de changements radicaux », concluent les analystes d'ING. ■

## Gala & myBlend

DEMAIN EN KIOSQUE

LE KIT EXPERT GLOW & FERMETÉ AVEC VOTRE MAGAZINE

Gala

3,50 €\* • EN VENTE DEMAIN CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

\*Gala (3,50€) + Le kit expert myBlend offert pour un prix total de 3,50€

## La tech israélienne pénalisée par la guerre contre l'Iran

Keren Lentschner

Les start-up souffrent de l'absence de leurs salariés et de levées de fonds ralenties.

Après plus d'un mois de conflit, la tech israélienne accuse le coup. Si les entreprises du secteur continuent de fonctionner, près de la moitié d'entre elles fait état d'une pénurie de main-d'œuvre, selon une étude de l'Israel Innovation Authority, l'un des principaux organismes du secteur, conduite fin mars auprès de 637 dirigeants. L'absence des salariés est liée à la mobilisation de nombreux réservistes dans l'armée - où la tech est surreprésentée -, à la fermeture des écoles qui oblige les parents de jeunes enfants à rester auprès d'eux ainsi qu'aux conditions de sécurité.

Ce n'est pas le seul obstacle rencontré. « Le secteur est confronté à toute une série de défis liés aux chaînes d'approvisionnement, au développement de produits et à l'accès au capital (...), détaille Dror Bin, à la tête de l'organisme. L'expérience de ces dernières années a démontré la capacité du secteur à se redresser rapidement. Le challenge actuel consiste à permettre aux entreprises de traverser cette période et de pouvoir renouer avec la croissance une fois que le conflit sera terminé. »

Depuis le 28 février, l'économie israélienne est profondément impactée par le conflit avec l'Iran. Le coût des cinq semaines d'offensive atteint près de 15 milliards de dollars. La tech, poumon de l'économie locale (20 % du PIB), en subit de plein fouet les conséquences : 42 % des entreprises du secteur indiquent des retards importants dans leurs calendriers de développement, et 22 % déclarent avoir déjà reporté des étapes clés de lancement de leurs produits. Plus de la moitié a rencontré des difficultés dans l'importation

d'équipements, de composants et de matières premières.

Enfin, la fermeture quasi totale de l'aéroport Ben Gourion complique la participation à des réunions, à des conférences internationales, à la signature de contrats ou de partenariats, et à la mobilisation d'investisseurs. 71 % des entreprises du secteur signalent des répercussions sur leurs levées de fonds. Un quart d'entre elles indique que les investisseurs ont reporté leurs décisions et 11 % ont annulé leurs projets. Une préoccupation majeure dans un pays qui dépend fortement des capitaux étrangers, notamment américains.

Malgré tout, « le secteur continue de faire preuve de résilience et démontre sa capacité à fonctionner même dans des conditions difficiles », relativise Dror Bin. Chez Sentrycs, par exemple, qui conçoit un système de détection et d'interception de drones commerciaux qui équipe plusieurs unités spéciales de l'armée et de la police et certaines prisons, il faut gérer une activité en plein boom en raison du contexte sécuritaire. La start-up, qui réalise la majorité de son chiffre d'affaires en dehors de ses frontières (plus de 30 pays), a enregistré un premier trimestre record. Elle vient d'annoncer le déploiement de sa solution lors de la Coupe du monde de football organisée aux États-Unis cet été. Mais elle doit aussi composer avec l'absence d'environ 20 % de ses équipes et un fret aérien ralenti. « Nous nous sommes adaptés en mettant en place deux sites de production en Europe et aux États-Unis », explique sa vice-présidente marketing, Audelia Boker. Un tiers des entreprises interrogées envisagent de délocaliser leur activité. ■

# LE FIGARO et vous



**MARIANNE CHAILLAN**  
CETTE ENSEIGNANTE MARSEILLAISE  
VEUT REMETTRE LA PHILOSOPHIE  
SUR LA PLACE PUBLIQUE

PAGE 40



**HIGH-TECH**  
LE SUCCÈS DE LA NOUVELLE  
GÉNÉRATION DE LUNETTES  
CONNECTÉES DOPÉES À  
L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

PAGE 35



Safra Catz (deuxième en partant de la gauche), coprésidente d'Oracle, avec son équipe à l'issue d'une réunion, porte un sac sans logo, reconnaissable des seuls initiés.

## Les femmes d'affaires font profil bas avec leur sac

Alors qu'elles sont souvent clientes des marques de luxe, les dirigeantes ont pourtant des scrupules à afficher un sac griffé dans le cadre professionnel. Décryptage. **PAGE 34**

## « Romeria », la nouvelle pépite du cinéma espagnol **PAGE 36**



QUIM VIVES/ELÁSTICA FILMS

## Les Rolling Stones jouent aux devinettes

Olivier Nuc

Une série d'affiches à Londres et un site internet laissent planer l'annonce du retour du groupe. Fin du suspense samedi 11 avril.

Depuis une semaine, les Londoniens ont vu fleurir, dans les rues de leur ville, des affiches roses sur lesquelles figure la mystérieuse inscription : The Cockroaches (« les cafards »). Un QR Code renvoie à un site internet, dont la page unique représente une chambre d'ado typique des années 1970 : un lit une personne à la couverture en imprimé orange caractéristique, des médiateurs, une collection de disques parmi lesquels on reconnaît la pochette

du Ziggy Stardust de David Bowie, une carte postale de Natchez (Mississippi, haut lieu du blues) et surtout une horloge murale affichant la date du 11 avril 2026, et l'heure 1:41 PM (14h41, heure de Paris). Que se passera-t-il alors ?

Les plus fins limiers ont déjà décelé de nombreux indices dans cette image. The Cockroaches est un nom familier des historiens du rock. C'est sous l'alias Keith & The Cockroaches que les Rolling Stones avaient annoncé un concert surprise,

qui s'était tenu dans un club de Toronto en mars 1977. Ce pseudonyme a été utilisé pour la dernière fois par le groupe anglais pour un concert à Worcester, dans le Massachusetts, dans un club de 350 personnes.

### Keith Richards dément un tour d'Europe

En lisant les mentions légales du site de ce groupe pas si mystérieux, on découvre qu'il est hébergé par Universal Music, la multinationale distributrice de l'intégralité des enregistre-

ments des Stones et avec laquelle ils sont toujours sous contrat. Dernier indice, la question « Who the fuck are the Cockroaches ? » reprend le graphisme du tee-shirt porté par Keith Richards sur une photo célèbre de 1975.

On ne sait pas, à ce jour, ce que les vétérans du rock Mick Jagger et Keith Richards, aujourd'hui âgés de 82 ans, vont annoncer. L'an passé, plusieurs témoignages annonçaient l'imminence de la sortie d'un nouvel album. Le cœur de

celui-ci aurait été enregistré en même temps que *Hackney Diamonds*, le dernier album studio de la formation, sorti en 2023 et réalisé par le jeune Andrew Watt.

En 2025, l'homme déclarait : « Travailler pour les Stones, c'est comme travailler pour Batman. Dès que la langue brille au-dessus de la ville, on laisse tout tomber et on monte à bord. Je peux confirmer que nous avons enregistré de la musique ensemble. »

Cette annonce se doublerait peut-être de celle d'une ou

plusieurs dates de concert, mais probablement pas d'une tournée à proprement parler. Il y a quelques semaines, Keith Richards avait démenti les rumeurs d'annonce d'un tour de l'Europe en expliquant qu'il n'avait pas envie de repartir sur les routes. Les Rolling Stones envisagent peut-être une série de concerts à Londres dans une grande salle. En France, c'est à l'hippodrome de Longchamp, à Paris, que le groupe s'est produit pour la dernière fois, en juillet 2022. ■

Valérie Guédon

Ces femmes à la tête de grandes entreprises, travaillant dans la finance, l'industrie ou le conseil, sont des clientes du luxe. Mais quand leurs confrères affichent leur montre suisse, elles laissent leur cabas Chanel, Dior ou Louis Vuitton à la maison.

En tant que journaliste de mode, il n'est pas rare de croiser des femmes PDG portant un sac de luxe... le plus souvent de la maison qu'elles dirigent. C'est le cas par exemple de Delphine Arnault, CEO de Dior, qu'on a vue ces temps-ci avec le nouveau modèle Bow de l'institution de l'avenue Montaigne, et de Leena Nair, CEO de Chanel, qui apprécie le récent sac à rabat de la maison de la rue Cambon.

Aussi, quel ne fut pas notre étonnement quand une connaissance occupant un poste à haute responsabilité dans une entreprise du CAC 40 nous confiait ne pas assumer son cabas Neverfull de Louis Vuitton en conseil d'administration - « J'ai peur qu'on me trouve bling-bling et superficielle ».

On regardait alors du côté des exécutives les plus influentes de la planète. Et effectivement, sur les photographies le plus souvent officielles, les Françaises Catherine MacGregor (PDG d'Engie), Christel Heydemann (Orange), ou encore les Américaines Jane Fraser (Citigroup) et Adena Friedman (Nasdaq), portent quelques bijoux, parfois de la couleur, maîtrisent leur image... mais ne portent pas de sac. Comme si l'accessoire les renvoyait à une féminité, disons, « potiche » quand leurs homologues masculins naviguent les mains dans les poches.

Seule exception, la CEO de General Motors, Mary Barra, vue en juillet 2025, à la conférence Allen & Co. avec un cabas Book Tote de Dior. Un choix assumé, puisque ce « camp d'été pour milliardaires » organisé à Sun Valley, dans l'Idaho, est connu pour ses looks décontractés, décryptés dans la presse américaine - un peu comme l'arrivée des footballeurs à Clairefontaine.

Plus proche de nous, Victoire, associée dans un cabinet notarial à Paris, vient justement d'investir dans un 25 de Chanel, le it-bag de la maison, très beau mais dont le cuir matelassé et le fermoir double C ne trompent guère sur l'origine. « Je le mets pour aller au bureau parce que je l'aime beaucoup et sinon je n'en profiterai pas, mais je le porte avec discrétion... » À l'étude, elle veille à le poser à ses pieds ou dans une zone de son bureau peu



Mary Barra, PDG de General Motors à la Allen & Co. Sun Valley Conference, l'été dernier. KEVIN DIETSCH / GETTY IMAGES NORTH AMERICA / GETTY IMAGES VIA AFP

Ce que confirme Lucas Derobert, « personal shopper » aux Galeries Lafayette, qui conseille femmes et hommes de pouvoir pour leur garde-robe professionnelle. « Lorsqu'un homme dirigeant vient me voir, il veut valoriser une promotion ou sa réussite à travers un beau costume ou la montre d'un horloger suisse que, d'un regard, les initiés pourront identifier. Pour une femme de la même position sociale, l'exercice est plus subtil : l'objectif est de s'imposer à travers son style sans être trop féminine ou m'as-tu-vu afin de ne pas susciter des regards déplacés, ou de la jalousie au sein de l'entreprise. Or, le sac à main est l'élément le plus visible et le plus révélateur du pouvoir d'achat de sa propriétaire. »

« Même mes collègues femmes les plus apprêtées sont discrètes sur leurs sac. Moi, je ne vois pas pourquoi je devrais m'excuser de porter un cabas griffé quand, dans mon milieu majoritairement masculin, mes collègues comparent leurs montres de luxe »

Eva Cadre dirigeante dans un fonds d'investissement

« Même si mon milieu (le notariat) s'est féminisé ces dernières années, une femme, surtout à mon poste, part encore avec un train de retard parce qu'elle n'est pas un homme de 60 ans en costume. Il m'est déjà arrivé qu'on me prenne pour la secrétaire avant une négociation. Autant vous dire que la réunion ne s'est pas très bien passée », sourit Victoire, qui assume un look féminin et coloré, loin des tailleurs à épaulettes du power dressing féminin des années 1980. « À 30 ans, je pensais qu'il fallait me fondre dans un certain conformisme, y compris vestimentaire, pour justifier ma légitimité, se souvient Eva. Dix ans après, je considère que je n'ai plus rien à prouver. Avec l'expérience, j'ai compris que ma tenue, mon sac et plus généralement l'image que je renvoie, peut m'aider à performer dans mon travail. »

Lucas Derobert, des Galeries Lafayette, abonde : « Passé 40 ans, les femmes à des hauts postes en entreprise ont davantage tendance à oser et à se faire plaisir. Cette nouvelle audace vient parfois gommer les frustrations du passé. » Selon le personal shopper, les modèles plaisant le plus à cette clientèle sont généralement sobres, sans logo trop apparent, au bon rapport qualité-prix.

L'expert voit aussi les choses évoluer pour les jeunes générations : « Ces trentenaires encore en phase de légitimation, si elles restent prudentes, cherchent aussi à bousculer certaines conventions. Chez ces "digital natives", l'univers du luxe est plus accessible et leur rapport aux marques est bien plus décomplexé. Et elles savent en utiliser les codes pour signifier leur réussite. » ■

## Pourquoi le sac de luxe reste si discret au bras des dirigeantes

visible de ses collaborateurs. « Globalement, je suis un peu gênée d'afficher un sac qui reste inabordable pour la plupart de mes collaborateurs. Comme pour les bijoux que j'adore : je porte déjà deux joncs de Cartier au poignet et je trouve qu'il serait inapproprié d'en ajouter d'autres dans le contexte professionnel! »

Eva, cadre dirigeante dans un fonds d'investissement, n'a pas ces scrupules. « Mais je suis une exception dans mon open space. Même mes collègues femmes les plus apprêtées sont discrètes sur leurs sacs, concède-t-elle. Moi, je ne vois pas pourquoi je devrais m'excuser de porter un cabas griffé quand, dans mon milieu majoritairement masculin, mes collègues comparent leurs montres de luxe et chaussent des souliers Berluti! » Pour cette Parisienne de 43 ans, ses sacs (« un

grand Bobby de Dior, un cabas Phantom de Celine, un Saint Laurent, un modèle tressé de Bottega Veneta et un 2.55 de Chanel ») sont liés à autant de succès professionnels. Lucide toutefois, elle s'adapte au contexte et à ses interlocuteurs. « Un sac de marque peut impacter ma crédibilité et l'intérêt que la personne en face porte à ce que je raconte. Certains vont l'interpréter comme un atout, une preuve de goût. Avec d'autres, il vaut mieux faire profil bas. »

C'est le choix de Céline, elle aussi cadre supérieur dans la finance, qui, dans la sphère professionnelle, ne prend jamais son sac préféré (un Louis Vuitton) et se contente d'un modèle à moins de 500 euros, de marques accessibles telles que Polène, Balzac ou, ces temps-ci, un Claudie Pierlot, plus passe-partout

en termes d'esthétique et plus tout-terrain pour le quotidien.

« Dans mon milieu, il est rare qu'en entrant dans une pièce, une femme soit d'emblée identifiée comme la personne la plus puissante ou la plus gradée autour de la table, explique-t-elle. J'ai toujours fait de ce rôle d'outsider un atout, alors je ne vais pas tout ruiner avec un vêtement ou un accessoire attirant la lumière sur moi. » Pour Anne Monjaret, directrice de recherche au CNRS et anthropologue, qui a étudié la place du vêtement dans les milieux du travail : « Même à un haut niveau de hiérarchie, ou justement à cause de ça, les femmes sont regardées autrement que les hommes. On considère encore les signes extérieurs de richesse comme peu seyants pour le pouvoir au féminin. »

## En tête du CAC 40 des it-bags



**LE PLUS COCO**  
Lancé l'année dernière, d'où son nom - 25 pour 2025 -, ce sac seau fonctionnel concentre toute l'excellence de la maison de la rue Cambon : le cuir matelassé, l'anse chaîne et le fermoir double C. Sac 25 en cuir de veau grainé de Chanel, 5 600 €, [www.chanel.com](http://www.chanel.com)



**LE PLUS ITALIEN**  
Ce cabas Tod's possède les mêmes qualités que le fameux Gommino, le moccasin de conduite inventé par Diego Della Valle qui fit le succès de la marque transalpine : souple, élégant et pratique. Sac en cuir de veau de Tod's, 2 300 €, [www.tods.com](http://www.tods.com)



**LE PLUS POINTU**  
L'intrecciato, soit la méthode de tressage du cuir de la griffe vénitienne dans le giron de Kering, est en soi un signe de reconnaissance ultrachic pour les élégantes de l'open space. Sac Pinacoteca en cuir satiné de Bottega Veneta, 3 900 €, [www.bottegaveneta.com](http://www.bottegaveneta.com)

**LE PLUS HISTORIQUE**  
Le saviez-vous ? Ce modèle emblématique de Louis Vuitton, plébiscité par les femmes de pouvoir, porte le nom de la rue où a été inauguré le tout premier magasin du malletier en 1854 - rue Neuve-des-Capucines à Paris. Sac Capucines en cuir de Louis Vuitton, 7 000 €, [www.louisvuitton.com](http://www.louisvuitton.com)



**LE PLUS JOLIE MADAME**  
Grâce à sa chaîne amovible, ce sac en forme de nœud, emblème de Dior, se transforme en une élégante pochette en cuir. De quoi accompagner les femmes d'affaires, du matin au soir. Sac Bow en cuir souple de Dior, 4 100 €, [www.dior.com](http://www.dior.com)



**LE PLUS RIVE GAUCHE**  
Avec son logo qui fait profil bas, son format calibré pour le quotidien et ses finitions impeccables, ce modèle Saint Laurent est un des plus prisés par les femmes du Comex. Cabas Sac de Jour en cuir grainé de Saint Laurent, 4 200 €, [www.ysl.com](http://www.ysl.com)



Pascal Grandmaison

Utiles pour le sport, pour capturer des photos et des vidéos ou encore pour accéder à l'IA, elles connaissent un développement fulgurant. Focus.

« **I**l vous reste 3 km à courir mais vous avez rendez-vous dans trente minutes au centre-ville. Vous allez être en retard. Je vous conseille de courir encore 1 km à vive allure, pour perdre 1000 calories supplémentaires, puis de rentrer vous préparer à la maison ! » Ces conseils à la saveur futuriste, prodigués par une intelligence artificielle connaissant les moindres détails de notre vie privée, n'appartiennent déjà plus au domaine de l'anticipation. Après les smartphones, et plus modestement les montres connectées, qui ont redessiné les rapports humains au début du XXI<sup>e</sup> siècle, les lunettes connectées s'approprient à prendre le relais, en devenant une extension naturelle de notre corps. Pour l'occasion, elles s'enrichissent de puissantes fonctionnalités multimédias : capture photo et vidéo, musique, téléphonie, affichage des mesures corporelles ou des kilomètres parcourus et, dernière sensation, assistance par intelligence artificielle.

Le premier lancement grand public est intervenu entre 2012 et 2016 avec les Google Glasses. Peu esthétiques, limitées en autonomie, chères et suscitant de nombreuses inquiétudes au sujet de la vie privée, elles ont étreigné le concept sans connaître le succès. Il faut attendre les Ray-Ban Meta, à partir de 2023, pour noter un véritable engouement. Le produit ressemble en effet à une véritable paire de lunettes Ray-Ban, ce qui facilite son intégration de manière naturelle. Il est pourtant capable de diffuser de la musique, de prendre des appels, de capturer discrètement des photos et des vidéos et, depuis



Les Oakley Meta Vanguard allient le savoir-faire d'Oakley dans le sport et de Meta en matière d'IA. OAKLEY

## Le retour en grâce des lunettes connectées

les dernières versions, de faire appel à l'IA pour poser des questions sur son environnement ou disposer d'une traduction des langues en temps réel. 2026 sonne le véritable départ de la technologie des lunettes connectées. Les marques se multiplient et les prix commencent à baisser. Trois grandes catégories de produits semblent émerger : les lunettes audio avec assistant IA, les modèles avec caméra et les montures avec affichage dans le champ de vision, souvent dédiées au sport.

### Statistiques en temps réel

Véritables références dans le domaine, les Ray-Ban Meta (499 €), conçues par Meta et EssilorLuxottica, disposent de haut-parleurs et de micros dans leurs branches afin de passer des appels ou d'écouter de la musique. En kit mains libres, elles captent mieux la voix de l'utilisateur qu'avec des écouteurs classiques, puisque les micros se situent près de la bouche et non au niveau des oreilles. Leur caméra frontale autorise la prise de photo ou le live streaming, à partager immédiatement sur Instagram ou Facebook, propriétés de Meta. Depuis quelques mois, elles intègrent l'intelligence artificielle Meta AI (à condi-

tion d'être connecté au smartphone). On peut ainsi demander en temps réel et à voix haute quel bâtiment se trouve devant nous ou comment se rendre dans un lieu particulier (guidage vocal). Avec leur look de Ray-Ban traditionnelles, elles se fondent sans problème dans les décors les plus chics. Une variante outdoor vient de sortir, les Oakley Meta Vanguard (549 €). Alliant le savoir-faire d'Oakley dans le sport et l'expertise de Meta en matière d'intelligence artificielle, elles combinent des verres teintés, des montures étanches (IP67), un capteur 3k et des haut-parleurs stéréo. Elles intègrent également les données issues des apps de Garmin et de Strava, que les sportifs utilisent pour l'entraînement. Avec un appareil Garmin compatible (GPS sportif), il est possible d'interroger Meta AI sur son état ou d'obtenir des mises à jour en temps réel sur des statistiques spécifiques, le tout en mode mains libres et sans écran, pour rester pleinement concentré sur son entraînement. Il suffit de demander : « Hey, Meta, quelle est ma fréquence cardiaque ? » ou « Hey, Meta, comment je me sens ? » pour obtenir des informations instantanées. Poursuivant la même philosophie, Les

opticiens Kryss ont développé un modèle au design comparable, les Smart Signature Kryss (299 € ou 349 € avec des verres photochromiques). Conçues pour le sport et l'aventure, adaptables à la vue du porteur via un clip, elles embarquent une caméra intelligente, l'audio immersif et la communication sans les mains. La caméra 16 mégapixels enregistre des vidéos stabilisées Full HD, tandis qu'une IA, via une app mobile, peut extraire automatiquement les moments forts pour effectuer un montage en musique. Notez qu'une fonction originale de talkie-walkie promet d'échanger avec d'autres montures Signature Kryss.

### Un surplus d'intelligence

Pour les sportifs attentifs à leurs performances, la start-up française Ontrack propose une alternative encore plus accessible : les Ontrack Sport (159 €, 56 g, autonomie 8 heures). Équipées simplement de 2 haut-parleurs directionnels à oreilles libres (ne bouchant pas le conduit auditif) et de quatre microphones, elles assurent la communication mains libres et l'audio immersif. Les sportifs profiteront de leurs verres polarisants (niveau de

protection 3) ainsi que de l'introduction imminente d'un coach IA embarqué, capable d'accompagner l'utilisateur en temps réel pendant ses entraînements. Analyse de cadence, gestion de l'effort, posture, constance : il offrira des conseils personnalisés, sans écran et sans application à manipuler. Notez qu'il existe un modèle au design intemporel pour les urbains (Ontrack Urban, 119 €). Pour les adeptes de la course à pied, le grenoblois Engo lance les Engo3 (399 € en version photochromique, 39 g), une paire de montures minimalistes, sans caméra ni haut-parleurs, exploitant la réalité augmentée pour visualiser en direct dans le champ de vision les informations critiques des sportifs : fréquence cardiaque, allure, puissance, cadence, dynamiques de course... Les métriques essentielles sont projetées directement dans la ligne de vision naturelle, à 3 m environ devant le coureur, sans gêner la visibilité, pour un suivi instantané de près de 40 données. Avec une luminosité adaptative pouvant atteindre jusqu'à 3000 cd/m<sup>2</sup> (nits), les Engo3 garantissent une lisibilité parfaite en plein soleil comme à l'ombre, tandis que l'autonomie atteint 18 heures. Elles se synchronisent avec un smartphone, une montre connectée, notamment Garmin et Apple Watch, pour récupérer les données vitales et offrir une expérience de course entièrement personnalisée.

Terminées avec la cinquième génération des lunettes Spectacles de Snapchat (lancement fin 2026). Toujours capables de capturer des photos 3D et des vidéos du quotidien, elles disposent désormais d'un écran avec un champ de vision de 46 degrés, évoquant une surface de 100 pouces à 3 m. Reliées au smartphone, elles peuvent accéder à des apps sur mesure, que l'on manipule avec des gestes (devant la caméra) ou par la voix. L'IA embarquée assure traduction en temps réel, prompt vocal pour surfer ou visionner des vidéos sur YouTube, guidage GPS mais aussi génération d'images (un chien sur un scooter) à la faveur d'un partenariat avec OpenAI, apprentissage du piano ou recettes de cuisine. Même des jeux sont disponibles en réalité virtuelle pour, par exemple, jouer au basket ou au foot avec une balle bien réelle. Seul problème, les Spectacles ne sont pour l'instant disponibles que pour les développeurs. Encore un peu de patience ! Le futur est presque là. ■

## Le drone qui fait tourner les têtes

Équipé d'un capteur 1 pouce, le Dji Avata 360 réalise d'ingénieux films 8K à 360°. Nous l'avons testé.

**L**unettes FPV plantées sur le crâne, nous descendons à toute vitesse les lacets aléatoires d'une rivière de montagne. Avec l'agilité d'un oiseau, nous rasons la surface de l'eau avant de nous envoler au-dessus des arbres pour apprécier la grandeur des massifs alentour. Chaque seconde de notre périple est enregistrée en vidéo par la caméra de l'appareil. En fin de journée, de retour à la maison, nous pouvons alors visionner ce moment intense sur un smartphone ou un ordinateur. Avec une petite nouveauté : la caméra 360° a consigné l'ensemble de la scène, devant l'objectif mais aussi derrière, dessus, dessous et sur les côtés, tout autour à 360°, nous laissant toute latitude pour choisir l'angle idéal de visionnage à postériori. Comme si un cadreur surdoué avait réalisé une captation parfaite. Magique !

Nous avons testé le nouveau bijou du chinois DJI : l'Avata 360. Il s'agit de la troisième génération des drones Avata, spécialisés dans les expériences de vol immersif (on a l'impression de se trouver à l'intérieur de l'appareil). L'Avata 360 se distingue par un puissant capteur 1 pouce, habituellement réservé aux appareils pros et semi-pros, ainsi qu'un objectif 360° (interchangeable avec objectif classique pour réaliser des vues standards en 4K à 60 images par seconde), capable de fournir des fichiers vidéo 8K à 60 i/s et des photos 120 mégapixels. Les grands pixels 2,4 µm autorisent la captation des zones d'ombre et de lumière avec une clarté exceptionnelle. La présence d'un système de transmission vidéo O4 PLUS assure une transmission HD (1080p à 60 i/s) jusqu'à 20 km (bridé en France). L'Avata bénéficie également de la détection d'obstacles dans le noir, d'une autonomie confortable de 23 mn et d'un stockage interne de 42 Go.

Lors de nos essais, nous avons été éblouis par l'agilité de l'Avata 360, en pilotage via une télécommande comme en vol FPV, avec des lunettes et un joystick de commande. Nous avons également capté des vidéos 4K d'une grande netteté, même en basse lumière. Aucun fourmillement n'était perceptible, comme c'est le cas habituellement sur les produits de cette catégorie. Plus spectaculaire, le mode 360 nous a permis de réaliser des photos et vidéos 360 impressionnantes, à visionner sur un smartphone (en modifiant l'angle avec le doigt) ou avec des lunettes FPV (Dji ou Meta Quest).

### Niveau de réalisme inoubliable

Plus intéressant, il est possible de verrouiller l'objectif 360 sur un sujet (homme, animal, voiture...) et de se déplacer à toute vitesse autour de lui. Quelle que soit la trajectoire de vol, la caméra du drone reste solidement fixée sur lui. On produit ainsi des contenus de haute voltige, autrefois réservés à de véritables acrobates. Il est aussi possible d'effectuer ou de modifier ce suivi à la fin de la captation, de manière logicielle dans l'appli Dji Fly. La détection de sujet apparaît cependant moins efficace de cette manière. Dans tous les cas, cette opération génère de légères distorsions des bords de l'image. Un comportement qui pourrait rebuter les créatifs exigeants...

Vendu seulement 459 €, le Dji Avata 360 représente une machine à filmer et à voler de grande qualité. Les amateurs vont l'adorer et les pros au budget restreint vont se ruer dessus. On conseillera cependant de préférer le bundle Fly More avec une télécommande et deux batteries de rechange (939 €). Enfin, l'ajout de lunettes FPV propulse l'expérience à un niveau de réalisme inoubliable. Rien de tel pour faire tourner les têtes. ■ P.G.

LES CROISIÈRES LE FIGARO

## Golf & Pro-Am

### Des Canaries à la côte andalouse

> DU 25 MARS AU 4 AVRIL 2027

Santa Cruz de Tenerife, Arrecife de Lanzarote, La Gomera, Las Palmas, Casablanca, Tanger, Málaga, Marbella, Gibraltar, ESPAGNE, MAROC

> avec Bernard PASCASSIO

Mettez le cap vers les îles Canaries jusqu'aux rivages andalous en faisant escale le long du littoral marocain. Jouez six somptueux parcours en formule Pro-Am ou en Loisir : Tecina, Abama, Lanzarote, Mazagan, La Reserva et La Hacienda.

EN PARTENARIAT AVEC

OFFRE EARLY BOOKING\*

<p style="text-align: center; font-weight: bold; color: white;">CROISIÈRE</p> <p style="text-align: center; font-size: 0.8em; color: white;">À bord du Dumont d'Urville 11 jours/10 nuits</p> <p style="text-align: center; font-weight: bold; color: white;">à partir de 6 300 €**</p> <p style="text-align: center; font-size: 0.7em; color: white;">Forfait Pro-Am : 4 100 € Forfait Loisir : 2 700 €</p>	<p style="text-align: center; font-weight: bold;">RENSEIGNEMENTS ET RÉSERVATIONS</p> <p style="text-align: center; font-weight: bold; font-size: 1.2em;">01 57 08 70 02</p> <p style="text-align: center; font-weight: bold;">lesvoyagesf.fr</p>
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

\* Offre premiers inscrits \*\* Tarif Early Booking par personne sur la base d'une occupation double en cabine Deluxe, taxes portuaires incluses. Il varie en fonction des disponibilités de la croisière et peut être modifié sans préavis. Document non contractuel. Droits réservés. Crédit photo : Shutterstock.

# « Romeria » : un voyage mémoriel en Galice

Étienne Sorin

Carla Simon fouille le passé de ses parents morts du sida dans les années 1990. Un film délicat sur la famille et les secrets.

Une romeria est un pèlerinage, un voyage mystique, religieux. Le terme désigne aussi, dans le Nord de l'Espagne, une fête populaire. Ces deux dimensions sont au cœur du troisième long-métrage de Carla Simon. Le cinéma de la jeune réalisatrice (39 ans) est un puissant véhicule. Il transporte sur les lieux du passé familial, fait surgir des souvenirs, crée des images manquantes d'une histoire intime et douloureuse.

En ce sens, *Romeria* est moins la suite de son œuvre précédente, *Nos Soleils* (ours d'or à la Berlinale en 2022) que le prolongement de son premier film, *Été 93*, dans lequel Frida, une fillette de 6 ans, quittait Barcelone pour aller vivre à la campagne chez son oncle, le frère de sa mère, au décès de ses parents.

L'orpheline a grandi et se nomme ici Marina (Lucía García, débutante au vi-



sage innocent et buté). Pour obtenir une bourse afin d'étudier le cinéma à l'université, la jeune femme doit faire reconnaître sa filiation par ses grands-parents paternels. Le journal intime de sa mère défunte lui sert de guide et la conduit dans la famille de son père sur la côte atlantique de l'Espagne. La rencontre avec ses oncles et tantes prend d'abord

l'allure d'une joyeuse cousinade, entre repas chaleureux et sorties en mer.

## Héritière d'un mensonge

Le grand-père distribue l'argent de poche à ses petits-enfants tel un roi autoritaire et généreux - l'enveloppe bien garnie à l'attention de Marina doit lui faire renoncer à la bourse. Mais

les secrets et les non-dits sont tapis dans l'ombre. Un cousin ou un oncle livrent des bribes de vérité. On ne connaît jamais tout à fait le passé de ses parents. C'est encore plus vrai pour Marina, héritière d'une honte et d'un mensonge. Son caméscope ne peut filmer ce hors-champ. Carla Simon évite d'entre-couper le récit de

L'actrice catalane Lucía García (au centre) dans *Romeria* de Carla Simon, en compétition au dernier Festival de Cannes. QUIM VIVES/ELASTICA FILMS

flash-back du temps où ses parents étaient vivants. Ses géniteurs n'apparaissent qu'à la fin sous les propres traits de Marina et de son cousin, quand la jeune femme se laisse entraîner par un chat une nuit de fête à Vigo, telle Alice de Lewis Carroll suivant le lapin blanc. Le pays des merveilles est celui des paradis artificiels. Entre défoncé dans la cabine de leur bateau et bain de mer, les parents juvéniles semblent déjà flotter dans les limbes. Pourtant, dans le regard de Marina, une part d'insouciance résiste.

La grâce élégiaque de *Romeria* rappelle celle du livre d'Anthony Passeron, *Les Enfants endormis*. Quarante ans après la mort de son oncle due au sida, l'auteur enquêtait sur ce tabou au sein de sa famille de l'arrière-pays niçois, loin des grandes villes. La beauté des paysages n'empêche pas les hommes et les femmes de sombrer. Elle peut aussi les aider à se relever. La Galice, pays minéral et océanique, contribue à faire de *Romeria* un film réparateur. Une consolation. Un pèlerinage. Le salut passe par le cinéma. ■

## « Romeria »

Drame de Carla Simon

Avec Lucía García, Mitch, Tristan Ulloa

Durée : 1h55

Notre avis : ●●●○

## Carla Simon : « Les réalisatrices espagnoles ont longtemps manqué de modèles »

Avec *Romeria*, son troisième long-métrage, qui concourrait pour la palme d'or au dernier Festival de Cannes, Carla Simon explore de nouveau son histoire familiale, pleine de manques et de non-dits. Marina, sa jeune héroïne et alter ego, part sur la trace de ses parents, morts du sida lorsqu'elle était enfant, au début des années 1990. Une quête identitaire qui la mène en Galice, dans sa famille paternelle, où la honte et la culpabilité affleurent toujours. Un récit tragique pour un film doux et solaire. Rencontre avec l'une des figures les plus passionnantes du cinéma espagnol, ours d'or à la Berlinale avec *Nos soleils* en 2022.

LE FIGARO. - Votre premier film, *Été 93*, et *Romeria*, semblent très liés. À quel point s'inspirent-ils de votre histoire personnelle ?

CARLA SIMON. - Ils correspondent à deux moments de ma vie. *Été 93* part du décès de ma mère, dont je n'avais presque aucun souvenir. Un spectatrice m'a un jour demandé : « Mais comment était cette mère ? », et j'ai pris conscience de ce manque. J'ai alors cherché des traces et retrouvé des lettres qu'elle avait écrites, je suis allée sur les lieux d'où elles étaient envoyées et j'ai tourné un court-métrage, *Lacunas*. Mais les images ne me semblaient pas à la hauteur de ce que ces lettres évoquaient. *Romeria* naît de cette frustration : le besoin de donner des corps, des paysages, une dramaturgie à cette mémoire lacunaire, et de reconstituer à travers la fiction une image possible de mes parents.

Le film aborde le sida et l'héroïne, des sujets peu représentés dans le cinéma espagnol.

Dans les années 1980, il y a eu des films sur l'héroïne, ce qu'on a appelé le « cinéma quinqué », mais quand ces personnes ont disparu, ces histoires ont presque disparu avec elles. Cette génération, ce sont les enfants du franquisme. Ils ont grandi dans la répression et ont embrassé une liberté soudaine, sans mesurer les conséquences de la drogue, ni du sida. Certains disent qu'on n'a pas tout fait pour empêcher l'arrivée de l'héroïne et cet embrasement massif. C'étaient des années délicates sur le plan politique, on se disait que tant que les jeunes étaient occupés par la drogue, ils ne se mélaient pas de politique. Entre la question du Pays basque, de l'ETA, et la transition démocratique, on aurait un peu laissé la drogue gagner du terrain très rapidement. Et la Galice, avec cette côte très difficile à surveiller, a été une porte d'entrée majeure. Les familles

ont vécu des deuils extrêmement douloureux, dans une société très conservatrice. Par honte et culpabilité, tout est resté enfermé entre quatre murs. En Espagne, nous avons du mal avec le travail de mémoire, cette douleur s'est enkystée. Aujourd'hui, on commence enfin à en parler autrement, à reconnaître que cette génération a aussi apporté des idées progressistes et contribué à transformer le pays.

Comment *Romeria* a-t-il été reçu en Espagne à sa sortie ?

Lors des avant-premières, certains spectateurs m'ont dit : « C'est mon histoire, c'est celle de ma famille. » Cela m'a touchée et m'a montré à quel point ce drame était partagé. Le film est sorti en même temps que plusieurs livres écrits par des enfants ou des proches de cette génération. Il y a comme un mouvement collectif pour revisiter ce passé.

Vous montrez la drogue sans la romantiser, tout en filmant une histoire d'amour...

Je me suis demandé si je devais montrer l'héroïne à l'écran. Comme le film parle d'acceptation, je ne pouvais pas l'effacer. En regardant beaucoup de films sur

l'héroïne, j'ai constaté que le traitement est souvent très sordide, avec des descentes aux enfers dont on ne sort pas. Or, ma mère, elle, a réussi à s'en sortir, à se sevrer. Je raconte depuis le regard d'une enfant qui essaie de comprendre l'histoire d'amour de ses parents. Il fallait trouver un équilibre, ni édulcorer la violence de la drogue ni réduire les personnages à leur addiction. Ils sont bien plus que « des drogués ».

Il y a aussi ce rapport très fort à l'océan, presque réparateur.

L'histoire d'amour de mes parents est liée à la mer. Mon père naviguait. Ils se sont aimés en Galice. Là-bas, l'océan est partout, il entre dans la terre. Toutes les photos que j'ai d'eux sont sur des voiliers. Revenir dans ces lieux pour tourner le film, c'était une manière de les imaginer, de mettre en scène leur bonheur. Après deux films ruraux, filmer la mer était nouveau pour moi, mais c'était le cadre naturel de leur histoire.

Les fêtes populaires sont présentes dans vos trois films. D'où vient cette obsession ?

Mes parents, biologiques comme adoptifs, méprisaient un peu ces fêtes, qu'ils

voyaient comme quelque chose de folklorique, presque ridicule. Enfant, je ne comprenais pas pourquoi on n'y allait jamais. Plus tard, j'ai été fascinée par leur puissance visuelle. Les couleurs, les costumes, les chorégraphies, et aussi cette étrangeté quand on les regarde de l'extérieur. Chaque village a sa fête, qui paraît logique à ceux qui la vivent de l'intérieur, mais totalement énigmatique pour les autres. Et comme mes trois films se passent l'été, ces fêtes sont quasiment impossibles à éviter en Espagne.

## « Le cinéma espagnol, longtemps résumé à Almodovar, est en train de s'ouvrir à une pluralité de voix, de styles, de territoires »

Dans *Romeria*, la fête introduit une partie plus onirique dans laquelle Marina devient spectatrice du passé de ses parents...

Après deux films très ancrés dans le réel, j'avais envie d'explorer d'autres possibilités du cinéma. *Romeria* est un film sur la mémoire. Marina tente d'assembler les fragments que lui livrent les autres, mais les pièces du puzzle ne s'emboîtent pas. Elle comprend qu'elle ne pourra compléter cette histoire qu'à travers son imaginaire. Pour moi, le cinéma devient alors l'espace où inventer l'image manquante de mes parents. Ce n'est pas un flash-back, mais un film dans le film. On quitte le registre réaliste pour entrer dans un espace fictionnel, assumé comme tel, en espérant que le public accepte ce pas de côté.

Marina filme sa famille et les lieux avec un Caméscope. *Romeria* raconte aussi la naissance de votre regard de cinéaste...

Oui, en grande partie. Comme Marina, j'ai grandi à la campagne, loin des salles de cinéma. J'ai découvert les films au lycée, puis, à dix-huit ans, on m'a offert un petit Caméscope. Je ne sais pas si je serais devenue cinéaste sans cette histoire familiale compliquée et sans ce manque d'images de mes parents. Tourner, filmer les lieux où ils avaient vécu, m'a permis de me sentir plus

« Tourner, filmer les lieux où avaient vécu mes parents m'a permis de me sentir plus proche d'eux », confie Carla Simon. MARCO BARADA/SOPA IMAGES VIA REUTERS CONNECT

proche d'eux. Donner une caméra à Marina, c'était lui permettre à son tour de mener sa propre enquête. Filmer est ma manière d'interroger ces lieux et d'y faire apparaître, peut-être, quelques fantômes.

Vous avez ensuite étudié le cinéma à la London Film School.

Qu'y avez-vous appris ?

En Espagne, il n'y a pas d'école publique de cinéma, donc j'ai étudié la communication audiovisuelle à Barcelone. Comme je parlais de presque rien, j'ai tout regardé : Buñuel, le néoréalisme italien... Arrivée à Londres, je me suis rendu compte qu'on ne m'avait quasiment pas parlé de cinéma réalisé par des femmes. J'ai alors découvert Agnès Varda, Lucrecia Martel et beaucoup d'autres. Ça a été une sorte de seconde cinéphilie, orientée vers des voix féminines qui m'ont beaucoup influencée.

Elena Lopez Riera (*El agua*), Alauda Ruiz de Azua (*Les Dimanches, Querer*), Itsaso Arana (*Les filles vont bien*)...

On assiste à l'émergence d'une génération de réalisatrices espagnoles. Comment le vivez-vous ? C'est un moment très joyeux. Il y a eu des politiques de soutien qui ont encouragé les projets portés par des femmes, mais il y avait surtout un manque énorme de modèles. Aujourd'hui, à Barcelone, on se connaît, on se lit, on regarde nos films en montage, on se donne des retours. On a vraiment ce sentiment que le succès de l'une aide les autres. Pour moi, c'est une forme de réparation historique. Nous représentons la moitié de l'humanité, il est logique que nous racontions aussi nos histoires, avec nos thèmes - la famille, la maternité, l'amour, l'enfance... - qui n'avaient presque jamais été abordés depuis notre point de vue.

Ours d'or à la Berlinale, sélection à Cannes... Cette reconnaissance vous donne-t-elle plus de liberté pour la suite ?

J'espère. Je prépare une comédie musicale flamenca, qui demandera un budget plus important. Le flamenco était une des passions de ma mère, il est déjà présent dans *Romeria*. La reconnaissance des festivals aide à convaincre des partenaires, mais elle s'inscrit aussi dans un mouvement plus large : le cinéma espagnol, longtemps résumé à Almodovar, est en train de s'ouvrir à une pluralité de voix, de styles, de territoires. C'est un moment très riche, et je me sens privilégiée d'y participer. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR E. S.



# « Le Dernier pour la route », boire Venise et mourir

Étienne Sorin

Francesco Sossai met en scène l'errance éthylique d'un trio dans une Vénétie morne plaine. Un bijou de drôlerie et de mélancolie.

La nuit, tous les chats sont gris. Les hommes aussi. Carlobianchi et Doriano, la cinquantaine bien tapée, en tiennent une bonne. Ils cuvent dans leur voiture. Une Jaguar. Ils ont fait la tournée des bars. Ils boiraient volontiers à Venise un dernier verre pour la route. Ils ont une théorie sur le dernier verre : il ne rend pas ivre. Disons d'emblée que les deux acteurs sont géniaux. Carlobianchi est joué par Sergio Romano, comédien de théâtre réputé. Sous sa moustache rugueuse, un charme fou. Le musicien Pierpaolo Capovilla donne à Doriano un air de vieux rocker, raccord avec la bande-son - les guitares sont fatiguées. Avec ces deux larrons, on irait au bout de la nuit. Ça tombe bien, ils ont de la cuite dans les idées.

Ils n'attendent pas Godot mais Genio, un ancien camarade d'usine, de retour au pays après un exil en Argentine. Un trafic de lunettes de soleil les a enrichis. Il revient chercher sa part du butin, enterré quelque part dans les plaines de Vénétie. Tout cela, le spectateur ne l'apprend qu'au compte-goutte. D'abord, un premier dernier verre. Pour étancher leur soif dans Venise déjà endormie, Carlobianchi et Doriano

suivent un groupe de jeunes dans un bar. Parmi eux se trouve Giulio (Filippo Scotti), un étudiant en architecture à lunettes rondes, trop timide pour draguer la fille qui lui plaît. Les deux ivrognes prennent en sympathie ce garçon inquiet pour ses examens. Ils proposent de le raccompagner. Le chemin du retour sera long, fait de derniers verres pour les deux mentors et de premières fois pour l'élève.

## Génération perdue

En écrivant *Le Dernier pour la route*, Francesco Sossai a revu *Les Vitelloni* de Federico Fellini et *Le Fanfaron* de Dino Risi. Heureusement, la Jaguar de Carlobianchi roule moins vite que la Lancia Aurelia de Vittorio Gassman. Les buveurs vont aussi à pied. Le film épouse leur pas traînant. Sans aller jusqu'à tituber, ils font des zigs et des zags, manquent de perdre l'équilibre mais ne chutent pas. Le trio arpente une Vénétie en ruine, une région sinistrée, une campagne désolée, bétonnée, que les lotissements ont transformée en zone périurbaine. « *Un territoire, et non plus une terre* », déplore le comte Bugnello dans sa villa décatie.

Giulio voue un culte à l'architecte vénétien Carlo Scarpa. Il rêve de se



Deux ivrognes, Carlobianchi (Sergio Romano, à gauche) et Doriano (Pierpaolo Capovilla, à droite) se prennent d'amitié pour Giulio (Filippo Scotti), un étudiant en architecture rencontré dans un bar de Venise.

rendre sur la Tombe Brion, cimetière moderniste près de Trévise, vestige d'un passé futuriste. Le restaurant où Carlobianchi et Doriano avaient leurs habitudes avec Genio, réputé pour ses escargots, est à l'abandon. Un touriste allemand confie son empressement à visiter l'Italie avant que les Italiens ne l'aient entièrement détruite. Tout cela

fiche une sacrée gueule de bois. Celle de Carlobianchi et Doriano n'a rien à voir avec l'élimination de la Squadra Azzurra, pour la troisième fois d'affilée d'une Coupe du monde du football. C'est celle d'une génération perdue, laminée par la crise économique de 2008.

En prélude à la dérive éthylique du trio, Francesco Sossai met en scène la fuite de Genio, quittant l'usine en marge du départ à la retraite d'un ouvrier. Le patron descend d'un hélicoptère pour offrir une Rolex au futur retraité. Plus tard, les protagonistes croisent le retraité dans un casino, tuant le temps dans des machines à sous. Carlobianchi et Doriano, eux, sont passés de l'usine

au zinc, sans Rolex pour mieux lever le coude. Noyer son chagrin dans l'alcool ? Un lieu commun de buveur d'eau. Les soiffards sans remords de Sossai rappellent George Best, joueur génial de Manchester United, qui n'avait qu'un seul regret : « *J'ai claqué beaucoup d'argent dans l'alcool, les filles et les voitures de sport, le reste, je l'ai gaspillé.* » ■

## « Le Dernier pour la route »

Drame de Francesco Sossai  
Avec Filippo Scotti, Sergio Romano, Pierpaolo Capovilla  
Durée : 1h40  
Notre avis : ●●●○

# « L'Œuvre invisible » : enquête sur un cinéaste insaisissable

Éric Neuhoff

Dans leur documentaire, Avril Tembouret et Vladimir Rodionov partent à la recherche d'Alexandre Trannoy. Un réalisateur qui a hanté les plateaux et rêvé de tournages sans jamais achever aucun film.

Rien à la Cinémathèque. Nulle trace aux archives. Alexandre Trannoy figure aux abonnés absents. Ce réalisateur a une particularité : aucun de ses films n'est sorti. Et pour cause. Ils sont tous inachevés. L'homme était un ami de Jean Rochefort. Depuis leur jeunesse. Il lui avait promis d'en faire la vedette de ses longs-métrages. L'acteur en témoigne ici, avec la verve goguenarde qu'on lui connaissait. Le scénariste Jean-Claude Carrière affirme avoir travaillé avec Trannoy au cours d'un tournage tumultueux à Marseille. Claude Lelouch l'a suivi en Italie. Anouk Aimée l'évoque avec une émotion étonnée, comme si elle n'en revenait pas d'avoir croisé un tel phénomène. Le critique Michel Boujut l'a interviewé. Une cassette le prouve.

Trannoy était fou de Marlene Dietrich (il aurait détruit les rushes où elle apparaissait. Vraiment ?). Ce « répandeur de légendes » avait une devise : « *Il faut avoir plusieurs fers au feu.* » Personne n'a vu *Le Rempart de Gibraltar* (1963), *San Salvador* (1964) ou *La Fuite en avant* (1967). D'autres projets s'accumulaient. Ils restèrent lettre morte. Trannoy envisageait de diriger Belmondo, Ventura, Mastroianni. Il s'était rendu à Hollywood. Là-bas, son producteur ne veut plus entendre parler de lui. Il interrompt brutalement l'entretien. Les contrats étaient signés, jamais honorés. La cavalerie était permanente. Les budgets étaient dépassés. Qui était donc ce fantôme du septième art ?

Dans une scène de *La strada*, dont il aurait récupéré au passage quelques mètres de pellicule, on aperçoit sa silhouette en arrière-plan. Un film en Super 8 le montre brièvement en train de participer à des vendanges. C'était un être de fuite. La chance n'était pas

de son côté. Il devait présenter un film au Festival de Cannes. Sur la route, il a un accident. Les bobines brûlent dans le véhicule en feu. Restent des croquis, des souvenirs des uns et des autres. Édouard Baer assure qu'il a été question pour lui d'incarner Trannoy sur un canevas de Patrick Modiano.

## Mythomane, infatigable et séduisant

*L'Œuvre invisible* possède d'ailleurs une tonalité pas si éloignée de *Villa triste*. C'est un film au conditionnel, rempli de peut-être. La malédiction s'est acharnée. Tous ces échecs... Il y avait de quoi perdre la tête. Ce fut sans doute le cas, Trannoy ayant fini par se prendre pour Kubrick dont il aurait poursuivi le *Napoléon*. Tout est flou, incertain, dans cette longue lettre que ses auteurs Avril Tembouret et Vladimir Rodionov ont mis presque quinze ans à envoyer. Leur

destinataire était mythomane, infatigable, séduisant. Traqué par ses créanciers, il était souvent obligé de se déguiser. Escroc sur les bords, champion de la cavalerie permanente, les gens ne lui en voulaient pas. Le charme, quoi. Il aurait disparu en 1980.

Une mélancolie légère plane sur ces images. À l'écran, il y a beaucoup de morts. Et si Alexandre Trannoy n'avait jamais existé ? La chose serait encore plus belle. Dans un monde parfait, *L'Œuvre invisible* aurait été à l'affiche le 1<sup>er</sup> avril. ■

**L'Œuvre invisible**  
Documentaire d'Avril Tembouret et Vladimir Rodionov  
Avec Anouk Aimée, Claude Lelouch, Édouard Baer, Jean Rochefort  
Durée : 1h11  
Notre avis : ●●●○



Jean Rochefort était un ami de jeunesse d'Alexandre Trannoy, qui lui avait promis d'en faire la vedette de ses longs-métrages.

# « Le Cri des gardes » : cinquante nuances d'ennui

Claire Denis transpose au cinéma « *Combat de nègres et de chiens* », pièce de Bernard-Marie Koltès. Ça n'était pas nécessaire.

Claire Denis avait promis. Un jour, elle adapterait *Combat de nègres et de chiens* de Bernard-Marie Koltès. Parole tenue. Cela a mis le temps, mais c'est chose faite. La réalisatrice est donc quelqu'un de bien. Cela n'en fait pas pour autant un génie. Ah, la vie est injuste ! Une question se pose : était-il indispensable de porter la pièce à l'écran ? La réponse ne tarde pas. Le film se traîne, peine à avancer, comme une voiture dont le conducteur aurait oublié de desserrer le frein à main.

En Afrique de l'Ouest, Matt Dillon dirige un site de construction entouré de barbelés. De l'autre côté du grillage, un autochtone réclame le corps de son frère qui a été écrasé par un bulldozer. L'homme ne bougera pas tant qu'il n'aura pas été exaucé. L'Américain ne l'entend pas de cette oreille. Le dialogue de sourds durera toute la nuit. Il faut dire que le fait divers tombe mal. Horn attend la femme qu'il vient juste d'épouser. Elle descend de l'avion en talons hauts, regrette de s'être ruinée au duty free. Un assistant britannique vient la récupérer dans son 4x4 qui roule sur la piste à tombeau ouvert, au son de *Beds Are Burning*.

## Intrigue exsangue

Un corbeau s'écrase sur le capot. Un troupeau de zébus bloque le passage. Isaach de Bankolé n'a pas bougé. Malgré la chaleur, il porte un costume et une cravate. Dillon se contente d'une chemise bordeaux qui conviendrait mieux à un DJ d'Ibiza. À ce genre de détails vestimentaires, on vérifie que *Le Cri des gardes* a été coproduit par une maison de couture. Le suspense n'étant pas à son comble, des flash-back se chargent de ranimer une intrigue exsangue. Il sem-

blerait que l'insensible étranger ait été victime d'un accident dont sa virilité ne serait pas sortie intacte. On comprend mieux l'intérêt que porte la récente épouse en robe rouge au gandin anglais qui l'appelle d'emblée « Bébé » et qui ne tarde pas à enfiler une veste de smoking (tousjours cette foutue coproduction).

Le garçon a la manie de boire du champagne au goulot, même si aucune marque de blanc de blanc ne figure sur le générique. Dans leur mirador, des vigiles armés chuchotent en ce qui doit être le langage local. Ce brouhaha, parfois ponctué de cris, est censé rajouter au mystère moite. Un papillon se pose dans un lavabo. Il y a une panne d'électricité. Le dîner n'est toujours pas servi. Un générateur rétablit la lumière. Les plats vont refroidir. Le cuisinier a disparu. Des feux d'artifice partent dans tous les sens.

Bankolé continue à patienter. Il tient maintenant sa veste sur l'épaule. Des vautours s'agglutinent autour de la dépouille. Des dialogues emphatiques résonnent dans le noir, du Tennessee Williams de sous-préfecture. Le résultat s'avère encore plus vain que le pourtant redoutable *Stars at Noon*. Le valeureux Matt Dillon a l'air de se demander sans cesse quand aura lieu le prochain vol retour. Seul l'immarcescible Isaach de Bankolé réussit à tirer son épingle du jeu. Mia McKenna-Bruce et Tom Blyth rivalisent d'inexpressivité et de cabotinage. Les vautours et les zébus jouent mieux qu'eux. La SPA peut être fière. ■

## « Le Cri des gardes »

Drame de Claire Denis  
Avec Isaach de Bankolé, Matt Dillon  
Durée : 1h49  
Notre avis : ○○○○

# « The Book of Life » : la musique pour la paix

Thierry Hillériteau

Capté pour Le Figaro TV le 24 novembre dernier lors de sa création, ce singulier oratorio œcuménique en huit langues de Laurent Couson trouve, en pleine guerre au Moyen-Orient, des résonances particulières.

**U**n « opéra spirituel, sorte d'oratorio interconfessionnel, dont l'objet n'est pas de faire du prosélytisme mais de jeter des ponts entre les cultures... »

C'est en ces termes que le pianiste, compositeur et chef d'orchestre Laurent Couson définissait lui-même *The Book of Life*, à la veille de la création mondiale de son nouvel opus, en novembre dernier. Second volet de ce qu'il anticipe comme « une trilogie spirituelle au service du dialogue des cultures » (et dont le premier volet, son *Requiem XIX* composé pendant le Covid, a été créé il y a quatre ans), cette fresque aussi bien musicale que poétique, pour chœur, soprano solo et orchestre, puise sa source tout aussi bien dans le *Livre de l'Éclésiaste* que dans les mots du *Kol Nidrei*, la prière qui accompagne traditionnellement la fête de Yom Kippour. Mais elle fait aussi dialoguer librement la mystique de sainte

Thérèse d'Avila avec celle du poète iranien Hafez ou de l'auteur marocain du VI<sup>e</sup> siècle Hatim de Tavy. Le tout, dans pas moins de huit langues différentes, allant de l'araméen à l'anglais.

## Piano énergique

Car c'est bien d'un texte anglais, le poème anonyme d'inspiration humaniste *The Book of Life*, que part ce singulier voyage œcuménique capté le 24 novembre dernier dans l'emblématique église de Saint-Étienne-du-Mont, à Paris (tribune entre autres de l'immense organiste Maurice Duruflé). Développant progressivement, en cercle, à partir d'un simple chant à cappella de la soprano libanaise Marie Josée Matar (projection aussi impressionnante que son ambitus), une esthétique variée. Véritable kaléidoscope d'inspirations, allant de la pop à l'écriture « tintinnabuliste » d'Arvo Pärt, en passant par le jazz, la comédie musicale ou les musiques du



**The Book of Life, la nouvelle œuvre de Laurent Couson, dans l'église de Saint-Étienne-du-Mont, à Paris.**  
SAM PRODUCTION - SUL FIATO

monde. Réflétant les mille et une vies musicales de ce passeur de cultures qui fut aussi bien chef associé de l'Orchestre des trois cultures du Maroc, que directeur musical en Thaïlande, à Bangkok, où il avait son propre studio. Et collabora tout aussi bien au hip-hop ou à l'électro qu'au septième art, dont témoigne ce *Book of Life* par l'usage du leitmotiv et l'idée de mouvement perpétuel qui traverse bon nombre des musiques de film de Laurent Couson, devenu il y a quinze ans l'un des plus proches collaborateurs de Claude Lelouch.

Ce dernier pourrait d'ailleurs reprendre des extraits de la partition pour son prochain film. D'ici-là, l'œuvre poursuit son voyage en concert. Cet été au Cap Ferret, puis de nouveau à Paris, à la rentrée, le 3 octobre (où elle retrouvera la fascinante architecture spatiale et sonore de Saint-Étienne-du-Mont), on peut la retrouver dès ce soir sur l'antenne du Figaro TV. Gageons que l'œuvre, qui culmine en son point central avec le poème chanté en anglais par tout le chœur, accompagné par l'orchestre de solistes dominé par le piano énergique de Guillaume Vincent (et auquel se joint bientôt la voix stratosphérique de Marie-Josée Matar), trouvera en ce lendemain de Pâques, et dans une actualité largement dominée

par la guerre au Moyen-Orient, une résonance particulière.

C'est d'ailleurs le sens des mots adressés par le compositeur au public, avant l'ouverture du concert. Présentant ce dernier comme une possible « réponse artistique » dans la période troublée que nous vivons : « celle de la paix et du dialogue des cultures... » Rappelant que la thématique du *Livre de la vie* traverse la quasi-totalité des religions et des spiritualités non seulement occidentales, mais aussi orientales et moyen-orientales. ■

**« The Book of Life »**  
À 21 heures, sur Le Figaro TV  
Notre avis : ●●●●

# « Les Docs de "La Grande Librairie" » : les mille vies de Jack London

Mohammed Aïssaoui

Un excellent film sur un grand écrivain qui a non seulement raconté mais aussi vécu l'aventure. Sa devise : « Brûler plutôt que durer ! »

**C**omme une métaphore, une allumette brûle dès la première image de ce documentaire consacré à Jack London. Et comme un clin d'œil, ce film est réalisé par la bien nommée Catherine Aventurier ! Il est écrit par Ileana Epszajn. « *Jack London, un nom qui claqué comme la promesse des grandes aventures* », dit François Busnel. Et d'ajouter que cet écrivain se trouvait toujours sur une route ou en mer et toujours en quête d'absolu. Il souligne également, ce qu'on a tendance à oublier, que l'écrivain était un « observateur attentif et fiévreux de son temps ». Il est certain que question fièvre, son existence n'en manquait pas.

Dès le premier chapitre de cet excellent documentaire, on comprend et l'homme et l'écrivain, un être qui était pourtant empli de paradoxes et de contradictions fortes. Il est né John Griffith Chaney, le 12 janvier 1976, à San Francisco. Le pays n'a que cent ans. Lui, il a six mois quand sa mère se marie avec John London, qui l'adopte. John Griffith Chaney devient Jack London. Tout cela, il ne le découvre qu'à l'âge de 21 ans !

Il n'aura vécu que quarante années (1876-1916), mais on se demande si le gamin des rues de San Francisco n'a pas été centenaire. Il a été ouvrier d'usine, chercheur d'or, reporter de guerre, agriculteur, patrouilleur des mers, chasseur de phoques, pillier d'huitres, et même militant socialiste,

ce qui pouvait étonner pour un caractère individualiste. Il découvrira et popularisera le surf. Et deviendra fermier à la fin de sa vie, qui était aussi une autre forme de conquête - mais qui ne lui rapportera aucun pécule.

## Rapport à son corps

En 90 minutes, on assiste aux mille vies de London. « *Il n'a pas seulement écrit l'aventure, il l'a vécue* », ajoute François Busnel. Le film est soutenu par la qualité des interventions. Il faut les citer tous : Marie Desplechin, Clara Dupont-Monod, Jennifer Lesieur, Catherine Poulain, Sylvain Tesson, Olivier Weber.

C'est un écrivain qui a un rapport extraordinaire à son corps - c'est son fidèle allié, aussi important que sa plume (tous

jours 1000 mots par jour!), on le voit bien dans les images, notamment au moment où il boxe, moulé dans un slip blanc. Clara Dupont-Monod, complètement séduite, le trouve « très sexy ».

Le voyage à bord du *Snark* pour faire un tour du monde est raconté comme une tragédie parce qu'il en porte tous les ingrédients. C'est un moment fort du documentaire.

De toutes ces existences, c'est évidemment le romancier que l'on retient : cinquante livres en seize ans ! Et quels chefs-d'œuvre ! *L'Appel de la forêt*, *Croc-Blanc*, *Martin Eden*, *Le Loup des mers*... Auteur populaire, il reste pourtant insaisissable, complexe. Certains considèrent *Martin Eden* comme son chef-d'œuvre absolu, sans doute parce

que c'est son roman le plus personnel, le plus émouvant, aux accents autobiographiques - ce que réfutait London, qui n'était pas à un paradoxe près.

Ce film, qui fait partie de la collection « Les docs de La Grande Librairie » (Flaubert, Balzac, Voltaire, Woolf, Maupassant, Yourcenar), en plus de décrypter une grande figure de la littérature mondiale, éclaire avant tout la portée existentielle de ce conteur hors pair dont la devise était « Brûler plutôt que durer ! ». ■

**« Les Docs de "La Grande Librairie" »**  
À 21h05, sur France 5  
Notre avis : ●●●●

## MOTS CROISÉS

Par Vincent Labbé

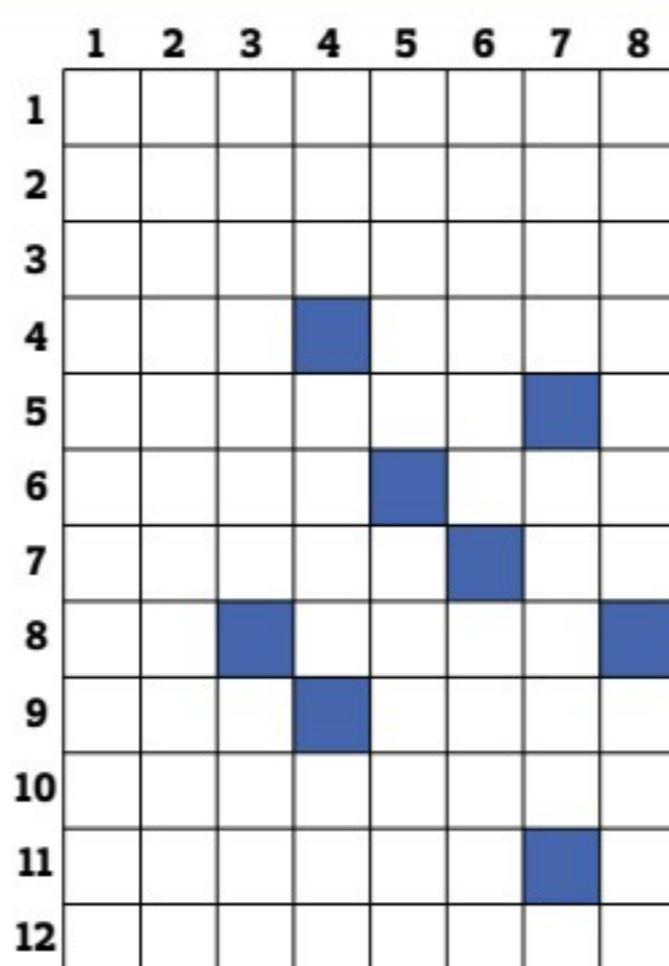
### PROBLÈME N° 7199

#### HORIZONTALEMENT

**1.** Réussite commune. - **2.** Fait un effet boeuf en Angleterre. - **3.** Signer pour de bon. - **4.** Morceau de mycélium. Sa forme lui donne son nom. - **5.** Lit superposé. - **6.** Éclairer autrichien. Lettre grecque pour noter la résistivité. - **7.** N'ont aucun intérêt pour le peuple. Il est le premier mais il n'est pas premier. - **8.** Dans l'Atlantique ouest. Pas tout à fait. - **9.** Demoiselle d'un certain âge. Arrache de l'oseille. - **10.** Accompagnements de légumes. - **11.** Écrasée sous une pierre. - **12.** Rasés avant d'être rendus à la culture.

#### VERTICALEMENT

**1.** Dans un pot sur le feu. - **2.** Remis à jour. - **3.** Tubes de rouge. Places d'armes. - **4.** A donné un nouvel éclat au Louvre. Étendues au sol. Vague ovation. - **5.** Peut se donner en coupant. Changer brusquement de régime. - **6.** Examiner de la tête au pied. Spécialité de Lulli et de Charpentier. - **7.** Fort. Produit d'une maison de la presse. - **8.** Gros plein de plumes. Dieu barbu avec sa serpe.



### SOLUTION DU PROBLÈME N° 7198

**HORIZONTALEMENT** **1.** Waterloo. - **2.** Émotions. - **3.** Naiade. - **4.** DST. Osts. - **5.** Vs. Risi. - **6.** Décor. Ra. - **7.** Rusées. - **8.** Rhee. Sec. - **9.** Lattes. - **10.** Ile. Colt. - **11.** Nervurée. - **12.** Grassets.

**VERTICALEMENT** **1.** Wendy Darling. - **2.** Amassé. Haler. - **3.** Toit. Crêtera. - **4.** ETA. Rouet. Vs. - **5.** Ridoirs. Écus. - **6.** Loess. Essoré. - **7.** On. Tirée. Let. - **8.** Osés. Ascètes.

## LE FIGARO Jeux

TÉLÉCHARGEZ L'APPLICATION

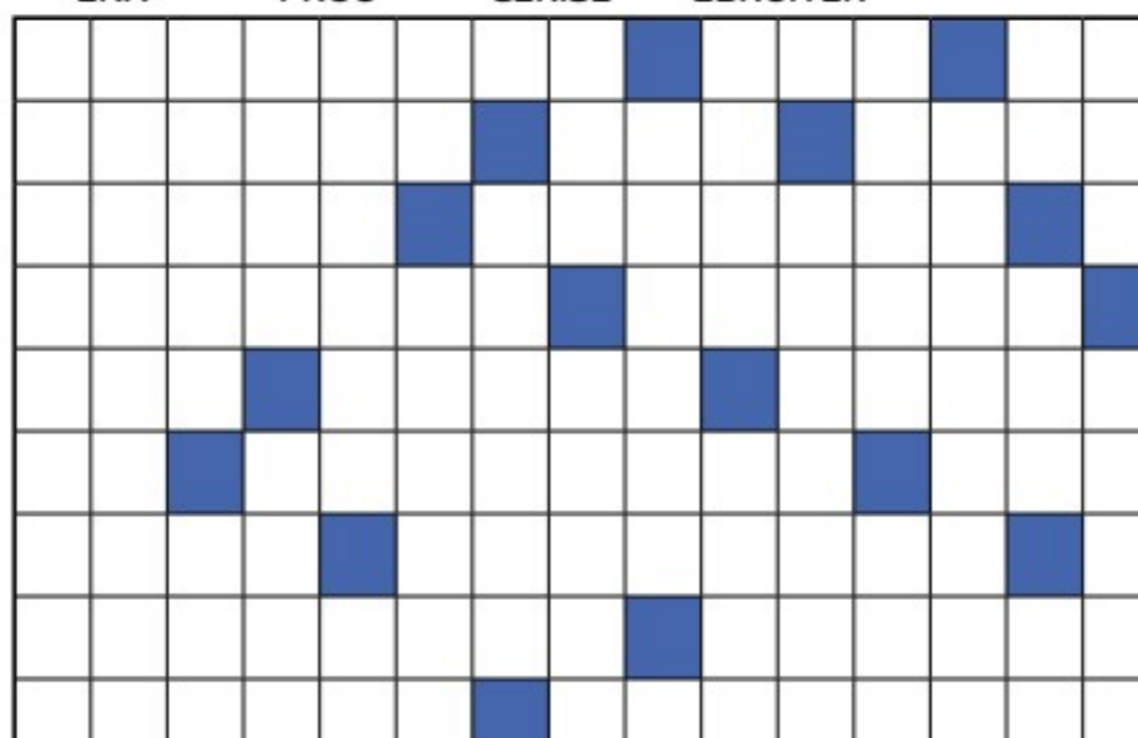


## MOTS À CASER

RCI JEUX

Placez les mots de la liste dans la grille ci-dessous.

<b>2 LETTRES</b>	ÉON	<b>5 LETTRES</b>	CUIVRE	ÉGORGEUR
CA	EPI	DURÉE	ÉGRENÉ	INSOMNIE
CE	ERG	ÉGIDE	ENTAME	LEUCANIE
ML	PAL	LEÇON	ÉTEULE	MERCERIE
NE	USÉ	NAGER	GRISBI	PERSUADÉ
RE		SALVE		
SU		TRIPE		
	<b>4 LETTRES</b>	UTILÉ	<b>7 LETTRES</b>	<b>9 LETTRES</b>
	AMEN		FILETER	ENRAGEANT
	CAPE		GIOFLE	LETHARGIE
	CLOU	<b>6 LETTRES</b>	HALENER	
	DICO	AMENÉE		
	GAUR	ARCEAU		
	PROU	CERISE	<b>8 LETTRES</b>	
			EBRUITER	



## SUDOKU

RCI JEUX

En partant des chiffres déjà placés, remplissez les grilles de manière à ce que chaque ligne, chaque colonne et chaque carré de 3 x 3 contienne une seule et unique fois tous les chiffres de 1 à 9.

**FACILE**

5								1
8		9	6					3
	9	1	4	7				2
	1	3	2	4				7
7	3							1
6								8
	4	6	5		2	8	3	
2			4	3	8			6
		9				2		

**DIFFICILE**

	5							3
8				1				6
			3	4	9			
		7	5		2	6		
5								3
4								1
		6	9		7	8		
		8	3		2			
		2		1				



# Marianne Chaillan : une philosophe dans la vie



PAR  
Isabelle Spaak

Après « In Pop We Trust » (2020) et « Où est donc le bonheur ? » (prix France Télévisions 2022), l'enseignante marseillaise poursuit son principe d'« auto-philo-biographie » avec « Survivre ». Une incitation à nous affranchir de la peur de mourir en vivant pleinement chaque jour.

Parfois, il suffit de presque rien. En l'occurrence, pour la philosophe Marianne Chaillan, il s'est agi d'un cheveu. Minuscule et blanc. Le premier. Apparu au matin d'un rendez-vous avec son editrice alors qu'elle réfléchissait à un nouveau sujet de livre. Son douzième. Avec un sens de la facétie qui lui est propre, l'auteur de 45 ans a donc choisi d'intituler ce nouvel essai *Survivre*. À comprendre comme on veut. Soit une incitation à chercher du réconfort auprès des philosophes pour surmonter une perte, vaincre une tragédie. Soit écouter les mêmes, Montaigne, Spinoza ou même Virginia Woolf dans *Mrs Dalloway* qui tous, à leur façon, nous exhortent à ne pas gâcher notre vie en se focalisant



« J'essaie de remettre la philosophie là où elle est née, sur la place publique », explique Marianne Chaillan.

sur sa finitude. « Il faudrait parvenir à vivre de telle manière que chacun de nos jours, à lui seul, contienne une vie entière », écrit Marianne Chaillan.

« Notre existence est faite de pleins et de manques, la miennne comme toutes les autres. Mais ce qui compte à la fin, c'est que l'on puisse se dire : c'est ma vie et je la prends telle qu'elle est », poursuit-elle pour nous convaincre. Avec sa façon de s'appuyer sur son expérience personnelle pour élargir le spectre de la réflexion philosophique. Une méthode qui lui est propre et qu'elle nomme « l'auto-philo-biogra-

phie ». Pour autant, *Survivre* (qui peut se lire avec un tiret entre le sur et le vivre comme un appel à vivre intensément) n'est pas un manuel de développement personnel. Un genre qui n'a pas ses faveurs. « Si ça marche pour certains, tant mieux mais je me méfie des réponses qui me semblent illusoirs, et de ce fait, dangereuses. Moi, ce que j'essaie de faire, dit-elle, c'est remettre la philosophie là où elle est née, sur la place publique. Et ce, pour répondre aux questions que l'on se pose sur l'existence. La philosophie ne fait pas l'économie de la douleur, ni du caractè-

re tragique de l'existence. Elle essaye de penser malgré tout. Quand j'ai écrit *Où est donc le bonheur ?* (Équateurs, 2021, prix France Télévisions, 2022), ce n'était absolument pas pour dire « fais ça tous les matins, tu verras, tu seras heureux ». Car que faire, si cela ne marche pas. Si malgré tout, on ne parvient pas à trouver le bonheur. » Idem pour la résilience, un concept « culpabilisant » selon la philosophe.

Pour ceux qui ne la connaîtraient pas, Marianne Chaillan est née à Marseille, ville où, en digne « fille de la Méditerranée », elle est revenue après ses études au lycée Louis-le-Grand à Paris. Depuis ses 26 ans, elle y enseigne dans un lycée privé. En même temps qu'elle s'est taillé une place à part dans sa discipline et son enseignement. Son credo ? « S'emparer d'objets - ou de figures - de la culture populaire, telle une série télévisée, un chanteur, un héros de la littérature jeunesse pour montrer qu'ils ne sont pas de moindre importance mais recèlent des trésors cachés et, que l'on peut penser à partir d'eux ». Un positionnement qui s'inscrit dans un courant lancé dans les années 1970 par Gilles Deleuze et baptisé la « pop philosophie ».

L'objectif est double : « Montrer que la philosophie n'est pas réservée à quelques personnes qui s'occupent de problématiques coupées du réel mais aussi réhabiliter la culture populaire. » Ce « mouvement d'actualisation et de réhabilitation » a occupé Marianne Chaillan « pendant un moment ».

Ainsi dès son premier essai, *Harry Potter à l'école de la philosophie* (Ellipses, 2013) jusqu'à *In Pop We Trust* (Équateurs, 2020), elle s'est intéressée à « la saga intergalactique » de *Star Wars*, aux héros de *Game of Thrones*, elle a disserté sur Amélie Nothomb. Parmi ses références de prédilection, « le jeune philosophe belge Stromae », l'humoriste Florence Foresti, les chanteuses Barbara ou Céline Dion. Marianne Chaillan les cite entre deux

références à Simone de Beauvoir, Socrate, Spinoza ou Épictète. Spinoza justement. À l'issue de son DEA sur Camus « l'un des deux Albert de ma vie, l'autre étant Albert Cohen », s'émeut Marianne Chaillan, elle s'était vu recommander par la directrice du Centre d'histoire des philosophies modernes de la Sorbonne, Chantal Jaquet, « d'engager sous sa direction une thèse sur la mort chez Spinoza ». Quelle idée ! songea la jeune étudiante qui reconnaît néanmoins avoir été préoccupée par « la perte et la peur de la séparation » dès son plus jeune âge.

Enfant de parents divorcés « mais toujours très respectueux l'un vis-à-vis de l'autre et de ce qu'il y avait eu de beau entre eux », la philosophe n'avait aucune envie de se confronter à la fin de vie alors qu'elle commençait la sienne. Pleine de cet enthousiasme tout neuf pour la démocratisation de la philosophie. Un engagement qui l'occupe d'ailleurs au quotidien grâce à ses élèves qui « la nourrissent beaucoup par leurs propres questionnements ». Et contrairement, à ce que l'on peut penser de ces générations successives qu'elle a vues défiler et qui sont désormais vissées « sept heures par jour » à leur écran, « ils pensent, et ils pensent très fort, c'est merveilleux ». À la condition, évidemment « d'aller les chercher ».

Car rien n'est plus difficile que de se trouver à chaque rentrée scolaire face « à une classe de 35 élèves qui n'ont pas choisi d'être là ». Une situation qui pousse leur professeur « à être efficace, à capter l'attention ». Mais aussi à « savoir se défendre » car, quand elle leur présente un argument, « ils vont objecter ». Bien loin de le déplorer, la professeur s'en réjouit. Car ces jeunes de 16 à 18 ans qu'elle fréquente « à temps plein sans compter les heures supplémentaires », lui imposent « d'être sans cesse en mouvement » tandis qu'elle fait de même avec eux. Ce tempo réciproque est celui d'une pensée vivante qui circule entre la prof et ses étudiants. Parmi les références de ces derniers, le rappeur Jul.

« La philosophie n'est pas réservée à quelques personnes qui s'occupent de problématiques coupées du réel »

Marianne Chaillan

Spontanément, leur enseignante n'écoute pas les chansons du « roi du monde à Marseille » mais elle les accueille « sans mépris ». Et bien sûr, ira à son concert au mois de mai. Car sinon comment continuer à entretenir « un langage commun » avec sa classe qui en retour lui offre ce cadeau immense de pouvoir rester en « contact direct avec l'existence ». Elle-même, en son temps, a reçu de sa grand-mère adorée une déclaration de foi identique.

Ex-institutrice à La Ciotat, « Arlette Delaplanche, épouse Chaillan » ainsi qu'elle a souhaité être identifiée sur sa tombe, rédigea en 2017 une missive pleine d'amour et de respect à l'intention de sa petite-fille qui s'engageait dans son parcours professionnel. « Tu es mon contact le plus direct avec la vie. En un mot, je t'aime », écrivait la vieille dame férue d'« la recherche du temps perdu ». Une dame très sage aux cheveux blancs. ■

« Survivre » de Marianne Chaillan, L'Observatoire, 180 p. 19 €

“LE FILM ÉVÉNEMENT SUR LE SYNDROME DE LA TOURETTE”

★ ★ ★ ★

LE FIGARO

PLUS FORT QUE MOI (I SWEAR)

ROBERT ARAMAYO MAXINE PEAKE AVEC SHIRLEY HENDERSON ET PETER MULLAN

LE FIGARO ACTUELLEMENT AU CINÉMA MATCH SensCritique inter



UN DERNIER MOT Par Étienne de Montety

**Région** [ré-jion] n. f.  
Circonscription, pas forcément bien circonscrite.

Certains élus voudraient que l'Alsace redevienne une région autonome. Le mot vient du verbe latin *regere*, qui signifie diriger.

Depuis 2016, les régions ont été regroupées en grands ensembles, et depuis cette date quelques-uns n'en démordent pas : que l'Alsace fasse partie de la région Grand Est est une honte dont ils rougissent.

Ce rattachement, qui n'est pourtant pas absurde géographiquement parlant, constitue à leurs yeux une forme de dégénérescence régionale.

Ils ont donc réagi, demandant au Parlement que soit voté un nouveau régime pour l'Alsace.

Lequel ? Le régime d'autonomie, seul moyen de cesser ce qu'ils voient comme un « régionalicide » : celui de l'Alsace et de ses particularismes.

Dans cette démarche, il entre sûrement un peu de militantisme régionaliste, sympathique registre au demeurant.

Pourtant les adversaires de ce projet regimment : il y a assez de régions comme ça. Et ils chargent : ce qui régit ces gens ? Le publicitaire ! ■